

**CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE**  
**CONSEIL MÉTROPOLITAIN DU 26 SEPTEMBRE 2025 À 08 H15**

Séance présidée par Olivier BIANCHI

Date de la convocation : 19/09/25

**RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET DE  
L'ASSAINISSEMENT  
EXERCICE 2024**

**DÉLIBÉRATION N°DEL20250926\_031**

Commission principale : 5 Eau  
Rapporteur : Christophe VIAL.

Le Conseil métropolitain de la Métropole clermontoise s'est réuni le 26 septembre 2025 à 08 H15  
avenue de l'Union Soviétique à Clermont-Ferrand.

Conseillers en  
exercice :  
84  
Conseillers  
présents :  
71  
Conseillers  
représentés :  
13  
Total votants :  
0

**Conseiller(e)s présent(e)s :**

Olivier BIANCHI, François RAGE, Louis GISCARD D'ESTAING, Christine MANDON, Hervé PRONONCE, Henri GISELBRECHT, Anne-Marie PICARD, Jean-Marc MORVAN, René DARTEYRE, Flavien NEUVY, Laurent BRUNMUROL, Christophe VIAL, Serge PICHOT, Sylvain CASILDAS, Aline FAYE, Jean-Marie VALLÉE, Christine DULAC-ROUGERIE, Odile VIGNAL, Isabelle LAVEST, Cyril CINEUX, Laurent GANET, François CARMIER, Eric GRENET, Cécile AUDET, Grégory BERNARD, Marion CANALES, Blandine GALLIOT, Nicolas BONNET, Chantal LAVAL, Florent GUITTON, Alain FAGONT, Christophe BERTUCAT, Dominique BRIAT, Sondès EL HAFIDHI, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Wendy LAFAYE, Pierre SABATIER, Nathalie CARDONA, Cécile BIRARD, Bernard BARRASSON, Philippe MAITRIAS, Christine FAURE, Jean-Christophe CERVANTÈS, Magali GALLAIS, Lucie MIZOULE, Sylvie DOMERGUE, Patrick NÉHÉMIE, Jean PICHON, Luc LEVI ALVARES, Fabienne THOULY-VOUTE, Chantal LELIÈVRE, Marion BARRAUD, Vincent SOULIGNAC, Anne-Laure STANISLAS, Thomas WEIBEL, Claire BRIEU, Jérôme AUSLENDER, Charles DUBREUIL, Julien BONY, Jean-Pierre BRENAS, Cécile LAPORTE, Maryse BOSTVIRONNOIS, Jacqueline BOLIS, Claude AUBERT, Marie DAVID, Julie DUVERT, Fatima BISMIR, Alexis BLONDEAU, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Diego LANDIVAR, Marianne MAXIMI

**Conseiller(e)s ayant donné pouvoir :**

Marcel ALEDO pouvoir à Hervé PRONONCE  
Richard BERT pouvoir à Jean-Christophe CERVANTÈS  
Christine PEROL BEYSSI pouvoir à Claudine KHATCHADOURIAN-TECER  
Dominique ADENOT pouvoir à Marion CANALES  
Samir EL BAKKALI pouvoir à Christine FAURE  
Sylvie VIEIRA DI NALLO pouvoir à Serge PICHOT  
Hélène VEILHAN pouvoir à Grégory BERNARD  
Estelle BRUANT pouvoir à Marion BARRAUD  
Rémi CHABRILLAT pouvoir à Anne-Laure STANISLAS  
Catherine PINET-TALLON pouvoir à Cécile LAPORTE  
Christine BIGOURET pouvoir à Maryse BOSTVIRONNOIS  
Jocelyne CHALUS pouvoir à Flavien NEUVY  
Stanislas RENIÉ pouvoir à Fatima BISMIR

**CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE**  
CONSEIL D'EXPLOITATION - EAU - ASSAINISSEMENT - GEMAPI du 10  
septembre 2025  
BUREAU du 12 septembre 2025  
CONSEIL MÉTROPOLITAIN du 26 septembre 2025

Direction Cycle de l'Eau / 9979  
Muriel BURGUIERE

## **RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT EXERCICE 2024**

Clermont Auvergne Métropole dispose depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 de l'ensemble des compétences liées au cycle de l'eau :

- eau potable : production, transport, distribution de l'eau aux abonnés, facturation,
- gestion des eaux usées :
  - assainissement collectif : collecte, transport, traitement des eaux usées,
  - assainissement non collectif : contrôle de l'assainissement non collectif et conseil aux particuliers,
- gestion des eaux pluviales urbaines,
- gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI),
- défense extérieure contre l'incendie (DECI).

A l'échelle du territoire de la collectivité, les compétences eau potable et assainissement sont gérées au 1<sup>er</sup> janvier 2024, selon les communes :

- soit par la Métropole :
  - en régie directe (9 communes en eau potable, 18 communes en assainissement et 14 communes en assainissement non collectif)
  - en délégation de service public (1 commune en eau potable et en assainissement collectif). Clermont Auvergne Métropole est ainsi devenue l'autorité délégante pour les contrats de délégation de service public (DSP) suivants :
    - En matière d'eau potable :
      - Contrat de délégation de service public d'eau potable sur la commune de Chamalières, dont le délégataire est la société SAUR ;
    - En matière d'assainissement :
      - Contrat de délégation de service public d'assainissement sur la commune de Chamalières, dont le délégataire est la société SAUR ;
- soit par des syndicats dédiés, au sein desquels la Métropole est représentée en substitution des communes précédemment compétentes (11 communes en eau potable, 2 communes en assainissement collectif, 7 communes en assainissement non collectif).

Conformément à la réglementation, le maire présente au conseil municipal ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics (RPQS) d'eau potable et d'assainissement, destiné notamment à l'information des usagers. Le rapport 2024 présenté en annexe traite des services publics de l'eau potable et de l'assainissement relevant de la compétence de la Métropole (services exercés en régie ou en délégation de service public), soit 10 communes en eau potable et 19 communes en assainissement.

Par ailleurs, conformément aux dispositions légales et contractuelles, le délégataire a transmis à Clermont Auvergne Métropole les rapports annuels (RAD) pour l'exercice 2024 pour chacun des contrats susmentionnés. L'examen de ces rapports doit être mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de la collectivité délégante, celle-ci devant en prendre acte. Chaque rapport annuel, qui comprend un bilan technique et financier, a été synthétisé dans un document annexé à la présente délibération.

Les rapports complets sont disponibles sur le plateforme Extranet de Clermont Auvergne Métropole.

Ces différents rapports sont également examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).

**Le Conseil métropolitain prend acte de ce rapport.**

- de prendre acte du rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement pour l'exercice 2024, concernant les 10 communes en eau potable et 19 communes en assainissement sur lesquelles la Métropole exerce ces compétences ;
- de prendre acte des rapports annuels du délégataire pour l'exercice 2024 :

En matière d'eau potable :

- Contrat de délégation de service public d'eau potable sur la commune de Chamalières, dont le délégataire est le société SAUR ;

En matière d'assainissement :

- Contrat de délégation de service public d'assainissement sur la commune de Chamalières, dont le délégataire est la société SAUR.

TOTAL VOTANTS :	0	=	71 Conseillers Présents	+	13 Représentés	-	0 Non participation
TOTAL DES VOIX EXPRIMÉES :	0	=	Pour : 0	+	Contre : 0		
Abstention :	0						

**Le Secrétaire de Séance,**

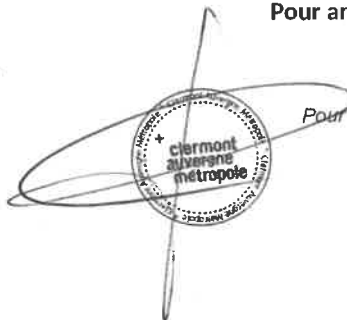
René DARTZYRE



**Pour ampliation certifiée conforme,**

**Le Président,**

Pour le Président et par délégation  
 Le Vice-Président  
 Christophe VIAL





**clermont  
auvergne  
métropole**

# Rapport 2024

sur le prix  
et la qualité  
des services  
publics de  
l'eau potable et  
de l'assainissement

Envoyé en préfecture le 29/09/2025

Reçu en préfecture le 29/09/2025

Publié le

ID : 063-246300701-20250929-DEL20250926\_031-DE



Envoyé en préfecture le 29/09/2025

Reçu en préfecture le 29/09/2025

Publié le



ID : 063-246300701-20250929-DEL20250926\_031-DE

Édité par Clermont Auvergne Métropole 64/66 avenue de l'Union-Soviétique, BP 231 - 63007 Clermont-Ferrand - Tél. 04 73 98 34 00

**Directeur de publication** : Olivier Bianchi

**Maquette** : Direction de la Communication

**Photographies** : Clermont Auvergne Métropole, Jodie Way, SEDE Environnement, Joël Damase, H2O sans Frontières,  
Université de Saint-Etienne, Eurovia

**Cartographie et illustrations** : Direction de la Communication,

**Réalisation** : Imprimerie Decombat

## **SOMMAIRE**

<b>1/ CHIFFRES-CLÉS 2024 .....</b>	<b>6</b>
<b>2/ INTRODUCTION .....</b>	<b>7</b>
Le RPQS, rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement .....	7
<b>3/ PRÉSENTATION.....</b>	<b>8</b>
COMPÉTENCES.....	8
NATURE JURIDIQUE ET INSTANCES .....	9
- Régies autonomes de l'eau et de l'assainissement .....	9
- Un conseil d'exploitation pour administrer les régies .....	9
ORGANISATION ET MOYENS.....	10
- La Direction du Cycle de l'Eau (DCE) .....	10
- Certifications et accréditation .....	10
FAITS MARQUANTS 2024 .....	12
PERSPECTIVES 2025 .....	16
GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI) .....	17
<b>4/ SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE.....</b>	<b>18</b>
CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SERVICE .....	18
- Présentation du territoire desservi et mode de gestion du service .....	18
- Estimation de la population desservie (D101.1) et nombre d'abonnés (VP.056).....	19
- Ressources en eau .....	20
- Prélèvement sur les ressources en eau .....	20
- Traitement des eaux et mise en distribution .....	21
- Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable .....	21
- Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) .....	21
INDICATEUR DE PERFORMANCE.....	22
- Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) .....	23
- Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) .....	23
- Le rendement (P104.3) .....	24
- Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3).....	25
- Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) .....	25
- Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2).....	26
- Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) .....	26
- Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) .....	27
- Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) .....	27
- Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) .....	27
- Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) .....	27
- Taux de réclamations (P155.1).....	27
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS.....	28
- Principaux investissements 2024.....	28
- Recettes d'investissements 2024.....	28
- État de la dette du service .....	28
- Amortissements .....	28
- Projets et travaux 2025 .....	29
ACTIONS DE SOLIDARITÉ ET DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE	
DANS LE DOMAINE DE L'EAU .....	29
- Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0) .....	29
- Opérations de coopération décentralisée .....	30

<b>5/ SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....</b>	<b>31</b>
<b>CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SERVICE .....</b>	<b>31</b>
- Présentation du territoire desservi et mode de gestion du service .....	31
- Estimation de la population desservie (D201.0) et nombre d'abonnés (VP.056).....	33
- Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0).....	34
- Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert .....	34
- Ouvrages d'épuration des eaux usées .....	37
- Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0).....	38
<b>INDICATEURS DE PERFORMANCE .....</b>	<b>39</b>
- Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1).....	40
- Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B) .....	40
- Conformité de la collecte des effluents (P203.3), des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3), de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3) et des performances des équipements d'épuration (P254.3).....	41
- Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3).....	42
- Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (P251.1) .....	42
- Points noirs du réseau de collecte (P252.2) .....	42
- Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte (P253.2) .....	42
- Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255.3).....	43
- Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P256.2).....	43
- Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P257.0).....	43
- Taux de réclamations (P258.1).....	43
<b>FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS.....</b>	<b>43</b>
- Principaux investissements 2024.....	43
- Recettes d'investissements 2024.....	44
- État de la dette du service .....	45
- Amortissements .....	45
- Projets et travaux 2025 .....	45
<b>ACTIONS DE SOLIDARITÉ ET DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE</b>	
<b>DANS LE DOMAINE DE L'EAU .....</b>	<b>46</b>
- Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0) .....	46
- Opérations de coopération décentralisée .....	46
<b>6/ SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....</b>	<b>47</b>
<b>CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SERVICE .....</b>	<b>47</b>
- Présentation du territoire desservi et mode de gestion du service .....	47
- Estimation de la population desservie (D301.0).....	47
- Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0).....	48
<b>TARIFICATION ET RECETTES DU SERVICE .....</b>	<b>48</b>
- Modalités de tarification .....	48
- Recettes.....	48
<b>INDICATEURS DE PERFORMANCE .....</b>	<b>48</b>
- Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3) .....	48

## 7/ TARIFICATION DE L'EAU ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

LA FACTURE D'EAU.....	49
- Que contient la facture d'eau ?.....	49
- Modalités de facturation .....	51
LES TARIFS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT .....	51
RECETTES .....	56
- Budget annexe eau .....	56
- Budget annexe assainissement .....	57

## 8/ ANNEXES.....58

- ANNEXE 1 - Synthèse des indicateurs 2023 /2024
- ANNEXE 2 - Observatoire national des services publics d'eau et d'assainissement - Principaux résultats 2022
- ANNEXE 3 - Exemple de Fiche d'information du public « Quelle eau buvez-vous ? »  
- Agence Régionale de Santé Auvergne (ARS)
- ANNEXE 4 - Fiche d'information « Normes réglementaires de la qualité de l'eau potable »
- ANNEXE 5 - Délibération du 13 décembre 2024 sur les tarifs des redevances eau et assainissement
- ANNEXE 6 - Exemple de facture 2025 pour un abonné domestique pour une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup> et redevances Agence de l'eau
- ANNEXE 6-1 Redevance consommation d'eau potable
- ANNEXE 6-2 Redevance performance des réseaux d'eau potable
- ANNEXE 6-3 Redevance performance des systèmes d'assainissement collectif
- ANNEXE 6-4 Taux redevances 12e programme sur le bassin Loire-Bretagne Délibération n°2024-97 du comité de bassin du 15 octobre 2024
- ANNEXE 7 - Note d'information de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne 2024 et réforme des redevances Agence de l'eau
- ANNEXE 8 - Compte Financier Unique 2024 - Budget eau potable : dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement
- ANNEXE 9 - Compte Financier Unique 2024 - Budget assainissement : dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement
- ANNEXE 10 - Bilan agronomique des boues 2024 (Extrait)

# 1/ CHIFFRES CLÉS 2024



**AGENTS**

**170**

agents forment  
la Direction  
du cycle de l'eau

## + Les principales missions



Produire, traiter  
et distribuer l'eau  
potable



Analyser  
les eaux



Collecter, transporter  
et traiter les eaux  
usées



Protéger le milieu  
naturel, les biens  
et les personnes \*



Informers les  
usagers et les  
citoyens

\* Traitement des eaux  
usées, gestion des eaux  
pluviales urbaines, entretien  
et gestion des rivières,  
protection contre le risque  
inondation

## + Eau potable



**12,4 MILLIONS**  
de m<sup>3</sup> d'eau comptabilisés  
(régie et délégation de service public)

**10 communes**

gérées par la Métropole  
(régie ou délégation  
de service public)  
représentant

**49 315**  
abonnés



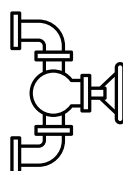
**11,7 MILLIONS**

d'euros investis en 2024  
(HT) - dépenses d'équipement



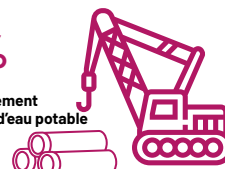
**82,7%**  
de rendement  
(moyenne des 10 communes  
gérées par la Métropole)

**1 051 KM**  
de réseau de  
distribution  
d'eau potable



**0,8%**

taux moyen  
de renouvellement  
des réseaux d'eau potable  
(taux moyen  
2020-2024)



## + Assainissement

**8 stations**  
d'épuration



**19 communes**

gérées par la Métropole  
(régie ou délégation  
de service public)  
représentant

**73 281**  
abonnés



**21,6 MILLIONS**

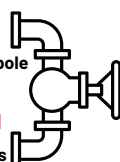
d'euros investis en 2024  
(HT) - dépenses d'équipement



**1 132**

installations  
d'assainissement  
non collectif

**1 194 KM**  
gérés par la Métropole  
(eaux usées et unitaire)  
et **778 KM**  
de réseau eaux pluviales



**0,8%**

taux moyen de renouvellement  
des réseaux  
d'assainissement  
(taux moyen  
2020-2024)



## 2/ INTRODUCTION

### LE RPQS, RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

Le RPQS est un document produit tous les ans par chaque service d'eau potable et d'assainissement pour rendre compte aux usagers du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée.

C'est un document public (dès lors qu'il a été acté par l'assemblée délibérante de la collectivité) qui répond à une double exigence de transparence :

- **transparence interne** : le service rend compte annuellement à sa collectivité de tutelle et le maire ou le président présente ce rapport à son assemblée délibérante ;
- **transparence vis-à-vis de l'usager**, lequel peut le consulter librement (au siège du service ou sur Internet).

Le RPQSa été créé par l'article 73 de la Loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement (dite « Loi Barnier »). Cet article a été supprimé au profit de l'article L2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 – art.31.

Le Décret n° 95-635 du 6 mai 1995 qui précise le contenu et les modalités de présentation du rapport a été traduit dans les articles D2224-1 à D2224-5 du CGCT.

Il a été complété par l'arrêté du 2 mai 2007, modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013, relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement (annexes V et VI des articles D2224-1 à D2224-3 du CGCT), qui introduit les **indicateurs de performance des services**.

Enfin, le Décret n°2015-1820 du 29 décembre 2015, en application de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, prolonge le délai de présentation du rapport à l'assemblée délibérante, le portant à **9 mois suivant la clôture de l'exercice** au lieu de 6 mois, afin de permettre d'y intégrer les données issues des rapports des délégataires. Ce décret introduit également, pour les communes ou établissements publics de coopération intercommunale de plus de 3 500 habitants, l'obligation de saisir et transmettre par voie électronique ces éléments au système d'information dit SISPEA de **l'Observatoire national des Services Publics d'Eau et d'Assainissement**.

### LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

Le rapport annuel doit également être examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) pour les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants (article L. 1413-1 du CGCT).

### À NOTER

Le présent rapport traite des services publics de l'eau potable et de l'assainissement relevant de la compétence de la Métropole (services exercés en régie ou en délégation de service public), soit pour 10 communes en eau potable et pour 19 communes en assainissement (voir cartes pages suivantes).

Le délégataire de service public (sur la commune de Chamalières jusqu'à mi-2026) remet à Clermont Auvergne Métropole son rapport d'activité (RAD), prévu en vertu de la Loi n° 95-127 du 8 février 1995 (dite « Loi Mazeaud »). Certaines données présentées dans ce rapport en sont issues. Pour plus de précisions, le rapport du délégataire est consultable par le public après sa présentation en assemblée délibérante, en même temps que le présent rapport.

Pour les autres communes, les compétences eau et / ou assainissement sont gérées par des syndicats dédiés, au sein desquels la Métropole est représentée en substitution des communes qui leur ont délégué la compétence eau et/ou assainissement. Les usagers de ces communes peuvent se reporter aux rapports sur le prix et la qualité des services d'eau potable et d'assainissement de ces syndicats pour plus de précisions. Ils doivent être fournis dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice.

# 3/ PRÉSENTATION

## COMPÉTENCES

Clermont Auvergne Métropole, ancienne communauté d'agglomération est devenue communauté urbaine au 1<sup>er</sup> janvier 2017, puis Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Ces modifications de statuts se sont accompagnées d'un certain nombre de transferts de compétences. Clermont Auvergne Métropole dispose depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 de l'ensemble des compétences liées au cycle de l'eau :

- eau potable : production, transport, distribution de l'eau aux abonnés, facturation,
- gestion des eaux usées :
  - assainissement collectif : collecte, transport, traitement des eaux usées,
  - assainissement non collectif : contrôle de l'assainissement non collectif et conseil aux particuliers,
- gestion des eaux pluviales urbaines,
- gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI),
- défense extérieure contre l'incendie (DECI).

**Remarque :** les compétences « gestion des eaux pluviales urbaines », « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) » et « défense extérieure contre l'incendie (DECI) » sont financées par le budget général de la collectivité et ne sont pas traitées dans ce rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement disposant chacun d'un budget annexe.

A l'échelle du territoire de la collectivité, les compétences eau potable et assainissement sont gérées au 1<sup>er</sup> janvier 2024 selon les communes :

### Soit par la Métropole :

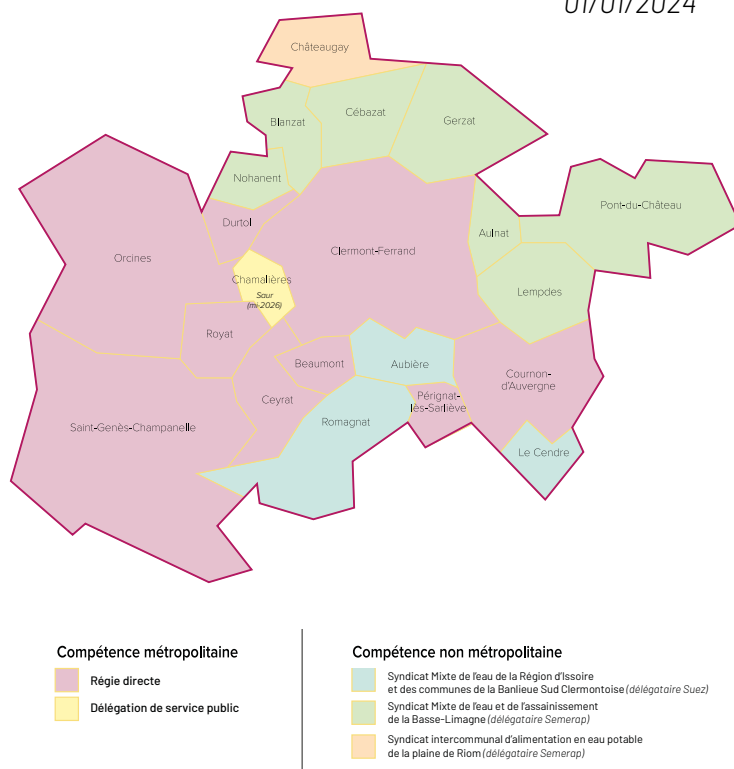
- en régie directe (9 communes en eau potable, 18 communes en assainissement collectif et 14 communes en assainissement non collectif)
- en délégation de service public (1 commune en eau potable et 1 commune en assainissement collectif) : Clermont Auvergne Métropole a repris les contrats de délégation de service public conclus par les communes précédemment compétentes.

**Soit par des syndicats dédiés** au sein desquels la Métropole est représentée en substitution des communes précédemment compétentes (11 communes en eau potable, 2 communes en assainissement collectif, 7 communes en assainissement non collectif).

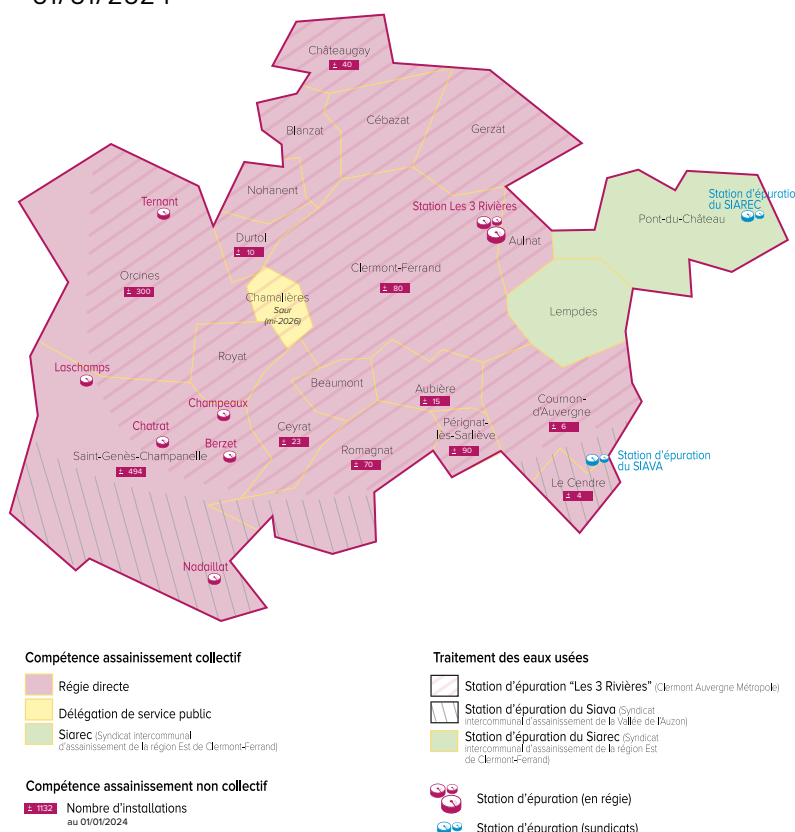
**Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, le périmètre territorial de gestion des compétences eau, assainissement collectif et non collectif de la Métropole n'a été modifié par rapport à l'année 2023.**

Détail présenté dans le corps de ce rapport.

## Compétence Eau potable 01/01/2024



## Assainissement et traitement des eaux usées 01/01/2024



## NATURE JURIDIQUE ET INSTANCES

### RÉGIES AUTONOMES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Afin d'assurer l'exploitation des compétences eau potable et assainissement, et conformément aux dispositions combinées des articles L1412-1 et L2224-7 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Conseil métropolitain de Clermont Auvergne Métropole a créé par délibération en date du 9 décembre 2016, 2 régies autonomes, dotées de la seule autonomie financière :

- **une régie autonome de l'eau**, pour l'exercice complet de la compétence autorisée soit la production, le transport et la distribution d'eau potable ;
- **une régie autonome de l'assainissement**, pour l'exercice complet de la compétence autorisée soit la collecte, le transport et le traitement des eaux usées (par extension de la régie d'assainissement créée en 2015 essentiellement pour la partie traitement des eaux usées), ainsi que l'assainissement non collectif.

### LE BUREAU DU CONSEIL D'EXPLOITATION

#### PRÉSIDENT :

**Christophe VIAL**, vice-président en charge du cycle de l'eau au sein du conseil métropolitain et maire de Saint-Genès-Champanelle

#### VICE-PRÉSIDENTS :

**François CARMIER**, conseiller délégué à la Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) et à la préservation des ressources en eau et maire de Durtol  
Économie et préservation de la ressource en eau, lutte contre les pollutions

**Chantal LELIEVRE**, conseillère métropolitaine et conseillère municipale de Romagnat  
Relations usagers

**Vincent SOULIGNAC**, conseiller métropolitain et conseiller municipal de Clermont-Ferrand  
Planification, sensibilisation et pratiques innovantes

**Marcel ALEDO**, vice-président en charge de la voirie et de la Coordination des territoires, maire de Royat  
Coordination et programmation

### UN CONSEIL D'EXPLOITATION POUR ADMINISTRER LES RÉGIES

Les régies de l'eau potable et de l'assainissement sont administrées, sous l'autorité du président de Clermont Auvergne Métropole et du Conseil métropolitain, par un seul et même Conseil d'exploitation et son Président, ainsi qu'un Directeur.

Le Conseil d'exploitation est constitué de 29 membres ayant voix délibérative désignés par le Conseil métropolitain de Clermont Auvergne Métropole sur proposition du Président de la Métropole répartis comme suit :

- 17 élus communautaires désignés par le Conseil métropolitain ;
- 9 élus municipaux désignés par le Conseil métropolitain au titre de personnalités qualifiées en raison de leurs compétences dans le domaine de l'eau potable et l'assainissement ;
- 3 représentants des usagers désignés par le Conseil métropolitain, parmi des associations d'usagers et/ou des associations de consommateurs et/ou des associations de défense de l'environnement et/ou des associations familiales ou d'éducation populaire.

Le Conseil d'exploitation élit, en son sein, son président et 4 vice-présidents.

Il est obligatoirement consulté avant toute décision du conseil métropolitain sur la compétence en cause, et se réunit au moins tous les trois mois. En 2024, le Conseil d'exploitation a tenu 6 réunions.

## ORGANISATION ET MOYENS

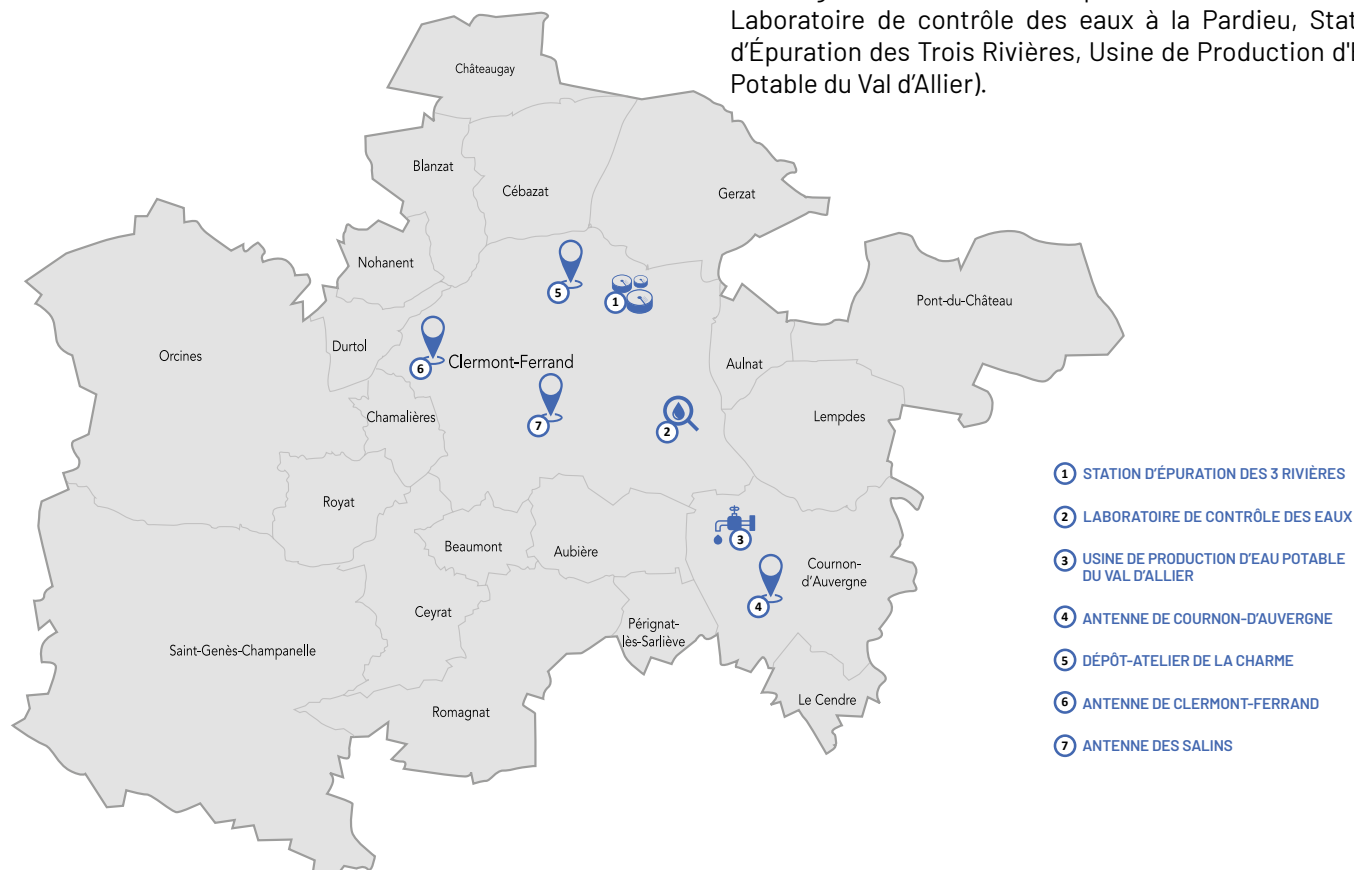
### LA DIRECTION DU CYCLE DE L'EAU (DCE)

Les compétences eau potable et assainissement sont gérées, selon les communes, soit par la Métropole (en régie directe ou délégation de service public), soit par des syndicats dédiés.

La Métropole s'est dotée d'une Direction du Cycle de l'Eau pour gérer l'ensemble des compétences du cycle de l'eau. Les compétences eau potable et assainissement (collectif et non collectif) font l'objet de ce présent rapport.

La Direction Cycle de l'Eau faisait partie en 2024 de la Direction générale adjointe "Espace Public et Proximité", aux côtés de la Direction de la Gestion des déchets, de la Direction de l'Ingénierie de l'Aménagement et de la Mobilité et de la Direction de l'Espace Public et de Proximité.

La Direction du Cycle de l'Eau était composée à fin 2024 de 170 agents (nombre d'équivalents temps-plein) répartis sur 7 sites (antennes de Clermont-Ferrand, Cournon d'Auvergne et des Salins, dépôt-atelier de la Charme, Laboratoire de contrôle des eaux à la Pardieu, Station d'Épuration des Trois Rivières, Usine de Production d'Eau Potable du Val d'Allier).



### CERTIFICATIONS ET ACCRÉDITATION



Soucieuse de garantir aux usagers un service de qualité et durable, la Direction du Cycle de l'eau s'est engagée depuis plusieurs années dans une démarche d'amélioration continue et a obtenu dès 2017 la certification ISO 9001 (qualité). Elle s'est également engagée dans une démarche d'amélioration de la sécurité au travail et de prévention des risques environnementaux. Cette démarche a été reconnue par l'obtention en 2019 de la **triple certification Qualité (ISO 9001) - Sécurité (ISO 45001) et Environnement (ISO 14001), confirmée par un auditeur externe tous les ans**. Peu de régions en France détiennent cette triple certification. Les orientations et engagements de la politique de la Direction du Cycle de l'eau sont présentés ci-après.



Le laboratoire de contrôle des eaux de Clermont Auvergne Métropole réalise de nombreuses analyses sur l'eau potable, l'eau usée, les eaux brutes et les eaux chaudes sanitaires conformément à la réglementation et au Code de la Santé Publique. La très haute qualité du laboratoire est reconnue, grâce à la fois au matériel dont il dispose, à la fiabilité des analyses qu'il produit, mais aussi au professionnalisme et aux compétences de son personnel. Le laboratoire est accrédité par le COFRAC section Essais (portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) (accréditation n°1-6404). Cette accréditation, obtenue initialement en 2016, a été confirmée tous les ans.

# Orientations et engagements qualité sécurité environnement de la direction du cycle de l'eau (24/04/2023)



## Assurer la continuité du service public de l'eau potable en s'engageant sur la qualité de l'eau distribuée au robinet du consommateur

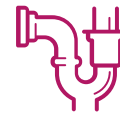
- Garantir la qualité de l'eau distribuée au robinet du consommateur
- Sécuriser l'alimentation en eau (schéma directeur eau potable, procédures d'exploitation du réseau en lien avec le niveau des ressources...)



**12,4 MILLIONS**  
de m<sup>3</sup> d'eau comptabilisés  
(régie et délégation de service public)



**99,8%** de conformité physico-chimique  
et **99,8%** de conformité microbiologique



**82,7%**  
de rendement  
(moyenne des 10 communes gérées par la Métropole)



## Assurer la continuité du service public de l'assainissement en s'engageant sur la protection du milieu naturel, des biens et des personnes

- **Fiabiliser le fonctionnement du réseau d'assainissement** (schéma directeur d'assainissement intercommunal, schémas directeurs d'assainissement communaux)
- **Réaliser le diagnostic amont des effluents arrivant à la station d'épuration** et établir des arrêtés d'autorisation de rejets des industriels (rejets non domestiques)
- **Sensibiliser services et élus à une gestion intégrée des eaux pluviales** et intégrer ces orientations dans le règlement du PLUi (Plan local d'urbanisme métropolitain)
- **Lutter contre les eaux claires parasites** (déconnexion des sources, correction des inversions de branchements)
- **Optimiser le fonctionnement de la station d'épuration** (projet d'extension et de biométhanisation avec valorisation du biogaz)
- **Poursuivre les travaux d'entretien et de restauration des cours d'eau** (contrats territoriaux), **réaliser le PAPI** (Programme d'actions sur la prévention des inondations) **d'intention** (2019-2023), **élaborer le PAPI travaux**

**1 194 KM**  
gérés par la Métropole  
(eaux usées et unitaire)

et **778 KM**  
de réseau eaux pluviales



**2 millions**  
de m<sup>3</sup> d'eau  
supplémentaires seront amenés  
chaque année à la Station des 3

Rivières et non déversés dans la nature  
à la fin des travaux structurants  
assainissement (SDA)



**1 132**  
installations  
d'assainissement  
non collectif



**11 bassins**  
structurants de  
rétention des eaux  
pluviales (+3 en projet)



**150 km**  
de rivières



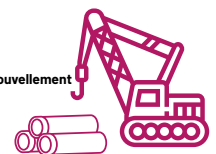
## Inscrire les services dans des démarches qualité, sécurité, et environnement (QSE)

- Appliquer à nos activités et à nos performances environnementales le principe d'amélioration continue et s'assurer du bon fonctionnement de ce principe
- Garantir la sécurité et la formation du personnel
- Sécuriser en permanence les installations et ouvrages sensibles
- Utiliser et faire vivre les outils de programmation, d'ordonnancement et de coordination des chantiers ; systématiser l'information ou la concertation, selon le cas, des élus communaux et des riverains et usagers impactés par les chantiers
- Prévenir et limiter toute pollution sur l'environnement liée à l'activité ; contrôler et assurer la traçabilité des filières d'élimination des déchets ; réduire, trier et revaloriser autant que possible les déchets
- Maintenir le chantier d'insertion rivières et intégrer des clauses d'insertion dans les marchés de travaux



**1 076 heures**  
de formation  
(en 2024)

**0,8%**  
taux moyen de renouvellement  
des réseaux  
d'assainissement  
(taux moyen  
2020-2024)



**26 000 t / an**  
de boues d'épuration brutes,  
valorisées à 100 %



## Optimiser la gestion technico-économique du service public dans un souci de maîtrise du tarif à l'utilisateur et d'égalité de traitement des usagers et faire converger les redevances eau et assainissement métropolitaines

- Veiller à la gestion financière des budgets
- Etablir une tarification solidaire (FSL, Allocation eau...)

**11,7 millions €**  
investis en eau (HT)  
**21,6 millions €**  
investis en assainissement (HT)  
(dépenses d'équipement)



**4,17 € TTC / m<sup>3</sup>**  
(prix moyen pondéré de l'eau TTC pour 120 m<sup>3</sup> / an  
en 2024 pour les communes gérées en régie et DSP.)



## Informers, sensibiliser les abonnés, faire savoir et évaluer

- Assurer la communication
- Assurer l'écoute de l'utilisateur, respecter les échéances de facturation et d'information



**8,2 sur 10**  
note moyenne attribuée  
par les usagers  
(enquête 2024)

**4 289**  
personnes  
sensibilisées à la question de l'eau en 2024  
(enfants et adultes)



## FAITS MARQUANTS 2024

CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE,  
ENGAGÉE POUR LA GESTION PUBLIQUE DE L'EAU

Depuis 2017, Clermont Auvergne Métropole adhère à France Eau Publique. Cette association regroupe des collectivités et opérateurs publics adhérents à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et engagés dans une démarche de partage de connaissances et d'expériences, de renforcement mutuel et de promotion de la gestion publique de l'eau. Elle affirme ainsi son attachement à des valeurs telles que la transparence, la solidarité et la proximité.

DE NOMBREUSES ACTIONS  
DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION

Afin d'informer les citoyens et les sensibiliser à la protection de la ressource dès le plus jeune âge, la Métropole met en œuvre diverses actions :

- visites guidées de l'usine de production d'eau potable,
- animations scolaires sur les thèmes de l'eau en ville, de la rivière et des inondations,
- participation à des événements : les cours d'eau d'H<sub>2</sub>O, le défi "mon environnement et moi", réunion publique sur l'environnement...

Salon H<sub>2</sub>OBac à sable  
BASILE  
Association  
Astu'sciencesAVANCEMENT DU  
SCHÉMA DIRECTEUR  
D'ASSAINISSEMENT  
MÉTROPOLITAIN  
(TRANSPORT ET  
TRAITEMENT)

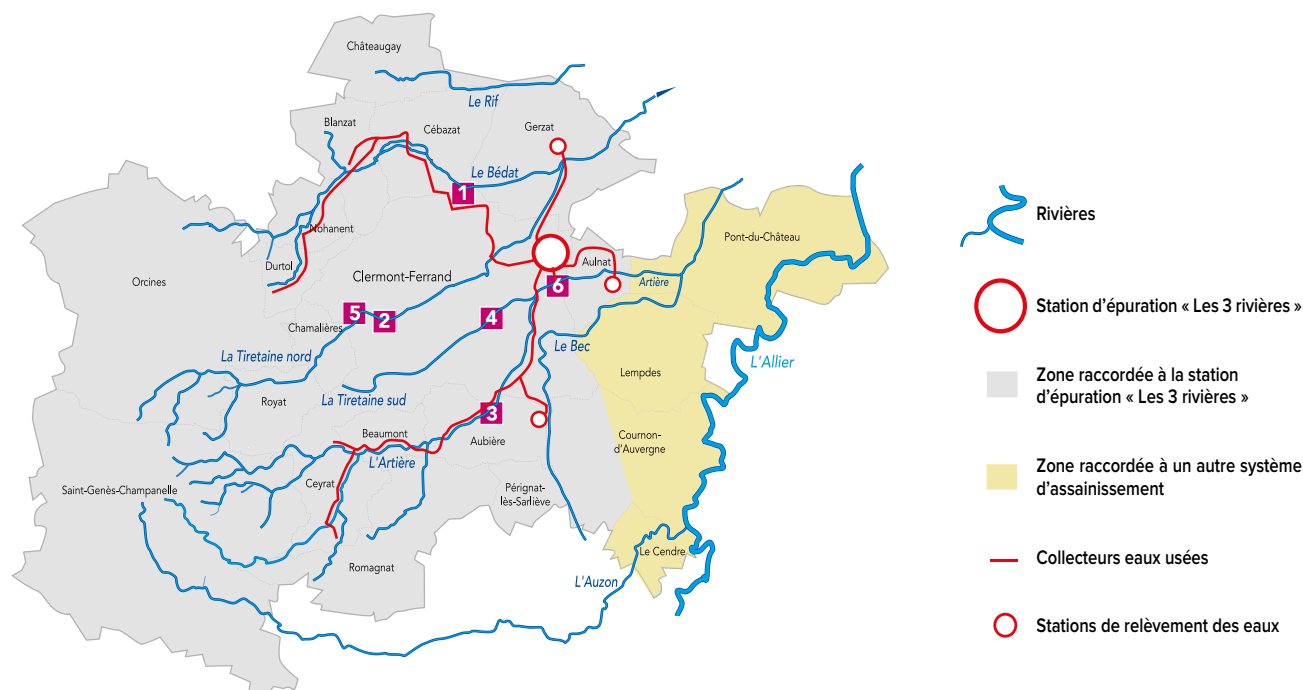
Le schéma directeur d'assainissement 2015-2021 de la Métropole doit permettre d'atteindre les objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau (2000), en particulier le « bon état des eaux et milieux aquatiques. ». L'objectif est d'améliorer la qualité de l'eau, en réduisant les rejets d'eaux usées par temps de pluie et en améliorant la qualité des rejets après traitement.

Les objectifs du schéma directeur, approuvé en 2011, sont les suivants :

- fiabiliser l'acheminement des eaux usées vers la station d'épuration en cas de pluies de faible intensité. Le réseau d'assainissement étant en grande partie unitaire, il est nécessaire de redimensionner plusieurs collecteurs intercommunaux et de réaliser des bassins de stockage - restitution (BSR),
- sécuriser le fonctionnement du réseau d'assainissement par l'instrumentation des déversoirs d'orage, la mise en place d'un nouveau logiciel de supervision des réseaux d'assainissement et la réalisation de 2 stations de mesure et d'alerte sur l'Artière et le Bédard...,
- améliorer le traitement des eaux usées et des boues sur la station d'épuration et les valoriser énergétiquement.

D'importants travaux permettant d'atteindre ces objectifs ont été programmés depuis 2012, pour une enveloppe totale d'environ 120 millions d'euros. Ce programme de travaux fait l'objet d'un contrat de programmation avec l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, prévoyant l'aide financière de celle-ci.

## 6 bassins de stockage/restitution sur le territoire de la métropole clermontoise



**1** Bassin des Vergnes (volume : 2 200 m<sup>3</sup>)

**2** Bassin de Belle Ombre (volume : 10 000 m<sup>3</sup>)

**3** Bassin Zac des Sauzes (volume : 4 500 m<sup>3</sup>)

**4** Bassin d'Herbet (volume : 36 000 m<sup>3</sup>)

**5** Bassin de Saint Alyre (volume : 3 500 m<sup>3</sup>)

**6** Bassin de la station d'épuration (volume : 21 000 m<sup>3</sup>)

### Les travaux structurants se sont poursuivis sur 2024 :

- Collecteur Sud : phase avenue du Stade à Beaumont - travaux sur 2024,
- Collecteur Nord sur Blanzat - Nohanent,

- Extension de la station d'épuration et biométhanisation des boues : poursuite des travaux, démarrés le 03 novembre 2021 en vue d'une réception en 2026,
- Poursuite des études de conception pour le BSR d'Herbet (36 000 m<sup>3</sup>).



## CONSTRUCTION D'UNE **PLATEFORME DE STOCKAGE INTERMÉDIAIRE DES BOUES** ISSUES DE LA STATION D'ÉPURATION DES 3 RIVIÈRES

Chaque année, la station d'épuration des 3 rivières produit 26 000 tonnes de boues. Construite en 2024 par la Métropole, la plateforme (2 500 m<sup>2</sup>) permet le stockage partiel temporaire de ces boues (jusqu'à 4 500 tonnes), le temps des analyses et que les conditions soient favorables pour l'épandage. Elles sont ensuite récupérées par une entreprise spécialisée puis réutilisées en agriculture comme engrais.

Les lixiviats (liquides produits par la percolation de l'eau de pluie et la fermentation des boues) sont collectés dans des réseaux pour être valorisés.



## **VALIDATION** DU SCHÉMA DIRECTEUR EAU POTABLE

La Métropole a validé en juin son schéma directeur eau potable sur l'ensemble des communes gérées.

Ce schéma dégage les points forts et les points faibles du service, définit les enjeux stratégiques et les orientations techniques et financières à court, moyen et long terme, afin de répondre aux besoins suivants :

- Améliorer la connaissance du système d'Alimentation en Eau Potable,
- Fournir une eau en quantité suffisante toute l'année et dans des conditions de desserte optimales,
- Renforcer durablement la sécurité de l'alimentation en eau (mise en place de périmètres de protection de captages, rationalisation) et gérer les risques potentiels,
- Améliorer le rendement de réseau au-delà de 85 % (seuil limite de l'engagement du Grenelle de l'environnement),
- Améliorer la qualité de l'eau distribuée,
- Optimiser les coûts induits en termes d'investissement, de fonctionnement et leur impact sur le prix de l'eau, en vue de construire le programme de renouvellement et de sécurisation du réseau et des ouvrages, équipements d'eau potable sur la base d'un schéma directeur,
- Contribuer à la rationalisation de la gestion de l'eau à l'échelle de Clermont Auvergne Métropole, avec un souci de cohérence avec l'approche des collectivités et syndicats des eaux limitrophes (sécurisation, maillage, secours).

## **TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DANS LE CHAMP CAPTANT DE L'UPEP - COURNON**

La sous-station B2 a été construite il y a plus de 50 ans et fait partie des 4 principales ressources en eau du champ captant.



*Nettoyage et entretien des puits de captage de l'usine du Val d'Allier*



*Sous-station B2*

## VALIDATION ET MISE EN ENQUÊTE PUBLIQUE DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT ET EAUX PLUVIALES

Clermont Auvergne Métropole élabore depuis 2018 son premier plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). Parallèlement, la DCE a actualisé les zonages d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales qui ont été validés au conseil métropolitain de décembre 2024.

Le PLUi est un document à la fois réglementaire et stratégique qui esquisse un futur partagé pour l'aménagement du territoire, soit 21 communes et 300 000 habitants. Il intègre aussi la réglementation concernant les réseaux d'eau potable et d'eaux usées et la gestion des eaux pluviales.

Il pose clairement le principe de la gestion des eaux pluviales «à la parcelle», permettant de gérer les eaux de pluie «là où elles tombent» pour éviter la saturation des réseaux, limiter le ruissellement et la pollution des milieux naturels.

Parallèlement, la Métropole a actualisé les zonages communaux existants datant de 2011, et qui répondent à une obligation réglementaire, afin de :

- limiter les extensions des réseaux d'eaux usées et privilégier les travaux de réhabilitation et recalibrage des réseaux existants ;
- prioriser l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle et limiter voire réduire les rejets dans les réseaux existants.

Ces documents ont été soumis à une enquête publique (17 février au 28 mars 2025). Les zonages doivent ensuite être approuvés définitivement par le Conseil métropolitain et annexés au PLUi pour être ensuite applicables et opposables au tiers.

## DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES SUR L'HISTOIRE DU MARAIS DE FONTFREYDE À SAINT-GENÈS-CHAMPANELLE

De 2018 à 2024, les universités Clermont Auvergne, Jean-Monnet de Saint-Étienne et la Métropole ont mené un programme de recherches dédié au marais de Fontfreyde à Saint-Genès-Champanelle.

Ces études ont permis de définir l'hydrologie locale mais aussi de reconstituer les climats du passé via notamment les pollens piégés dans la tourbe. La modification du paysage par l'activité humaine a été mise en évidence. L'analyse des sols a montré que le marais se trouve dans une zone où la nappe phréatique du granite affleure en permanence. Sous le sol argileux, épais



d'environ 60 à 70 centimètres, on trouve environ 6 mètres d'une tourbe qui repose elle-même sur des sables et graviers d'origine volcanique, que l'on qualifie de scories. Le marais est composé d'une végétation variée de 86 espèces. Ce projet met en lumière l'importance de la préservation des zones humides et leur rôle clé dans la compréhension des changements climatiques.

## VALIDATION DU SCHÉMA DIRECTEUR DE GESTION DES EAUX PLUVIALES (SD GEP)

Pour compléter l'ensemble des schémas directeurs, la Métropole a réalisé le SD GEP et mis à jour les zonages d'assainissement eaux usées et eaux pluviales.

Par ce SD GEP, la Métropole souhaitait :

- Caractériser les conséquences de l'imperméabilisation des sols ;
- Diagnostiquer le fonctionnement du système d'assainissement pluvial (réseaux et cours d'eau) ;
- Définir un programme de travaux permettant de traiter les points noirs majeurs et réduire les risques d'inondation ;
- Asseoir une nouvelle ambition sur la gestion des eaux pluviales.

Pour cela, le SD GEP approuvé par le Conseil métropolitain en décembre 2024, a établi un programme de travaux de :

- construction ou d'optimisation des bassins d'orage afin de réduire le risque inondations ;
- restructuration et de recalibrage des réseaux de collecte des eaux pluviales ;
- qualification du ruissellement qui concerne les problématiques d'inondation et d'érosion

## ÉDITION DE PLAQUETTES SUR LES REJETS INDUSTRIELS ET LES REJETS DES GARAGES

Depuis le transfert de compétence, la Métropole s'attache à communiquer sur les bonnes pratiques en matière de rejets



au réseau d'assainissement et notamment en ce qui concerne les entreprises qui doivent disposer d'une autorisation de raccordement de la part du service de l'assainissement, permettant de contrôler la qualité des rejets et leur suivi.

## PERSPECTIVES 2025

### POURSUITE DES GRANDS PROJETS DE TRAVAUX ET ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS URBAINS

La Métropole poursuit les grands projets de travaux (renouvellement des réseaux, réalisation des schémas directeurs eau potable, assainissement des eaux usées,...) tout en assurant l'alimentation ou l'évacuation des eaux usées des grands projets d'aménagement métropolitain. Par exemple, la grande bibliothèque implantée dans le bâtiment Dijon de l'Hôtel Dieu, le programme immobilier ILO23, l'aménagement de l'ancienne sucrerie de Bourdon amènent la Métropole à restructurer sur des quartiers entiers, la distribution de l'eau potable, l'assainissement, la défense extérieure contre l'incendie.

### LOGICIEL DE GESTION DES ABONNÉS MISE EN PLACE D'UN PORTAIL ABONNÉS EN 2026

La Direction du cycle de l'eau se dote d'un nouveau logiciel de gestion des abonnés. Outre, une gestion des contrats et des interventions plus ergonomique, ce changement vise à simplifier les démarches des usagers grâce à la mise à disposition d'une agence en ligne à partir de laquelle ces derniers pourront souscrire ou résilier un contrat d'abonnement, payer leur facture d'eau, faire une demande de raccordement aux réseaux

### SIGNATURE DE LA CHARTE DE COOPÉRATION ENTRE LA MÉTROPOLE ET DEUX SYNDICATS D'EAU

Le vendredi 31 janvier 2025, Olivier BIANCHI, Président de Clermont Auvergne Métropole, René LEMERLE, Président du Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement (SMEA) de Basse Limagne, et Raymond ASTIER, Président du Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire (SME), ont signé une Charte de Coopération et de Solidarité en vue d'une Gestion Durable de l'Eau Potable. L'objectif de cette charte est de renforcer la collaboration entre les producteurs d'eau potable autour d'ambitions partagées : assurer le soutien réciproque et la solidarité, surveiller les ressources, protéger la qualité de l'eau potable, partager les plans de communication et garantir un accès universel à l'eau potable.

### REFORME DES REDEVANCES AGENCE DE L'EAU

Les redevances des agences de l'eau sont essentielles pour financer les actions de préservation de l'eau et des milieux aquatiques.

Un arrêté en date du 2 octobre 2024 a modifié l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées pour prendre en compte les nouvelles dispositions issues de la réforme des redevances des agences de l'eau, avec au 1<sup>er</sup> janvier 2025 :

- la suppression des redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte
- la création de la redevance pour consommation d'eau potable dont l'abonné eau est le redevable
- la création des deux redevances pour la performance des réseaux d'eau potable d'une part et des systèmes d'assainissement collectif d'autre part dont les redevables sont respectivement les collectivités compétentes pour la distribution de l'eau et pour le traitement des eaux usées. Ces redevances doivent être répercutées sur les factures d'eau et d'assainissement sous la forme de "suppléments de prix" dont les tarifs ("contre-valeurs") doivent être actés par délibération de la collectivité compétente et calculés conformément aux dispositions des articles D213-48-35-1 et -2 du code de l'environnement.

## GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI)

### GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES DEUX NOUVELLES PLAQUETTES ÉCOGESTES POUR LA PRÉSERVATION DES RIVIÈRES DE LA MÉTROPOLE !



De mauvais comportements mettent en péril l'équilibre fragile des écosystèmes aquatiques.

En effet, de nombreux avaloirs sur le territoire métropolitain sont directement reliés aux rivières. Aussi, quand des entreprises ou particuliers rincent leurs pinceaux, vident leurs seaux de ménage ou bien encore jettent leurs mégots dans ces grilles, cela génère des pollutions parfois mortifères.

Les eaux de piscines contiennent de nombreux produits chimiques destinés à la désinfection des eaux et à l'entretien des installations. Leur évacuation n'est pas sans conséquence pour le milieu naturel et les installations d'assainissement. C'est pourquoi les opérations d'entretien et les vidanges de piscines sont encadrées. Chaque année, des vidanges de piscines dans le réseau d'eaux pluviales provoquent d'importantes pollutions et une mortalité de la faune et de la flore des rivières, la faune étant particulièrement sensible aux produits désinfectants.

Pour sensibiliser aux bons gestes, la Métropole met à disposition du grand public ces plaquettes sur son site internet [www.clermontmetropole.eu](http://www.clermontmetropole.eu) et réalise des campagnes de sensibilisation sur les réseaux sociaux.

## PRÉVENTION CONTRE LES INONDATIONS

### LA CONNAISSANCE ET LA GESTION DU RISQUE INONDATION

Le territoire métropolitain a été qualifié de Territoire à Risques Importants d'Inondation (TRI). Aussi, la Métropole s'est dotée d'un PAPI (Programme d'Actions pour la Prévention des Inondations).

### LES DIFFÉRENTES ACTIONS DU PAPI

Le PAPI se compose de 20 actions, réparties selon 4 catégories : Communiquer / Surveiller, Prévoir, Alerter / Réduire la vulnérabilité / Réduire l'occurrence

des inondations. Certaines actions relèvent de la Métropole, d'autres des communes avec l'aide de la Métropole.

### QUELQUES ACTIONS

#### • Plan familial de mise en sûreté

Le guide « Je me protège en famille » aide à organiser l'autonomie de la famille lors d'une crise (comme une inondation), en élaborant un plan familial de mise en sûreté (PFMS).

Vous pouvez retrouver le PFMS en ligne ([https://www.clermontmetropole.eu/fileadmin/user\\_upload/preserver\\_recycler/traitement\\_de\\_leau/ARS\\_2022/Pfms.pdf](https://www.clermontmetropole.eu/fileadmin/user_upload/preserver_recycler/traitement_de_leau/ARS_2022/Pfms.pdf)).



#### • Repères de crues



Des repères de crues ont été installés sur les zones inondables. Ils ont pour but de sensibiliser les riverains au risque d'inondation.

#### • DICRIM des communes

Les Maires de chaque commune doivent réaliser un Document d'Information Communal des Risques Majeurs (DICRIM) pour l'information de leurs administrés. Le

risque « inondation » est une composante obligatoire du DICRIM.

Vous pouvez retrouver ce document sur les sites internet des communes.

#### • Une étude sur les Systèmes d'Alerte Inondation (SDAL)

L'étude de faisabilité du SDAL (une action du PAPI) est en cours. L'objectif de cette étude est de proposer :

- un dispositif de surveillance et d'anticipation des crues adapté au contexte local,
- une procédure de gestion des alertes,
- une analyse détaillée des coûts (investissement et fonctionnement) et des moyens humains et matériels nécessaires.

Nota : ces actions sont financées par le budget général de la collectivité et ne sont indiquées ici qu'à titre d'information. Pour en savoir plus, consultez le site Internet de Clermont Auvergne Métropole [www.clermontmetropole.eu](http://www.clermontmetropole.eu)

## 4/ SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE

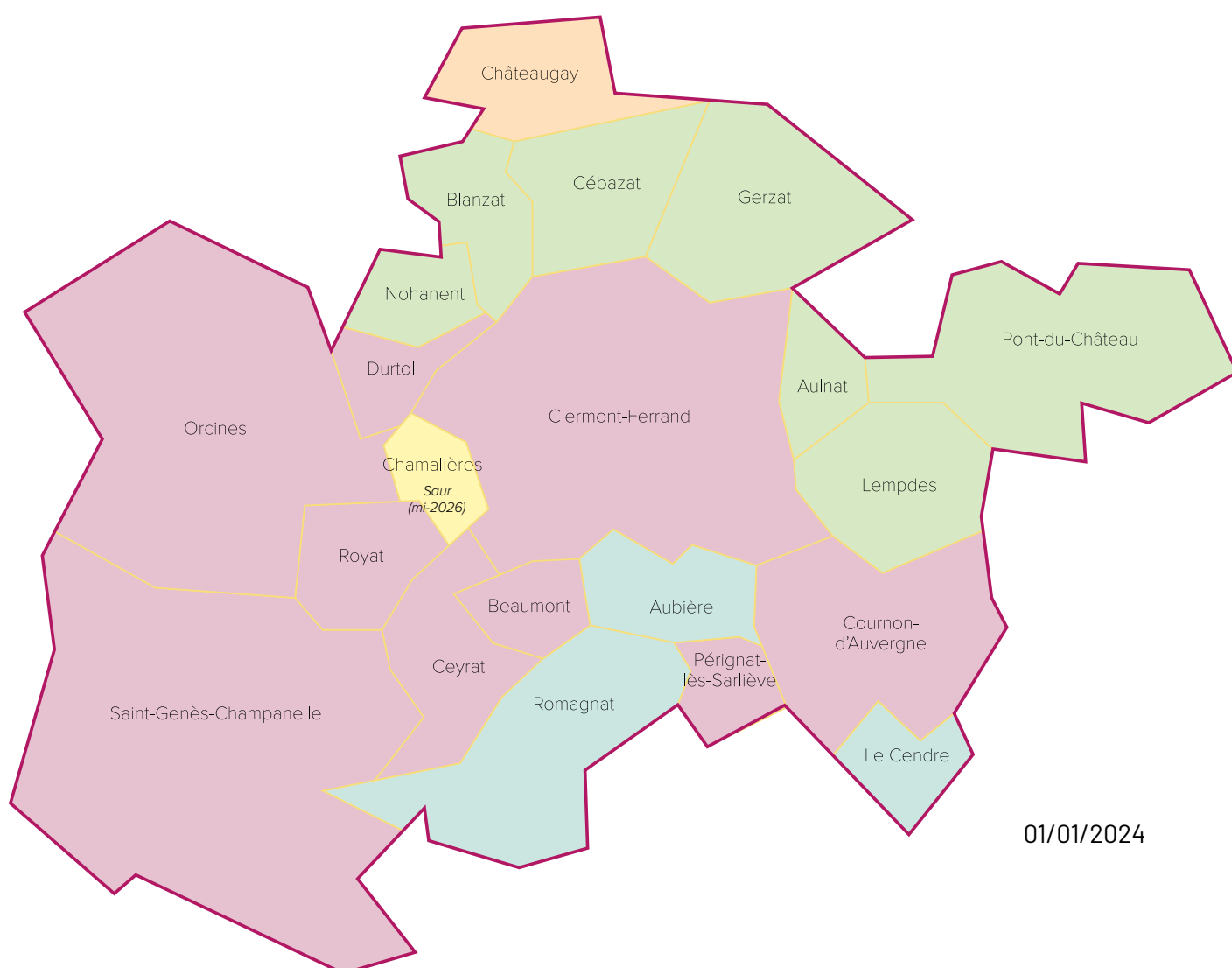
### CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SERVICE

#### PRÉSENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI ET MODE DE GESTION DU SERVICE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, Clermont Auvergne Métropole dispose de la compétence « eau potable » : production, transport et distribution d'eau potable.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, à l'échelle du territoire de la collectivité, la compétence eau potable est gérée selon les communes :

- par la Métropole
  - soit en régie (9 communes)
  - soit par délégation de service public (1 commune)
- par des syndicats dédiés, au sein desquels la Métropole est représentée en substitution des communes précédemment compétentes (11 communes).



#### Compétence métropolitaine

- Régie directe
- Délégation de service public

#### Compétence non métropolitaine

- Syndicat Mixte de l'eau de la Région d'Issoire et des communes de la Banlieue Sud Clermontoise (délégataire Suez)
- Syndicat Mixte de l'eau et de l'assainissement de la Basse-Limagne (délégataire Semerap)
- Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la plaine de Riom (délégataire Semerap)

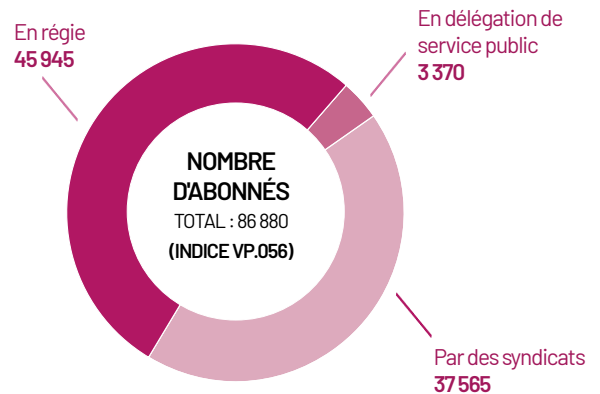
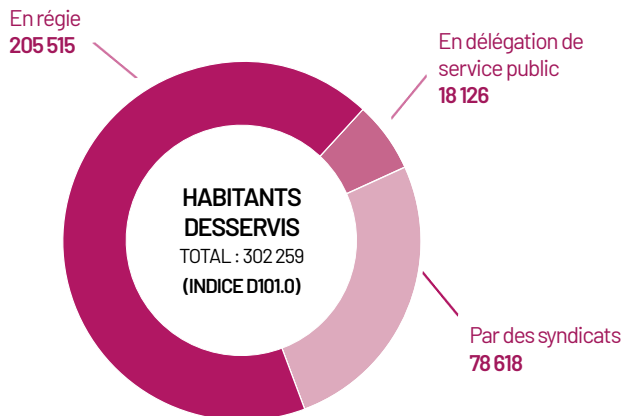
## ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE (D101.1) **ET NOMBRE D'ABONNÉS (VP.056)**

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée. Les chiffres indiqués dans le tableau ci-dessous sont ceux de la population totale.

Sources : DGCL, BANATIC / Insee, RP (population totale légale en vigueur en 2025 - millésimée 2022)

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'ager  
l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable relevant de la compétence de Clermont Auvergne Métropole dessert **223 641 habitants** au 31/12/2024 soit **49 315 abonnés**, sur un territoire de plus de 300 000 habitants et 86 880 abonnés.



		COMMUNE	NOMBRE D'HABITANTS DESSERVIS	NOMBRE D'ABONNÉS
MÉTROPOLE	RÉGIE	BEAUMONT	10 977	3 393
		CEYRAT	6 681	2 731
		CLERMONT-FERRAND	150 251	24 714
		COURNON-D'AUVERGNE	20 385	7 488
		DURTOL	1 997	870
		ORCINES	3 694	1 877
		PÉRIGNAT-LÈS-SARLIÈVE	2 932	1 334
		ROYAT	4 535	1 535
		SAINT-GENÈS-CHAMPANELLE	4 063	2 003
		TOTAL RÉGIE	205 515	45 945
	DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	CHAMALIÈRES	18 126	3 370
		TOTAL RÉGIE + DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	223 641	49 315
	SYNDICATS	AUBIÈRE	10 417	4 062
		AULNAT	4 167	2 013
		BLANZAT	3 767	2 043
		CÉBAZAT	9 045	4 689
		CHÂTEAUGAY	3 190	1 737
		GERZAT	10 366	5 465
		LE CENDRE	5 515	2 142
		LEMPDES	9 076	4 702
		NOHANENT	2 282	1 158
		PONT-DU-CHÂTEAU	12 743	6 325
		ROMAGNAT	8 050	3 229
		TOTAL SYNDICATS	78 618	37 565
		TOTAL TERRITOIRE	302 259	86 880



## Traitement des eaux et mise en distribution

Avant mise en distribution, l'eau prélevée subit un traitement afin de respecter les critères de potabilité.

### Ce traitement consiste

- Pour la plupart des captages de la Chaîne des Puys et les puits de Cournon-d'Auvergne : en une désinfection au chlore gazeux ou à l'eau de Javel, le plus souvent au niveau des 50 réservoirs de stockage que gère la Métropole,
- Pour l'eau issue des 71 puits de captages de la nappe alluviale de l'Allier (sauf puits de Cournon-d'Auvergne), l'eau transite par l'usine de production d'eau potable du Val d'Allier. Cette usine, mise en service en 2016, permet de filtrer les pollutions éventuelles quels que soient les aléas sur la ressource en eau (pollutions de la rivière Allier, crues...) et de délivrer en permanence une eau conforme à la réglementation sanitaire. Par ailleurs, elle permet une reminéralisation de l'eau.



La source Marpon à Royat.

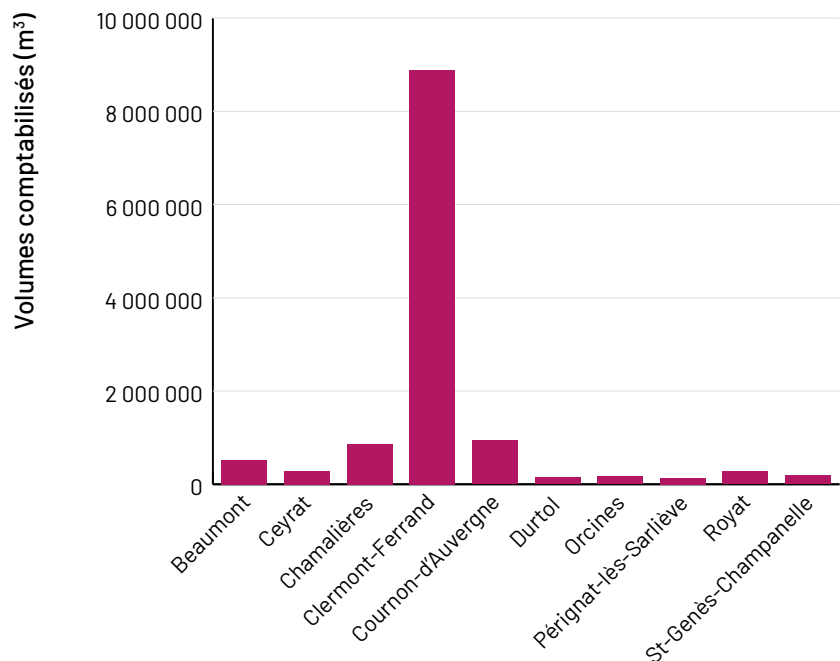
Pour plus de détails sur la ressource en eau qui vous alimente, reportez-vous aux fiches « Quelle eau buvez-vous ? » disponibles sur le site Internet de Clermont Auvergne Métropole ([www.clermontmetropole.eu](http://www.clermontmetropole.eu)).

Un exemple de ces fiches est fourni en annexe.

## Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable

Volumes comptabilisés (régie et délégation de service public)

Total : 12 392 375 m<sup>3</sup>



### Volumes achetés à d'autres services d'eau par la Métropole (secteur régie) :

- 480 011 m<sup>3</sup> au Syndicat Mixte de l'Eau de la Région d'Issoire via son délégataire SUEZ ;
- 1 112 668 m<sup>3</sup> à la SAUR.

### Volumes vendus à d'autres services d'eau potable par la Métropole (secteur régie) :

- 710 m<sup>3</sup> à Chevalard Vernines ;
- 6 430 m<sup>3</sup> au Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement de la Basse-Limagne.

## Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de **1 051 kilomètres** au 31/12/2024. Il faut noter que cette donnée est affinée d'année en année avec la complétude et l'actualisation du système d'informations géographiques.

Cet indicateur comptabilise les conduites destinées à la distribution et au transport de l'eau potable (les branchements ne sont pas pris en compte). Le détail est donné dans le tableau présenté dans le paragraphe suivant.

## INDICATEURS DE PERFORMANCE

Le tableau ci-après reprend les principaux indicateurs de performance des communes gérées par la Métropole.  
 Les paragraphes qui suivent détaillent les modes de calcul de ces indicateurs.

	COMMUNE	P103.2B INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE (EN POINTS)	VP.077 LONGUEUR DU RÉSEAU DE DESSERTE (HORS BRANCHEMENTS) (EN KM)
RÉGIE	BEAUMONT	116	47
	CEYRAT	25	46
	CLERMONT-FERRAND	120	532
	COURNON-D'AUVERGNE	29	132
	DURTOL	25	17
	ORCINES	29	71
	PÉRIGNAT-LÈS-SARLIÈVE	27	22
	ROYAT	119	32
	SAINT-GENÈS-CHAMPANELLE	29	57
	TOTAL OU MOYENNE RÉGIE	87	955
DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	CHAMALIÈRES	110	96
	TOTAL OU MOYENNE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	110	96
TOTAL OU MOYENNE MÉTROPOLE		89	1 026

INDICATEUR	RÉGIE	TOTAL OU MOYENNE RÉGIE + DSP
P101.1 TAUX DE CONFORMITÉ DES PRÉLÈVEMENTS SUR LES EAUX DISTRIBUÉES RÉALISÉS AU TITRE DU CONTRÔLE SANITAIRE PAR RAPPORT AUX LIMITES DE QUALITÉ POUR CE QUI CONCERNE LES PARAMÈTRES MICROBIOLOGIQUES (EN %)	99,8	99,8
P102.1 TAUX DE CONFORMITÉ DES PRÉLÈVEMENTS SUR LES EAUX DISTRIBUÉES RÉALISÉS AU TITRE DU CONTRÔLE SANITAIRE PAR RAPPORT AUX LIMITES DE QUALITÉ POUR CE QUI CONCERNE LES PARAMÈTRES PHYSICO-CHIMIQUES (EN %)	99,8	99,8
P104.3 RENDEMENT DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION (EN %)	80,2	82,7
P105.3 INDICE LINÉAIRE DES VOLUMES NON COMPTÉS (EN M <sup>3</sup> / KM / J)	9,1	9,1
P106.3 INDICE LINÉAIRE DE PERTES EN RÉSEAU (EN M <sup>3</sup> / KM / J)	8,7	8,1
DENSITÉ LINÉAIRE D'ABONNÉS (EN NB AB / KM DE RÉSEAU)	48,1	49,1
TYPE DE RÉSEAU	Mauvais	Mauvais
P107.2 TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE (EN %)	0,9	0,8
VP.140 LINÉAIRE DE RÉSEAU (HORS BRANCHEMENTS) RENOUVELÉ SUR 2018 À 2022 (QUELQUE SOIT LE FINANCEUR) (EN KM)	42,89	43,97
VP.141 LINÉAIRE DE RÉSEAUX RENOUVELÉ EN 2022 (QUEL QUE SOIT LE FINANCEUR) (EN KM)	13,35	13,35
P108.3 INDICE D'AVANCEMENT DE LA PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU (EN %)	72	69
P109.0 MONTANT DES ABANDONS DE CRÉANCES OU DES VERSEMENTS À UN FONDS DE SOLIDARITÉ (EN € / M <sup>3</sup> )	0,003	0,002
P151.1 TAUX D'OCCURENCE DES INTERRUPTIONS DE SERVICE NON PROGRAMMÉES (NB/1000 ABONNÉS) :	4,9	4,9
P152.1 TAUX DE RESPECT DU DÉLAI MAXIMAL D'OUVREMENT DES BRANCHEMENTS POUR LES NOUVEAUX ABONNÉS (EN %)	100	100
P153.2 DURÉE D'EXTINCTION DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITÉ (EN ANNÉES)	6,97	-
P 154.0 TAUX D'IMPAYÉS SUR LES FACTURES D'EAU DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE (EN %)	0,92	0,79
P155.1 TAUX DE RÉCLAMATION (NB / 1 000 AB)	0,3	0,4

## QUALITÉ DE L'EAU (P101.1 ET P102.1)

Les valeurs sont fournies par l'Agence régionale de santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

**Le taux de conformité est calculé uniquement sur les limites de qualité (voir ci-dessous) et selon la formule suivante :**

$$\text{Taux de conformité} = \frac{\text{Nombre de prélèvements réalisés} - \text{Nombre de prélèvements non conformes}}{\text{Nombre de prélèvements réalisés}} \times 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de **5 000 habitants** ou produit plus de **1 000 m<sup>3</sup>/jour**.

L'arrêté du 11 janvier 2007 fixe des limites et des références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine au titre du code de la santé publique.

### Concernant les limites de qualité :

Les taux de conformité sur la Métropole en 2024 sont en moyenne de :

- **99,8 % en terme de microbiologie**
- **99,8 % en terme de physico-chimie.**

En microbiologie, seul un prélèvement sur 595 a été non conforme, mais l'analyse de contrôle était conforme, il s'agit donc probablement d'un problème lors du prélèvement.

En physico-chimie, 2 prélèvements sur 1014 ont été non-conformes en raison respectivement d'un problème d'échantillon sur les nitrites et d'un dépassement du taux de nickel et plomb.

En cas de non-conformité, la Direction du Cycle de l'Eau ou son délégataire sont informés et les mesures nécessaires sont prises en concertation avec les services de l'État (analyses de contrôle pour confirmer ou infirmer la non-conformité, traitement approprié si nécessaire).

La conformité de l'eau distribuée tient compte uniquement des limites de qualité, qui sont des normes à respecter obligatoirement (absence de bactéries, taux de nitrates, pesticides, plomb...).

Les normes de qualité comportent également des références de qualité, qui regroupent des indicateurs de qualité témoins du fonctionnement des installations de production et de distribution d'eau et des indicateurs de radioactivité.

Le détail des normes de qualité de l'eau potable vous est présenté en annexe.

### Concernant les références de qualité :

Du fait de son origine volcanique, au travers des couches de basalte, la conductivité des eaux brutes prélevées dans la chaîne des Puys est d'une conductivité naturellement faible et occasionnellement inférieure au seuil de la référence de qualité (fixée entre  $\geq 200$  et  $\leq 1100$   $\mu\text{S/cm}$ ). Si cela n'en altère en rien sa potabilité pour la consommation humaine (comme pour certaines eaux minérales), ce paramètre est déclassant vis-à-vis des normes standards. Cette eau particulièrement douce apporte un risque de corrosion pour les canalisations. Le Schéma Directeur prévoit des actions de reminéralisation de ces eaux.

## UN LABORATOIRE ACCRÉDITÉ COFRAC

La Métropole dispose d'un laboratoire de contrôle des eaux, accrédité par le COFRAC (COmité FRançais d'ACcréditation), qui réalise notamment de nombreuses analyses sur l'eau potable, dans le cadre de l'auto-surveillance des eaux d'alimentation, en complément du programme officiel réalisé par un laboratoire mandaté par l'Agence Régionale de Santé.



## INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX (P103.2B)

Cet indicateur permet d'évaluer la connaissance des réseaux d'eau potable et de s'assurer de la qualité de la gestion patrimoniale et de son évolution.

Un barème précis attribue un nombre de points selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 100 pour les services n'ayant pas la mission de distribution) et s'obtient en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-après (cf tableau page suivante).

Les collectivités dont l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux est faible, sont pénalisées financièrement. Cet indicateur sera également pris en compte dans le calcul des nouvelles redevances suite à la réforme intervenue en 2025 (Page 16 - Annexe 7).

Pour la Métropole, cet indicateur varie de 20 à 120 points selon les communes, soit une moyenne pondérée de 89 points sur 120, contre 83 sur 120 en 2023. Les disparités d’une commune à l’autre s’expliquent notamment par le fait que l’ensemble des plans disponibles ne sont pas tous au même niveau de précision et de fiabilité des données. Le travail conséquent de vérification, d’intégration et de mise à jour dans le logiciel commun de cartographie se poursuit d’année en année permettant d’affiner le calcul de cet indicateur.

Au niveau national, la moyenne s’établit à 101 points en 2023 (source : [www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P103.2B](http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P103.2B)).

## LE RENDEMENT (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution, exprimé en pourcentage, est le rapport entre le volume d’eau consommé par les usagers (particuliers, industriels) et le service public (pour la gestion du dispositif d’eau potable), et le volume d’eau potable introduit dans le réseau de distribution.

Ainsi, plus le rendement est élevé (à consommation constante), moins les pertes par fuite sont importantes et les prélèvements sur la ressource en sont d’autant diminués.

Le calcul du rendement s’effectue selon l’arrêté du 2 mai 2007 comme suit :

$$\text{Rendement du réseau (\%)} = \frac{\text{VC* autorisé comptabilisé} + \text{VC autorisé estimé} + \text{vente en gros}}{\text{volume produit} + \text{acheté en gros}}$$

Le volume consommé autorisé comporte, outre les volumes comptabilisés par les compteurs existants, des volumes estimés correspondant à des utilisations non comptabilisées telles que le lavage des voies publiques et des utilisations de service telles que la désinfection des conduites après travaux. Ces estimations ont été réalisées selon un référentiel établi par l’ASTEE (Association scientifique et technique pour l’eau et l’environnement).

En France, le rendement de réseau est en moyenne de 83,4 % en 2023 (<https://www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P104.3>).

À compter de l’exercice 2024, il est nécessaire de calculer également le **rendement dit « primaire »** comme suit car cette donnée s’inscrit dans le cadre de la réforme des redevances (Annexe 7) :

$$\text{Rendement du réseau (\%)} = \frac{\text{VC* comptabilisé}}{\text{volume produit} + \text{volume acheté en gros} - \text{volume vendu en gros}}$$

L’objectif est de ne prendre en compte que les volumes comptabilisés sans les volumes estimés (volume de service, volume utilisé lors des tests de poteaux incendie…), tout en minorant les ventes en gros qui peuvent parfois augmenter artificiellement le rendement. Ainsi, cet autre mode de calcul donne mathématiquement des valeurs plus faibles.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)	
	Nombre de points attribuables
<b>PARTIE A : PLAN DES RÉSEAUX</b>	<b>15 points</b>
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures généraux	10 points
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	5 points
<b>PARTIE B : INVENTAIRE DES RÉSEAUX</b> Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.	<b>30 points</b>
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions <sup>(1)</sup>
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions <sup>(2)</sup>
<b>PARTIE C : AUTRES ÉLÉMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RÉSEAUX</b> Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.	<b>75 points</b>
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI...) et des servitudes de réseaux	10 points
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	10 points
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux <sup>(3)</sup>	10 points
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur <sup>(3)</sup>	10 points
VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date de ces recherches et nature des réparations effectuées	10 points
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	10 points
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	10 points
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux)	10 points
<b>TOTAL (indicateur P103.2B)</b>	<b>120 points</b>

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95 %, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5.

(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50% des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95 %, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5.

(3) seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item.

**Le rendement calculé pour les 10 communes gérées par la Métropole est, en 2024, de 82,7 % en moyenne**, que ce soit en régie ou en délégation de service public, contre 81,7 % en 2023.

Le rendement dit primaire donne un résultat de 79,4 % sur ce même périmètre.

\* VC : volume consommé

La Métropole poursuit ses actions afin d'améliorer le rendement de ses réseaux :

- Validation du schéma directeur eau potable comprenant des projets de sectorisation du réseau eau potable et des zones à cibler pour le renouvellement,
- Professionnalisation des équipes d'exploitation pour améliorer la recherche de fuites sur le terrain (prélocalisateurs, écoute du bruit de fond des réseaux et des poteaux incendie).

## INDICE LINÉAIRE DES VOLUMES NON COMPTÉS (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

**Le calcul de cet indicateur s'effectue comme suit :**

**Indice linéaire des volumes non comptés  
(m<sup>3</sup> / km / jour) =**

**Volume mis en distribution - Volume comptabilisé**

**Longueur du réseau (hors branchements) x 365 ou 366**

La valeur moyenne pour la Métropole est de **9,1 m<sup>3</sup> / km / jour contre 9,3 m<sup>3</sup> / km / jour** en 2023.

A titre d'information, la moyenne en France au 1<sup>er</sup> janvier 2023 était de 3 m<sup>3</sup> / km / jour. (source : <https://www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P105.3>).

## INDICE LINÉAIRE DES PERTES EN RÉSEAU (P106.3)

L'indice linéaire des pertes en réseau évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), les pertes par fuite sur le réseau de distribution. Il s'évalue en m<sup>3</sup>/km/jour.

Contrairement au rendement de réseau, cet indicateur ne varie pas avec l'augmentation de la production d'eau potable. Il exprime de façon absolue les pertes par fuite dans les réseaux.

**Le calcul de cet indicateur s'effectue comme suit :**

**Indice linéaire des pertes de réseau (m<sup>3</sup>/km/jour) =**

**Volume mis en distribution - Volume consommé autorisé  
(comptabilisé + estimé)**

**Longueur du réseau (hors branchements) x 365**

Plus le service est urbain, plus l'importance et la probabilité de fuites sont élevées (canalisations de diamètre plus important, multiplication des points de branchements qui sont les points faibles de l'étanchéité d'un réseau...). Une grille de lecture permettant de décrypter les résultats d'un indice linéaire de pertes en terme de performance pour les différentes catégories de collectivités suivantes a été mise au point par les Agences de l'Eau :

Type selon D(*)	Rural (D < 25)	Intermédiaire (25 ≤ D < 50)	Urbain (50 ≤ D)
Très bon	ILP < 1,5	ILP < 3	ILP < 7
Bon	1,5 ≤ ILP < 2,5	3 ≤ ILP < 5	7 ≤ ILP < 10
Moyen	2,5 ≤ ILP ≤ 4	5 ≤ ILP ≤ 8	10 ≤ ILP ≤ 15
Mauvais	4 < ILP	8 < ILP	15 < ILP

\* D représente la densité linéaire d'abonnés exprimée en nombre d'abonnés / km de réseau

La valeur moyenne pour la Métropole est de **8,1 m<sup>3</sup> / km / jour contre 8,7 m<sup>3</sup> / km / jour en 2023**, ce qui donne, pour un réseau « intermédiaire » (49 abonnés par km de réseau), un qualificatif de « mauvais », à nuancer selon les secteurs.

La moyenne nationale au 1<sup>er</sup> janvier 2023 s'établit à 3,2 m<sup>3</sup> / km/jour (source : [www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P106.3](http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P106.3)).

## TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Ainsi, **44 kilomètres ont été renouvelés durant ces 5 dernières années, soit un taux de renouvellement de 0,8 %**. Le taux de renouvellement moyen en France s'établit au 1<sup>er</sup> janvier 2023 à 0,66 % (sur 5 ans - source : [www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P107.2](http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P107.2))

Quelques exemples de travaux menés en 2024 sont cités dans le paragraphe Principaux investissements 2024.

## INDICE D'AVANCEMENT DE PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU (P108.3)

Les périmètres de protection visent à protéger les ressources d'eau potable contre les risques de contaminations ponctuelles et accidentelles pouvant survenir dans l'environnement proche des captages. Cette action contribue fortement à améliorer de manière pérenne et significative la sécurité sanitaire des eaux distribuées au robinet des consommateurs et notamment la qualité microbiologique.

Le code de la santé publique définit 3 types de périmètres de protection :

- Un périmètre de protection immédiate ;
- Un périmètre de protection rapprochée ;
- Un périmètre de protection éloignée.

Les périmètres sont définis sur la base d'une étude hydrogéologique. Sur l'emprise des périmètres, des prescriptions, rendues opposables par un arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique, interdisent ou réglementent les activités qui pourraient nuire à la qualité des eaux captées.

En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés...)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau ou d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Concernant la Métropole, les situations sont très variables :

- certaines ressources ont un indice de 100 % : puits de la nappe alluviale de l'Allier anciennement exploités par Clermont-Ferrand, source de Marpon, ressources alimentant notamment Saint-Genès-Champanelle... ;
- certaines ressources ont un indice de 40 % : certaines doivent être mises en sommeil car les périmètres de protection ne peuvent pas être mis en œuvre (Fontanas, Kühn...);
- pour d'autres, les démarches et/ou travaux nécessaires ont été relancés :
  - Concernant le forage F4 de Tourtour (commune de Saint-Genès-Champanelle), l'arrêté de déclaration d'utilité publique a été obtenu le 26 juin 2019, les travaux sont en attente de la finalisation des acquisitions foncières ;
  - Concernant le puits de la Vacherie, les démarches administratives se sont finalisées en 2020 avec la notification de l'arrêté préfectoral autorisant la distribution au public d'eau destinée à la consommation humaine et les travaux afférents suite à l'enquête d'utilité publique : ces derniers ont été réalisés en 2024.
  - Concernant le Maar d'Enval (commune d'Orcines), il comporte 2 puits précédemment propriété de la commune d'Orcines qui alimentent une partie du territoire d'Orcines et de Royat et dont le périmètre de protection était défini par l'arrêté de D.U.P. (Déclaration d'Utilité Publique) daté du 14 novembre 1989, et un forage construit en 2013 par la Ville de Clermont-Ferrand. Suite au transfert à la Métropole, la procédure s'est poursuivie, pour ces trois puits, par une enquête publique à l'issue de laquelle le commissaire enquêteur a donné un avis favorable, l'arrêté de déclaration d'utilité publique a été notifié en 2022. Les travaux d'adduction de l'agglomération clermontoise ont démarré au second trimestre 2024 depuis Orcines et se poursuivent sur 2025-2026.

L'indice global d'avancement de la protection des ressources utilisées pour Clermont Auvergne Métropole est de **72 % pour les communes gérées en régie et 69 % si l'on prend en compte la commune gérée en délégation de service public**. Le mode de calcul prend en compte le poids de chaque ressource dans la production qui varie régulièrement d'une année à l'autre. A plus long terme, c'est bien l'avancée des démarches qui permettra d'arriver à des ressources mieux protégées et à une sécurisation renforcée de la qualité de l'eau distribuée.

## TAUX D'OCCURRENCE DES INTERRUPTIONS DE SERVICE NON-PROGRAMMÉES (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement.

**Le calcul de cet indicateur s'effectue comme suit :**

$$\frac{\text{Nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{Nombre d'abonnés du service}} \times 1000$$

Pour l'année 2024, ce taux est en moyenne de **4,9 / 1 000 abonnés** sur la Métropole contre 1,8 / 1 000 en 2023. (Valeur moyenne nationale : 2,73 / 1 000. Source : <https://www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P151.1>)

Sont comptabilisées comme interruptions non programmées les fuites de conduites : **225** en 2024 contre 79 en 2023 (sur les communes gérées en régie).

## DÉLAI MAXIMAL D'OUVERTURE DES BRANCHEMENTS (D151.0 ET P152.1)

Le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 1 jour ouvré après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

**Le calcul de cet indicateur s'effectue comme suit :**

$$\frac{\text{Nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{Nombre total d'ouvertures de branchements}} \times 100$$

Pour l'année 2024, le taux de respect de ce délai est de **100 %** pour les communes gérées en régie.

## DURÉE D'EXTINCTION DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITÉ (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles).

**Le calcul de cet indicateur s'effectue comme suit :**

$$\frac{\text{Encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{Epargne brute annuelle}}$$

Pour l'année 2024, la durée d'extinction de la dette est **6,97 ans** contre 5,7 ans en 2023 (budget annexe de l'eau potable).

## TAUX D'IMPAYÉS SUR LES FACTURES DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE (P154.0)

Dans le calcul de ce taux, ne doivent être considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).

Toute facture 2023 impayée au 31/12/2024 est comptabilisée, quelque soit le motif du non-paiement.

**Le calcul de cet indicateur s'effectue comme suit :**

$$\frac{\text{Montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{Chiffre d'affaire TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} \times 100$$

Pour les communes gérées en régie, ces données relèvent du Trésor Public et font état d'un **taux d'impayés sur le budget eau de 0,92 %** contre 1,24 % en 2023. La moyenne nationale au 1<sup>er</sup> janvier 2023 s'établit à 2,36 % (source : [www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P154.0](http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P154.0)).

## TAUX DE RÉCLAMATIONS (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

**Le calcul de cet indicateur s'effectue comme suit :**

$$\frac{\text{Nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{Nombre total d'abonnés du service}} \times 1000$$

Pour cette année 2024, le taux de réclamations pour les communes en régie est de l'ordre de **0,26 pour 1 000 abonnés** (12 réclamations écrites) contre 0,4 pour 1 000 abonnés en 2023 (17 réclamations écrites). La moyenne nationale au 1<sup>er</sup> janvier 2023 s'établit à 3,48 réclamations pour 1 000 abonnés (source : [www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P155.1](http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P155.1)).

# FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

## PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS 2024

Les dépenses d'investissement 2024 comprennent pour l'essentiel :

- le remboursement du capital de la dette pour 3 070 573,96 €, dont 180 166,32 € au titre d'avances remboursables de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, ainsi que le remboursement des cautions sollicitées dans le cadre des contrats temporaires de fourniture d'eau pour l'alimentation de chantiers pour 6 545 €,
- **les dépenses d'équipement pour 11 674 166,82 €,** avec notamment :
  - des travaux en accompagnement des travaux de voirie ou sur des opérations d'urgence afin de renouveler les réseaux pour 9,5 M€, dont :
    - 7,5 M€ consacrés au renouvellement et dévoiement des réseaux lié au projet INSPIRE – ces renouvellements ont largement mobilisés les équipes de la direction du cycle de l'eau en 2023 et 2024, les montants consacrés à ce renouvellement ont été conséquents,
    - 0,36 M€ à Clermont-Ferrand (coulée verte Vallières, rue Ampère, rue de l'Hermitage, place Regensburg, Les Carmes, rues Pré la reine / Charolais),
    - 1,15 M€ à Orcines (D68 Vallée de la Tiretaine haut),
    - 0,25 M€ à Aubière Bassin de stockage-restitution (ZAC des Sauzes),
    - 0,2 M€ à Beaumont (route de Romagnat, avenue Maréchal Leclerc),
    - etc.
  - des études et travaux de télégestion et de supervision des réseaux (0,3 M€) ainsi que des matériels et travaux au titre de la maintenance des systèmes informatiques industriels (0,037 M€),
  - des études et travaux sur l'usine élévatoire (1,04 M€), dont principalement avec des travaux pour la réfection de la sous station B2 de pompage dans le champ captant avec adaptation du fonctionnement à l'étiage et la sécurisation des réservoirs de Bâne,
  - des acquisitions d'équipements spécialisés (0,18 M€ correspondant pour la majeure partie à des compteurs) et des travaux d'exploitation (0,38 M€ au titre de réparations sur le réseau et du renouvellement de compteurs pour l'essentiel),
  - d'autres aménagements, matériels et logiciels (véhicules, matériel informatique, licences logiciels, mobiliers, balisage) pour 0,18 M€,
- **les dépenses d'ordre qui s'élèvent à 705 541,28 €,** correspondant à l'amortissement des subventions reçues (461 719,00 €) et à des intégrations de frais d'insertion aux travaux (143 822,28 €) et des écritures d'ordre relatives au remboursement anticipé temporaire d'un emprunt (100 000 €).

Au final, l'exercice 2024 du Budget annexe Régie autonome de l'eau potable s'achève avec un excédent global (fonctionnement et investissement) de 3 556 209,26 € (+ 4 649 135,46 € en fonctionnement et - 1 092 926,20 € en investissement).

L'ensemble des dépenses d'investissement sont présentées en annexe.

## RECETTES D'INVESTISSEMENTS 2024

Les recettes d'investissement 2024 sont constituées principalement par :

- l'excédent de fonctionnement capitalisé issu de l'affectation des résultats 2023 pour 3 180 370,34 € (compte 1068),
- le reversement par la Ville de Ceyrat de l'excédent d'investissement constaté fin 2016 (versement échelonné sur 5 ans à compter de 2022) pour 109 760,84 € (compte 1068),
- l'emprunt encaissé sur l'exercice pour 8 600 000 € (compte 1641) ainsi que l'encaissement des cautions sollicitées dans le cadre des contrats temporaires de fourniture d'eau pour l'alimentation de chantiers pour 9 325 € (compte 165),
- une subvention de l'État (Fond vert 2023) à hauteur de 66 699 € pour le remplacement de la chaudière sur le site production de l'eau potable du Val d'Allier, et une refacturation de travaux à Décathlon à hauteur de 87 280,22 € pour la sécurisation et la supervision des réseaux,
- les recettes d'ordre qui s'élèvent à 4 453 398,34 €, correspondant à l'amortissement des biens (4 209 576,06 €), des intégrations de frais d'études aux travaux (85 329,78 €), des écritures d'ordre sur des avances versées sur des marchés (58 492,50 €) et des écritures d'ordre relatives au remboursement anticipé temporaire d'un emprunt (100 000 €).

L'ensemble des recettes d'investissement sont présentées en annexe.

		Exercice 2024
<b>Encours de la dette au 31 décembre N</b> <i>montant restant dû en euros</i>		<b>40 996 124,60 €</b>
<b>montant remboursé durant l'exercice</b> <i>(en euros)</i>	en capital	<b>3 070 573,96 €</b> Dont le remboursement des avances à l'Agence de l'Eau
	en intérêts	<b>858 244,98 €</b>

## ÉTAT DE LA DETTE DU SERVICE

L'état de la dette au 31 décembre 2024 fait apparaître les valeurs suivantes :

## AMORTISSEMENTS

Pour l'année 2024, la dotation aux amortissements a été de **4 209 576,06 €**.

## PROJETS ET TRAVAUX 2025

Les dépenses réelles d'investissement inscrite au budget 2025 s'élèvent à **21 160 500 millions d'euros** et se répartissent de la façon suivante :

- le déficit d'investissement reporté 2024 de 1 092 926,20 €,
- le remboursement du capital des emprunts pour 2 960 000 € et des avances de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour 180 400 €,
- la restitution des cautions appelées aux entreprises pour les branchements de chantiers à hauteur de 15 000 €, ainsi que la contrepartie des crédits prévus en recettes pour les opérations de remboursements anticipés temporaires d'emprunts à hauteur de 2 941 550 €,
- les dépenses nouvelles d'équipement évaluées à 13 530 000 € avec :
  - 801 000 € de frais d'études et insertions, dont 305 000 € pour la lancement d'études liées à la réalisation du schéma directeur d'eau potable, 184 000 € sur l'usine d'eau potable, avec notamment l'étude de faisabilité d'une centrale photovoltaïque pour de l'autoconsommation et l'étude pour le changement des modules d'ultra filtration, 165 000 € pour l'infogérance du système d'information industriel et le diagnostic cybersécurité, 100 000 € de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un nouveau laboratoire aux normes COFRAC dans le futur bâtiment de la direction, 20 000 € d'étude de dimensionnement de la climatisation du laboratoire et 7 000 € d'annonces et insertions,
  - 675 500 € de logiciels, licences, matériels informatiques et de bureau, dont 535 500 € pour le remplacement du logiciel de facturation et 92 000 € affectés à la sécurité du système d'information,
  - 808 500 € de matériels et mobiliers divers nécessaires au fonctionnement du service, avec notamment 420 000 € de remplacement de compteurs et de matériel d'exploitation, 130 000 € pour l'unité de traitement d'eau potable, 110 000 € pour le contrôle des eaux, 100 000 € de matériel de transport, 28 500 € pour l'aménagement des nouveaux locaux suite au déménagement de 30 agents localisés place des Salins (fin de bail en juin 2025) et 20 000 € d'équipements pour les systèmes industriels(télégestion),
  - 2 500 000 € représentant 55 % du montant dû pour l'acquisition en VEFA du nouveau bâtiment pour les services de la direction au titre de l'assainissement (avec un montant équivalent sur le budget annexe assainissement - répartition 50/50 entre les deux budgets),
  - 8 745 000 € de travaux, dont :
    - 200 000 € sur l'usine d'eau potable pour les travaux sur réseau champ captant,
    - 400 000 € pour des investissements divers d'exploitation, de sécurisation des sites (Maar d'Enval, Charade Bonnefond, Chevasson, Gravenoire) et petites extensions de réseaux,
    - 115 000 € pour la télégestion, la réhabilitation et la modernisation du système d'information industriel (regroupement d'armoires Maar d'Enval, sécurisation des sites),

- 8 030 000 € de travaux de réseaux d'eau en accompagnement des travaux de voirie ou sur des opérations d'urgence de renouvellement (avec notamment 2,66 M€ consacrés au renouvellement et au dévoiement des réseaux liés au projet BHNS/INSPIRE, ainsi que des travaux de réseaux sur Orcines - D68 Vallée de la Tiretaine haute, Village Auvergnat, Cournon d'Auvergne - Rue Blaise Pascal, Clermont-Ferrand - Boulevard Berthelot, Avenue du Mont Dore, Saint-Jacques, Royat - Avenue Pasteur, Ceyrat - Avenue de Beaulieu, etc),

- les reports de crédits 2024 pour 440 622,57 €, intégrant notamment les travaux consacrés au renouvellement et au dévoiement des réseaux liés au projet BHNS/INSPIRE (0,18 M€), les travaux de réseaux en accompagnement des opérations de voirie (0,1 M€), l'installation de matériels et la finalisation des travaux de rénovation de la sous station B2 à l'usine d'eau potable (0,04 M€), l'acquisition de matériels d'exploitation, de transport et de logiciels (0,12 M€).

Les opérations d'ordre comprennent les amortissements des subventions pour 261 787 € (chapitre 040) et les opérations patrimoniales de résorption des avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles pour un montant de 50 000 € et de remboursements anticipés temporaires d'emprunts pour 5 883 100 € (opérations équilibrées en dépenses et recettes - chapitre 041).

## ACTIONS DE SOLIDARITÉ ET DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE DANS LE DOMAINE DE L'EAU

### ABANDONS DE CRÉANCE OU VERSEMENTS À UN FONDS DE SOLIDARITÉ (P109.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service. Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social liées aux factures d'eau votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité.

En 2024, cet indicateur se chiffre à **32 040 €, soit 0,003 € / m<sup>3</sup> comptabilisé**, répartis comme suit :

- **29 718 € au titre des abandons de créances,**
- **2 322 € au titre du FSL.**

La valeur moyenne de l'indicateur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année 2023 est de 0,008 €/m<sup>3</sup>.

## OPÉRATIONS DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

La loi "Oudin-Santini" du 9 février 2005, relative à la « coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement » a ouvert aux collectivités et aux établissements publics le droit d'utiliser jusqu'à 1 % de leur budget "eau et assainissement" pour des actions de solidarité internationale (aide d'urgence ou de développement).

Ces financements de projets dans le domaine de l'eau et l'assainissement peuvent venir en complément de projets intégrés couvrant la santé, le développement économique, la culture... financés sur le budget général (au titre de la loi du 6 février 1992).

. En 2022, une nouvelle convention avait été signée avec l'association « H<sub>2</sub>O sans frontières » pour les années 2022 à 2024, dans la continuité de la précédente.

Elle porte notamment sur des actions d'amélioration de l'accès à l'eau (réparation de forages en panne au sein de 5 communes de la Région Centre ouest du Burkina Faso), mais aussi sur des aspects éducatifs avec la mise en place de liens entre les enfants du Burkina Faso et de la métropole clermontoise et la sensibilisation des scolaires à l'importance de l'eau avec l'organisation de la manifestation « les Cours d'eau d'H<sub>2</sub>O ».

• Malgré la situation conflictuelle au Burkina Faso, l'association H<sub>2</sub>O a poursuivi plusieurs initiatives afin que les écoles disposent d'eau potable au sein de plusieurs communes. Les forages souvent en panne depuis plusieurs années ont été réhabilités. Chaque forage dispense l'eau potable en moyenne à 500 personnes (élèves, enseignants, population environnante).

- 15 000 personnes ont désormais l'accès à l'eau potable sur ces sites

- Forages Commune de BINGO : 10 forages

- Forages Commune de RAMONGO : 20 forages

- Forages Commune de SOAW : 2 forages

- De nombreuses classes se sont engagées sur les années scolaires 2022/2023, 2023/2024 et 2024/2025 dans des projets sur la thématique de l'eau et des échanges avec le Burkina Faso. Les équipes enseignantes ont été accompagnées dans leurs projets par l'association H<sub>2</sub>O sans frontières.



- Les cours d'eau d'H<sub>2</sub>O 2024 ont eu lieu à Clermont-Ferrand les 17 et 18 octobre 2024 et ont permis d'accueillir plus de 2000 élèves et enseignants.



La contribution financière de la Métropole s'élève 40 000 € HT par an répartis comme suit :

- 30 000 € HT pour la réhabilitation des forages,
- 4 000 € HT pour la mise en œuvre des échanges entre les enfants de la Métropole et du Burkina Faso (projets scolaires, venue de la chargée de mission, équipement audiovisuel pour permettre les échanges...),
- 6 000 € HT pour les Cours d'eau d'H<sub>2</sub>O.

Fin 2024, un bilan des actions réalisés par l'association a été présenté au conseil d'exploitation avant renouvellement d'une nouvelle convention sur la période 2025-2027.

# 5/ SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

## CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SERVICE

### PRÉSENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI ET MODE DE GESTION DU SERVICE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, Clermont Auvergne Métropole dispose de la compétence « assainissement collectif » : collecte, transport, traitement des eaux usées.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024 à l'échelle du territoire de la collectivité, la compétence assainissement collectif est gérée selon les communes :

- par la Métropole
  - soit en régie (18 communes),
  - soit par délégation de service public (1 commune)

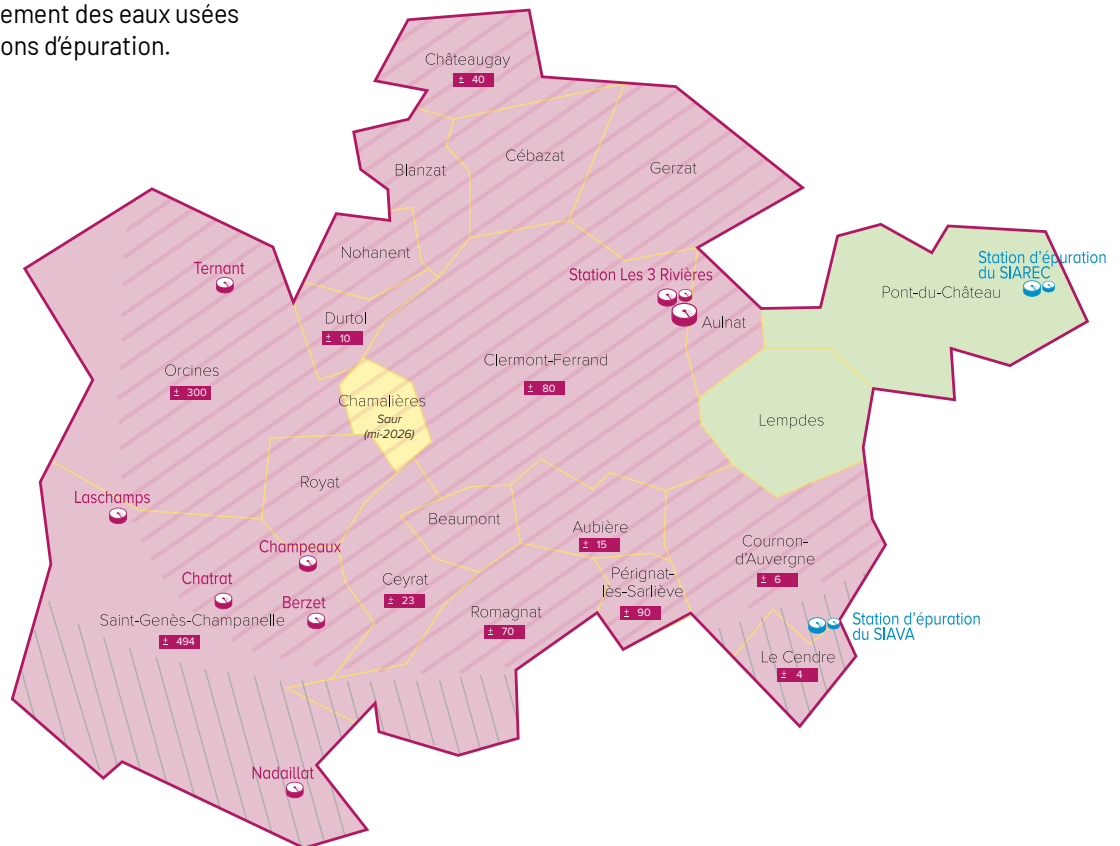
- soit par un syndicat dédié, le SIAREC (Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand) au sein duquel la Métropole est représentée en substitution des communes précédemment compétentes (2 communes).

*La Métropole assure également le transport et le traitement d'effluents issus des communes de Saint-Beauzire (Biopôle Clermont-Limagne) et de la commune de Sayat.*

#### Carte compétence assainissement

Assainissement et traitement des eaux usées et localisation des stations d'épuration.

01/01/2024



#### Compétence assainissement collectif

- Régie directe
- Délégation de service public
- Siarec (Syndicat intercommunal d'assainissement de la région Est de Clermont-Ferrand)

#### Compétence assainissement non collectif

± 1132 Nombre d'installations au 01/01/2024

#### Traitement des eaux usées

- Station d'épuration "Les 3 Rivières" (Clermont Auvergne Métropole)
- Station d'épuration du Siava (Syndicat intercommunal d'assainissement de la Vallée de l'Auzon)
- Station d'épuration du Siarec (Syndicat intercommunal d'assainissement de la région Est de Clermont-Ferrand)

- Station d'épuration (en régie)
- Station d'épuration (syndicats)

## UN SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT SUR LA MÉTROPOLE CLERMONTOISE

Le schéma directeur d'assainissement de la Métropole doit permettre d'atteindre les objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau (2000), en particulier le « bon état des eaux et milieux aquatiques. ». L'objectif est d'améliorer la qualité de l'eau, en réduisant les rejets d'eaux usées par temps de pluie et en améliorant la qualité des rejets après traitement.

Les objectifs du schéma directeur, approuvé en 2011, sont les suivants :

- fiabiliser l'acheminement des eaux usées vers la station d'épuration en cas de pluies de faible intensité. Le réseau d'assainissement étant en grande partie unitaire, il est nécessaire de redimensionner plusieurs collecteurs intercommunaux et de réaliser des bassins de stockage - restitution,

- sécuriser le fonctionnement du réseau d'assainissement par l'instrumentation des déversoirs d'orage, la mise en place d'un nouveau logiciel de supervision des réseaux d'assainissement et la réalisation de 2 stations de mesure et d'alerte sur l'Artière et le Bédat...

- améliorer le traitement des eaux usées et des boues sur la station d'épuration et les valoriser énergétiquement.

D'importants travaux permettant d'atteindre ces objectifs ont été programmés depuis 2012, pour une enveloppe totale d'environ 120 millions d'euros (valeur 2011). Ce programme de travaux fait l'objet d'un contrat de programmation avec l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, prévoyant l'aide financière de celle-ci.



# ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE (D201.0) ET NOMBRE D'ABONNÉS (VP.056)

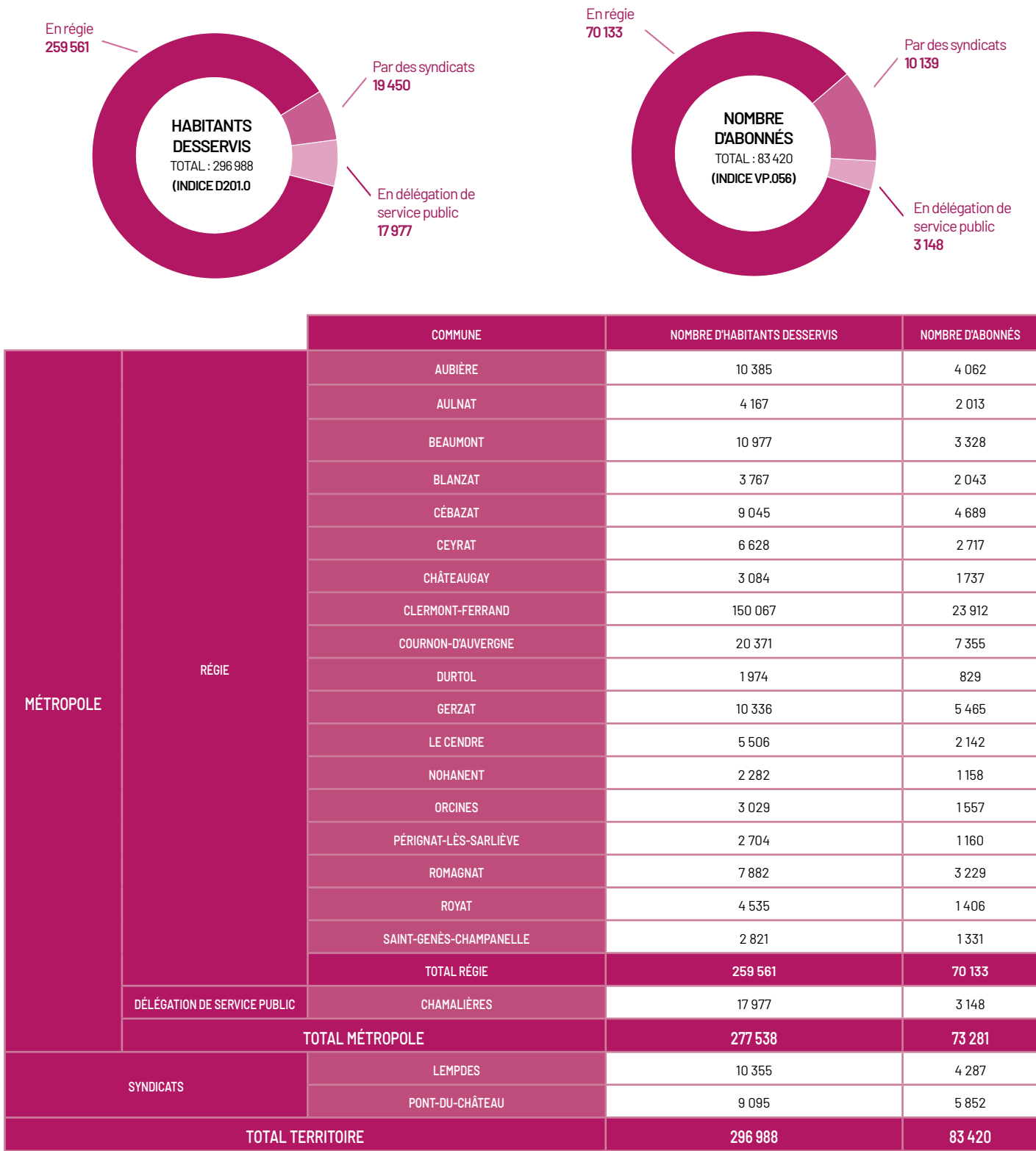
Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Les chiffres indiqués dans le tableau ci-dessous sont ceux de la population totale légale en vigueur en 2025, millésimée 2022 (source DGCL, BANATIC / Insee, RP),

déduction faite de l'estimation du nombre d'habitants desservis par une installation d'assainissement non collectif lorsque les données sont disponibles.

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public de l'assainissement collectif relevant de la compétence de Clermont Auvergne Métropole dessert **277 657 habitants** au 31/12/2024 et **73 281 abonnés**.



## AUTORISATIONS DE DÉVERSEMENTS D'EFFLUENTS INDUSTRIELS (D.202.0)

Parmi les usagers non domestiques, on classe certains établissements industriels, commerciaux ou artisanaux, dont les rejets correspondent à une utilisation de l'eau autre que domestique (« eaux industrielles »).

La nature quantitative et qualitative de ces rejets est précisée dans des arrêtés d'autorisation de raccordement passés entre la collectivité et l'établissement désireux de se raccorder au réseau d'évacuation public.

Dans certains cas, il peut être exigé des installations de prétraitement : séparateurs de graisses pour les restaurants, cantines, établissements hospitaliers, boucheries, charcuteries..., séparateurs d'hydrocarbures pour les garages, stations-services...

**49 établissements** disposent de conventions de rejets ou arrêtés de déversements (sur les 19 communes relevant de la compétence de la Métropole).

### VERS UNE MEILLEURE MAÎTRISE DES REJETS INDUSTRIELS DANS LES RÉSEAUX PUBLICS D'ASSAINISSEMENT

La Métropole souhaite limiter l'impact de l'activité industrielle sur le milieu aquatique afin de contribuer à l'amélioration de la qualité des cours d'eau.

Cette politique ambitieuse s'appuie sur 3 axes :

- identifier et accompagner les établissements rejetant ou susceptibles de rejeter des eaux usées non domestiques,
- assurer le respect des prescriptions réglementaires,
- rechercher les causes de pollution détectées dans les réseaux et le milieu aquatique.

En 2019 a été mise en place une cellule en charge des rejets industriels avec le recrutement d'un technicien (conseil auprès des industriels, rédaction des arrêtés d'autorisation, contrôles, recherche de l'origine de pollutions du milieu naturel, suivi d'élaboration de programmes de travaux de l'industriel pour remédier aux pollutions accidentelles voire procédures de mise en demeure et dépôt de plaintes si les pollutions ne cessent pas).

A noter des avancées importantes en ce domaine :

- la mise en application du règlement assainissement collectif en 2021 ;
- la réalisation du diagnostic du réseau amont de la station d'épuration des Trois Rivières en 2022 : il a permis de mettre en évidence les contributeurs principaux aux micropolluants retrouvés en quantité significative au niveau de la Station d'épuration et leur localisation. Un plan d'actions a été défini ; un accompagnement spécifique des garages notamment, est en cours de mise en place : communication (édition de 2 plaquettes en 2024), diagnostic, mise en conformité.

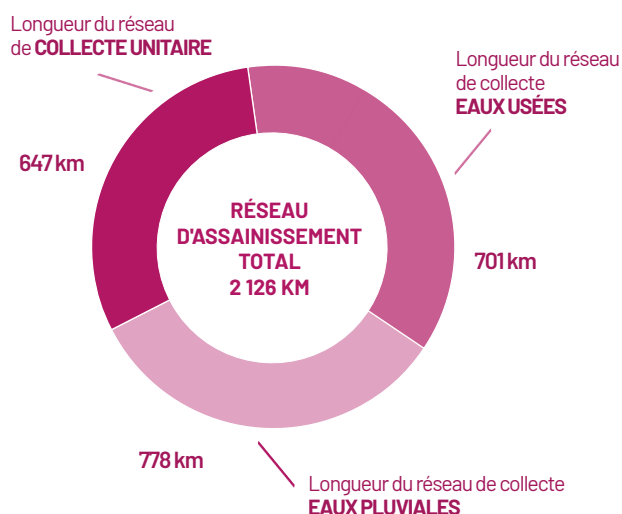
## LINÉAIRE DE RÉSEAUX DE COLLECTE (HORS BRANCHEMENTS) ET/OU TRANSFERT

Le tableau ci-dessous indique, par commune et par type de réseau, les linéaires en km de réseau de collecte.

Au total, le réseau de collecte sur la Métropole, tel que défini réglementairement est de **1 348 km, dont 1 194 km gérés par la Métropole**. Sur cette partie, le réseau est composé pour moitié environ de réseau unitaire (647 km) et pour moitié de réseau séparatif eaux usées (701 km).

Le réseau d'eaux pluviales est comptabilisé à part, il représente au total 778 km.

Au total, le réseau d'assainissement (2 126 km) se compose d'environ 1/3 de réseau unitaire, 1/3 de réseau séparatif eaux usées et 1/3 de réseau séparatif eaux pluviales.



Une trentaine de kilomètres de grands collecteurs permettent d'assurer le transfert des eaux usées vers la Station d'épuration des Trois Rivières pour la majeure partie du territoire.

Le réseau de collecte comporte plus de 350 déversoirs d'orage. Conformément à la réglementation, les 53 plus importants (déversant plus de 120 kg de DBO<sub>5</sub> / jour soit 2 000 équivalents - habitants) ont été instrumentés pour permettre un suivi de la pollution rejetée au milieu naturel, soit par mesure directe soit par estimation.

68 postes de refoulement complètent le réseau.

					ID : 063-246300701-20250929-DEL20250926_031	
		COMMUNE	VP.077 LONGUEUR DU RÉSEAU DE DESSERTE (HORS BRANCHEMENTS)(EN KM) *	VP.199 LONGUEUR DU RÉSEAU DE COLLECTE UNITAIRE (EN KM)	VP.200 LONGUEUR DU RÉSEAU DE COLLECTE DES EAUX USÉES (EN KM)	LONGUEUR DU RÉSEAU DE COLLECTE DES EAUX PLUVIALES (EN KM)
MÉTROPOLE	RÉGIE	AUBIÈRE	64	25	39	53
		AULNAT	25	12	13	13
		BEAUMONT	50	13	37	41
		BLANZAT	25	8	17	20
		CÉBAZAT	50	5	45	58
		CEYRAT	46	22	24	33
		CHÂTEAUGAY	23	5	18	18
		CLERMONT-FERRAND	429	339	90	125
		COURNON-D'AUVERGNE	135	58	77	89
		DURTOL	17	8	9	8
		GERZAT	60	3	57	51
		LE CENDRE	32	9	23	25
		NOHANENT	15	4	11	10
		ORCINES	41	20	21	9
		PÉRIGNAT-LÈS-SARLIÈVE	20	6	14	16
		ROMAGNAT	47	22	25	28
		ROYAT	27	1	26	20
		SAINT-GENÈS-CHAMPANELLE	41	10	31	21
		TOTAL RÉGIE	1 147	570	577	638
		DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	CHAMALIÈRES	47	11	36
	TOTAL DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC		47	11	36	36
	TOTAL MÉTROPOLE		1 194	581	613	674
	SYNDICATS	LEMPDES	70	25	45	54
PONT-DU-CHÂTEAU		84	41	43	50	
TOTAL SYNDICATS		154	66	88	104	
TOTAL TERRITOIRE		1 348	647	701	778	

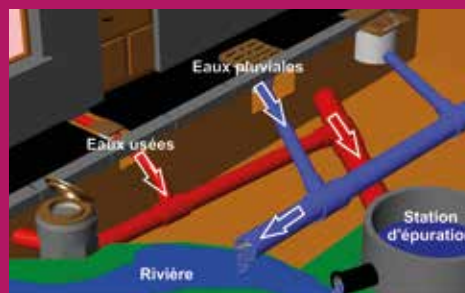
\*(Séparatif ou unitaire, fonctionnant sous pression, sous vide ou de manière gravitaire), hors branchements, situé à l'amont des stations d'épuration ou des points de rejet en milieu naturel ou des points de rejet vers un autre service. La longueur entre la sortie des stations d'épuration et le point de rejet n'est pas prise en compte.

## LES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT : DE QUOI PARLE-T-ON ?

- Le réseau unitaire : les eaux usées (eaux usées des toilettes, salles de bains, cuisines...) et les eaux pluviales (eaux de toiture, de ruissellement...) se rejoignent dans une même canalisation qui les conduit à la station d'épuration où elles sont traitées.



- Le réseau séparatif : les eaux usées et les eaux pluviales sont collectées dans deux conduites différentes, les eaux usées sont dirigées vers la station d'épuration, les eaux pluviales vers le milieu naturel.



Le choix de l'un ou l'autre type de réseau est fonction de nombreux critères (économiques, techniques, météorologiques, historiques,...)

## LES EAUX PLUVIALES, CAUSES DE DÉBORDEMENTS

En cas de fortes pluies, les eaux circulant dans les réseaux unitaires peuvent déborder dans les milieux naturels, entraînant des phénomènes de pollution au niveau de l'Artière, du Bédât et de la Tiretaine.

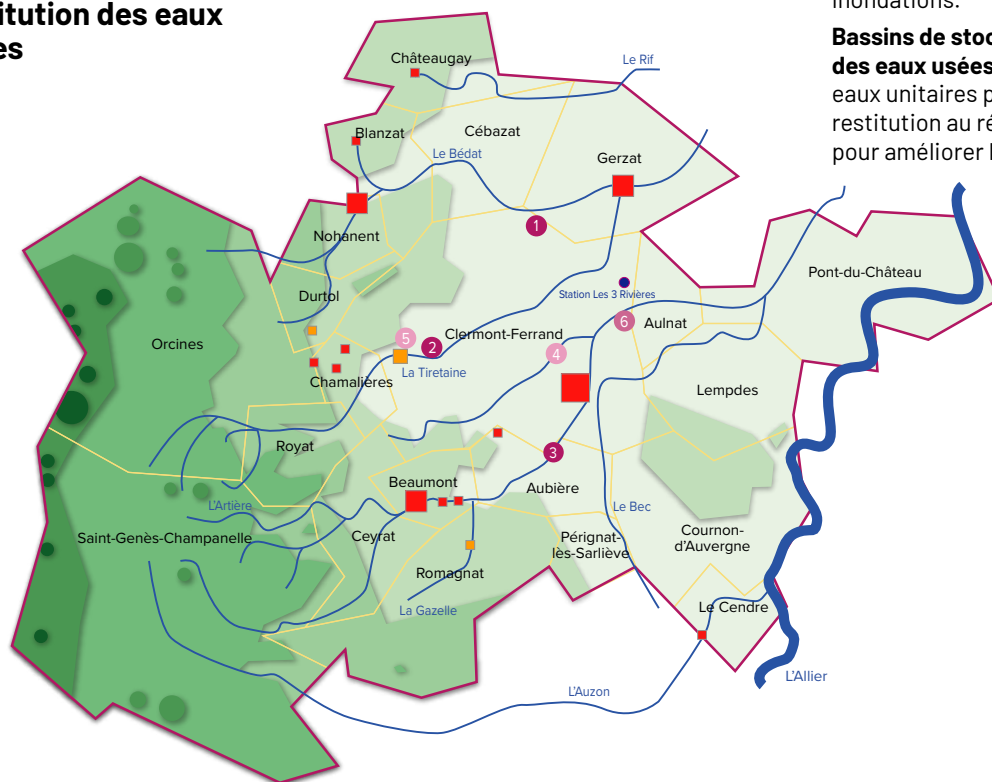
L'objectif est donc de traiter ces débordements pour améliorer la qualité des masses d'eau et des cours d'eau. Ainsi, la Métropole a engagé, dans le cadre de son schéma directeur d'assainissement, la construction de 6 bassins de stockage-restitution (BSR). Leur rôle est de capter, lors d'événements pluvieux, les premières eaux les plus chargées (polluées). Elles sont alors stockées temporairement dans les bassins pour être, après désengorgement des réseaux, progressivement renvoyées vers la station d'épuration des Trois Rivières, pour être traitées.

L'année 2024 a été marquée par la continuité des travaux du Bassin de Stockage - Restitution en entrée de la station d'épuration (21 000 m<sup>3</sup>) et la poursuite des études de conception pour le BSR d'Herbet (36 000 m<sup>3</sup>).

### La rétention à la parcelle, indispensable

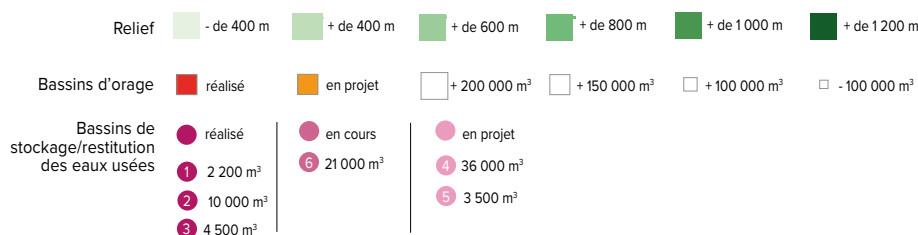
Le rejet d'eaux pluviales ou de ruissellement (eaux de pluie en toiture, ruissellement sur sol imperméable) issues des parcelles privées entraîne également un surplus d'eau conséquent générant des débordements et des pollutions du milieu naturel. Si des prescriptions techniques de gestion à la parcelle (rétention, infiltration, réutilisation...) sont désormais imposées lors de nouveaux aménagements en cas d'imperméabilisation de surfaces, il est indispensable que les particuliers mettent également en œuvre, dans la mesure du possible, des mesures de réutilisation des eaux pluviales : récupération d'eau de pluie pour arroser le jardin par exemple... Des règles de gestion sont en passe d'être intégrées dans le futur PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal). La Métropole a également engagé un important travail de diagnostic et d'accompagnement des propriétaires pour la gestion des eaux pluviales. Cette démarche exemplaire s'imposera aussi aux projets d'aménagement public.

### Bassins d'orage Bassins de stockage / restitution des eaux usées



**Bassins d'orage** : stockage des pluies décennales et restitution au milieu naturel, pour prévenir les inondations.

**Bassins de stockage / restitution des eaux usées** : stockage des eaux unitaires par petites pluies et restitution au réseau d'eaux usées, pour améliorer la qualité des rivières.



## OUVRAGES D'ÉPURATION DES EAUX USÉES

La régie autonome de l'assainissement gère **8 stations d'épuration des eaux usées**.

• **La station d'épuration des Trois Rivières** est la principale. Elle traite les eaux usées de la majeure partie du territoire :

- 18 communes en totalité ou partiellement

Aubière, Aulnat, Beaumont, Blanzat, Cébazat, Ceyrat, Chamalières, Châteaugay, Clermont-Ferrand, Cournon-d'Auvergne (ZI de la pointe), Durtol, Gerzat, Nohanent, Orcines (en partie), Pérignat-les-Sarliève, Romagnat (hors Opme), Royat, Saint-Genès-Champanelle (Manson, Thèdes)

- ainsi que les eaux usées de la commune de Sayat et du Biopôle Clermont-Limagne basé à Saint-Beauzire et dépendant de la Communauté d'Agglomération de Riom Limagne et Volcans.

• **6 petites stations d'épuration** au niveau des villages des communes de Saint-Genès-Champanelle et d'Orcines.

Certaines communes de la Métropole font partie d'un autre système d'assainissement ou y sont raccordées partiellement :

- Cournon-d'Auvergne (en partie), Le Cendre (en totalité), Saint-Genès-Champanelle (villages de Theix, Fontfreyde, Pardon, bourg de St-Genès et Beaune-le-Chaud), Romagnat (village d'Opme) sont raccordés à la station d'épuration du Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Val d'Auzon (SIAVA) située à Cournon-d'Auvergne.
- Lempdes et Pont-du-Château, membres du SIAREC (Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand) sont raccordées à la station d'épuration gérée par ce dernier et située à Pont-du-Château.

A noter qu'il existe sur le territoire également 1 132 installations d'assainissement non collectif ou individuel gérées par la Métropole (voir chapitre sur le Service public d'assainissement non collectif).

La carte page 31 présente ces différents éléments.

DÉNOMINATION	LOCALISATION	DATE DE MISE EN SERVICE	TYPE	CAPACITÉ (EN EH *)	COMMENTAIRES DU SATEA**
TROIS RIVIÈRES	rue de Bourdon Clermont-Ferrand	20 avril 2004 (totalité)	Boues activées	425 000	Programme d'adaptation aux nouvelles charges d'eaux usées liées à la mise en service progressive des Bassins de Stockage-Restitution et de biométhanisation des boues : les travaux, engagés fin 2021, se sont poursuivis.
NADAILLAT	route des Cèdres Nadaillat Saint-Genès-Champanelle		Lit Bactérien	367	En 2024 : Le réseau reçoit beaucoup d'eaux claires parasites. Une étude diagnostique assainissement a été réalisée récemment. Suite à un problème mécanique de la chasse, le traitement a été mauvais, cependant la réparation a eu un impact positif sur le traitement. La station est ancienne et la technologie utilisée est obsolète. L'entretien des abords est satisfaisant.
CHATRAT	chemin de la Vialle Chatrat Saint-Genès-Champanelle		Lagunage Naturel	160	En 2024 : La station est fortement impactée par les eaux claires parasites. Une étude diagnostique assainissement a été réalisée en mars 2023. Importante pollution le 16/02/2024 suite à la vidange d'une cuve de fioul par un administré, pollution bien gérée avec intervention des pompiers, la capacité de traitement n'a pas été affectée. L'entretien des ouvrages et des abords est réalisé.
BERZET	chemin Champ d'Issart Berzet Saint-Genès-Champanelle		Lit Bactérien	400	En 2024 : La station est impactée par les eaux claires parasites. Une étude diagnostique assainissement a été réalisée en mars 2023. La station fait preuve d'un bon fonctionnement hydraulique, cependant, le traitement n'est pas optimal. La sécurisation du site est récente. L'entretien des espaces verts est correctement réalisé.
LASCHAMPS	route de Manson Laschamps Saint-Genès-Champanelle		Lit Bactérien	200	En 2024 : La station est bien entretenue par l'exploitant, cependant le dysfonctionnement du sprinkler a un impact négatif sur le traitement. L'effluent de sortie était de qualité médiocre lors des visites effectuées en 2024.
CHAMPEAUX	route de Beaupriant Champeaux Saint-Genès-Champanelle		Filtres plantés de roseaux	120	En 2024 : Une étude diagnostique assainissement a été réalisée en mars 2023. La station est dans un état de fonctionnement correct, une investigation est en cours concernant les arrivées d'effluent très chargées. L'effluent en sortie était de qualité satisfaisante lors des visites effectuées en 2024. La station est très bien entretenue.
TERNANT	Ternant Orcines	septembre 2010	Filtres plantés de roseaux	560	En 2024 : Le réseau draine des eaux claires lors des pluies. Les ouvrages sont propres et fonctionnent correctement (quelques réparations à réaliser).

(\*) EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique.

(\*\*) SATEA : Service d'Assistance Technique à l'Eau et l'Assainissement

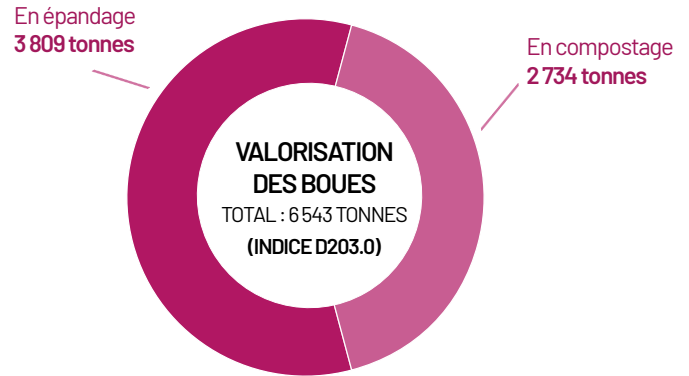
## QUANTITÉS DE BOUES ISSUES DES OUVRAGES D'ÉPURATION (D203.0)

La quantité de boues d'épuration produites et évacuées de la station d'épuration des Trois Rivières s'élève en 2024 à **6 543 tonnes de matières sèches, y compris réactifs** (soit 25 967 tonnes de boues humides).

Les boues ont été valorisées :

- à 58 % en épandage (3 809 tonnes de matières sèches, soit 15 094 tonnes de boues humides)
- à 42 % en compostage (2 734 tonnes de matières sèches, soit 10 873 tonnes de boues humides)

Cf Annexe 10



## RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES (REUT)

Une partie des eaux rejetées en aval de la station d'épuration sont interceptées avant le déversement au milieu naturel pour l'irrigation des terres agricoles de l'ASA « Limagne Noire ». Le volume prévisionnel annuel autorisé par arrêté préfectoral est de 3,5 Mm<sup>3</sup>/an. Il est à rapprocher des 21 Mm<sup>3</sup>/an en sortie STEP.

Cela correspond à un taux de réutilisation des eaux usées traitées pouvant atteindre 16,7 %.

Les eaux en sortie de station d'épuration sont reprises dans les anciennes lagunes de la sucrerie pour un traitement complémentaire naturel par UV et sont ensuite acheminées, après contrôle qualité, vers les terres agricoles autour de Malintrat.

## LES BOUES D'ÉPURATION DE LA STATION DES TROIS RIVIÈRES

Les boues d'épuration sont issues des processus de dégradation biologique mis en œuvre lors de l'épuration de l'eau, processus qui reproduisent en les amplifiant, les phénomènes de biodégradation qui se déroulent naturellement dans les rivières. Ces boues sont composées en majeure partie de matière organique, d'azote, de phosphore et d'oligo-éléments. Pour devenir un amendement organique, elles sont stabilisées, déshydratées jusqu'à devenir solides (30% de matière sèche) et hygiénisées à la chaux.

Jusqu'en 2010, les boues produites (environ 25 000 tonnes de boues humides par an) étaient intégralement évacuées à l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de Puy-Long. Ces boues sont désormais valorisées en agriculture, par épandage direct ou après compostage. En 2024, la Métropole a construit une plateforme intermédiaire de stockage des boues (voir page 14).

La valorisation agricole des boues d'épuration est une pratique réglementée et encadrée. La Métropole a confié à une société spécialisée et expérimentée, SEDE Environnement, la responsabilité de la valorisation de ces boues dans le cadre d'un marché de prestation de service.

Une réunion publique est organisée tous les ans pour présenter le bilan de l'épandage aux agriculteurs, riverains, communes, associations d'usagers et environnementales.

L'évaluation a démontré que les boues produites sont de grande qualité et permettent l'amendement des terres agricoles avec un produit naturel aux caractéristiques environnementales bien supérieures aux produits chimiques habituellement utilisés.

Par ailleurs, conformément à la réglementation, les boues subissent de nombreuses analyses, au vu desquelles on peut noter qu'elles présentent un réel intérêt agronomique et comportent très peu de micro-polluants.

En valorisant ses boues d'épuration, la Métropole s'inscrit dans une véritable démarche environnementale vertueuse et durable.



## INDICATEURS DE PERFORMANCE

Les tableaux ci-après reprennent les principaux indicateurs de performance sur les communes gérées par la Métropole.  
 Les paragraphes qui suivent détaillent les modes de calcul de ces indicateurs.

		P201.1 TAUX DE DESSERTE PAR DES RÉSEAUX DE COLLECTE DES EAUX USÉES (EN %)	P202.2B INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX DE COLLECTE DES EAUX USÉES (À PARTIR DE 2013) (EN %)	P252.2 NOMBRE DE POINTS DU RÉSEAU DE COLLECTE NÉCESSITANT DES INTERVENTIONS FRÉQUENTES DE CURAGE PAR 100KM DE RÉSEAU (EN %)
RÉGIE	TOTAL OU MOYENNE RÉGIE	99	71	3
DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	TOTAL OU MOYENNE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	100	72	0
TOTAL OU MOYENNE MÉTROPOLE		99	71	3

INDICATEUR	RÉGIE	DSP CHAMALIÈRES	MÉTROPOLE
P253.2 TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX DE COLLECTE D'EAUX USÉES (EN %)	0,8	0,3	0,8
VP.140 LINÉAIRE DE RÉSEAU RENOUVELÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES 2019 À 2023 (QUEL QUE SOIT LE FINANCEUR) (EN %)	45	0,6	45,6
VP.141 LINÉAIRE DE RÉSEAU RENOUVELÉ AU COURS DE L'ANNÉE 2023 (QUEL QUE SOIT LE FINANCEUR) (EN KM)	8,8	-	8,8
P251.1 TAUX DE DÉBORDEMENT DES EFFLUENTS DANS LES LOCAUX DES USAGERS (NB/1000 HABITANTS)	-	-	0,03
P255.3 INDICE DE CONNAISSANCE DES REJETS AU MILIEU NATUREL PAR LES RÉSEAUX DE COLLECTE DES EAUX USÉES (EN UNITÉ)	-	20 points sur 120	110 points sur 120 (agglomération d'assainissement de Clermont-Ferrand)
P256.3 DURÉE D'EXTINCTION DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITÉ (EN ANNÉE)	-	-	12,7
P257.0 TAUX D'IMPAYÉS SUR LES FACTURES D'EAU DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE (EN %)	0,75	0,71	0,73

INDICATEUR	SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMÉRATION CLERMONTOISE
P203.3 CONFORMITÉ DE LA COLLECTE DES EFFLUENTS AUX PRESCRIPTIONS NATIONALES ISSUES DE LA DIRECTIVE ERU	0 %
P204.3 CONFORMITÉ DES ÉQUIPEMENTS D'ÉPURATION AUX PRESCRIPTIONS NATIONALES ISSUES DE LA DIRECTIVE ERU	100 %
P205.3 CONFORMITÉ DE LA PERFORMANCE DES OUVRAGES AUX PRESCRIPTIONS NATIONALES ISSUES DE LA DIRECTIVE ERU	100 %
P 254.3 PERFORMANCE DES ÉQUIPEMENTS D'ÉPURATION	100 %
P206.3 TAUX DE BOUES ÉVACUÉES SELON LES FILIÈRES CONFORMES À LA RÉGLEMENTATION	100 %

## TAUX DE DESSERTE PAR LE RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (P201.1)

Cet indicateur est le ratio entre le nombre d'abonnés desservis par le réseau d'assainissement collectif et le nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement.

Le calcul de cet indicateur s’effectue comme suit :

$$\frac{\text{Nombre d'abonnés desservis}}{\text{nombre d'abonnés potentiels}} \times 100$$

Le taux de desserte 2024 par les réseaux d'eaux usées est **en moyenne de 99% pour la Métropole**, mais varie de 100 % pour les secteurs les plus urbanisés à un peu de plus de 70 à 80 % pour les secteurs plus ruraux comme Saint-Genès-Champanelle ou Orcines qui comportent de nombreuses installations d’assainissement non collectif.

## INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX (P202.2B)

Cet indicateur permet d’évaluer la connaissance du réseau d’assainissement et de s’assurer de la qualité de la gestion patrimoniale et de son évolution.

Un barème précis attribue un nombre de points selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou entre 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte) et s’obtient en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous.

Cet indicateur sera également pris en compte dans le calcul des nouvelles redevances suite à la réforme intervenue en 2025 (Annexes 6 et 7).

Pour la Métropole, cet indicateur donne une **moyenne pondérée de 71 points sur 120 possibles**, contre 65 en 2023. Comme pour l’eau potable, le travail conséquent de vérification, d’intégration et de mise à jour dans le logiciel commun de cartographie se poursuit d’année en année permettant d’affiner le calcul de cet indicateur, mais les niveaux de précision et de fiabilité des données sont variables.

A noter que pour l’assainissement, la moyenne nationale est de 65 points au 1<sup>er</sup> janvier 2023 (source : <https://www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P202.2B>).

INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX (P202.2B)	
	Nombre de points attribuables
<b>PARTIE A : PLAN DES RÉSEAUX</b>	<b>15 points</b>
VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau	10 points
VP.251 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	5 points
<b>PARTIE B : INVENTAIRE DES RÉSEAUX</b> Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis	<b>30 points</b>
VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions <sup>(1)</sup>
VP.254 - Procédure de mise à jour des plans intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux	
VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres	
VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions <sup>(2)</sup>
<b>PARTIE C : AUTRES ÉLÉMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RÉSEAUX</b> Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A et B) sont acquis	<b>75 points</b>
VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie	0 à 15 points sous conditions <sup>(3)</sup>
VP.257 Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...)	10 points
VP.258 Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	10 points
VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux <sup>(4)</sup>	10 points
VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau	10 points
VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent	10 points
VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	10 points
<b>TOTAL (indicateur P202.2B)</b>	<b>120 points</b>

(1) L'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95 %, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(2) L'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95 %, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(3) Si la connaissance de l'altimétrie atteint 50, 60, 70, 80, 90 ou 95 %, les points obtenus sont respectivement de 10, 11, 12, 13, 14 et 15

(4) Seuls les services ayant la mission de collecte sont concernés par cet item

## CONFORMITÉ DE LA COLLECTE DES EFFLUENTS (P203.3), DES ÉQUIPEMENTS DES STATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES (P204.3), DE LA PERFORMANCE DES OUVRAGES D'ÉPURATION (P205.3) ET DES PERFORMANCES DES ÉQUIPEMENTS D'ÉPURATION (P254.3)

Ces 4 indicateurs ne concernent que les réseaux et stations d'épuration collectant ou traitant une charge supérieure à 2 000 équivalents-habitants.

Les réseaux et équipements concernés sur notre territoire sont ceux de « l'agglomération d'assainissement de Clermont-Ferrand », constituée de la Station d'épuration des Trois Rivières et du réseau de collecte correspondant.

Ces données sont fournies par les services de la Préfecture de l'Eau et sont renseignées ci-dessous. Les services de l'État indiquent que les déversements de pollution par temps de pluie sont une cause de non conformité, toutefois, au vu du schéma directeur en cours de réalisation, ce critère est jugé en cours de conformité et ne décline pas l'agglomération d'assainissement. Il est donc nécessaire de poursuivre le programme de travaux issus de ce schéma directeur d'assainissement, notamment les bassins de stockage-restitution (cf page 36).

**Le tableau ci-dessous détaille les critères d'évaluation :**

Critères d'évaluation de la conformité	Respect			Conformité
	OUI	NON	SANS OBJET	STATUT
<b>Conformité du système de collecte (guide de définition § 4.3.7)<sup>(1)</sup></b>				CONFORME
Pas de déversement par temps sec	X			
Pas de déversement par temps de pluie selon le critère choisi <sup>(2)</sup>		X		
Rapport CBPO / Charge entrante <sup>(3)</sup>	X			
Instrumentation et suivi des DO réseaux (point A1) <sup>(4)</sup>	X			
<b>Conformité du système de traitement</b>				
Conformité en équipements <sup>(5)</sup>	X			
Conformité en performances <sup>(6)</sup>	X			
Respect du nombre de bilans 24H station	X			
Établissement d'un manuel d'autosurveillance (article 20-1)	X			
Respect de la filière boues (plan, bilan agronomique...)	X			
<b>Suivi du milieu récepteur<sup>(7)</sup></b>	X			
Respect du nombre de prélèvements ou de mesures fixés par l'arrêté préfectoral	X			
Respect de "l'état physico-chimique"		X		
Conservation du "bon état"		X		
Préservation de la masse d'eau (DCE)	X			

(1) Selon le guide définition (version 2.0 de juin 2013) sur l'application de la directive « ERU », le réseau de collecte n'est pas conforme si les rejets directs par temps sec représentent plus de 1 % de la CBPO et 5 % par temps de pluie.

(2) Les modalités de temps de pluie correspondent : soit 5 % des volumes entrant à la station, soit 5 % des flux de pollution en DBO<sub>5</sub>, soit 20 jours de déversement.

(3) Considéré respecté si un programme de travaux a été validé et transmis au Préfet pour un rapport compris entre 50 % et 99 %.

(4) Le déversoir d'orage « tête de station » correspond en matière d'autosurveillance au point réglementaire A2, il n'est pas un DO « réseau » (point A1). Il fait partie intégrante du système de traitement.

(5) La non-conformité en équipement est, soit liée à un sous-dimensionnement de la station, soit liée à une absence de traitement.

(6) Une station d'épuration dont les performances de traitement respectent régulièrement les exigences de la directive est nécessairement conforme en équipement. Inversement, une station conforme en équipement peut, une année donnée, ne pas être conforme en performances, notamment si sa gestion n'est pas effectuée avec une rigueur suffisante.

(7) Lorsqu'il y a un suivi de la qualité du milieu naturel, alors remplir les étapes suivantes.

## TAUX DE BOUES ÉVACUÉES SELON LES FILIÈRES CONFORMES À LA RÉGLEMENTATION (P206.3)

Une filière d'évacuation des boues d'épuration est dite conforme si elle remplit les deux conditions suivantes :

- le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur ;
- la filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille.

Concernant les boues de la Station d'épuration des Trois Rivières, **100 % des boues ont été évacuées selon les filières conformes à la réglementation.**

La valorisation des boues en agriculture fait l'objet des autorisations nécessaires (plan d'épandage soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau).

## TAUX DE DÉBORDEMENT DES EFFLUENTS DANS LES LOCAUX DES USAGERS (P251.1)

Il s'agit de détecter d'éventuelles zones à problèmes en relevant le nombre de demandes d'indemnisation présentées par des tiers ayant subi des dommages dans leurs locaux résultant de débordements d'effluents causés par un dysfonctionnement du service public.

Pour 2024, on dénombre 7 dossiers de ce type dans lesquels la responsabilité de la Métropole est engagée, soit **environ 0,03 demandes d'indemnisation pour 1 000 habitants**. La moyenne nationale au 1<sup>er</sup> janvier 2023 s'établit à 0,038 demandes d'indemnisation pour 1 000 habitants (source : <https://www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P251.1>).

## POINTS NOIRS DU RÉSEAU DE COLLECTE (P252.2)

Cet indicateur donne un éclairage sur l'état et le bon fonctionnement du réseau de collecte des eaux usées à travers le nombre de points sensibles nécessitant des interventions d'entretien spécifiques ou anormalement fréquentes.

Est un point noir tout point du réseau nécessitant au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit la nature du problème (contre-pente, racines, déversement anormal par temps sec, odeurs, mauvais écoulement, etc.) et celle de l'intervention (curage, lavage, mise en sécurité, etc.).

Sont à prendre en compte les interventions sur les parties publiques des branchements et – si l'intervention est liée à un défaut situé sur le réseau public – dans les parties privatives des usagers.

Pour l'exercice 2024, on dénombre, sur le territoire géré en régie par la Métropole, **41 points noirs (rues ou quartiers), soit 3 points noirs par 100 km de réseau**.

La moyenne au 1<sup>er</sup> janvier 2024 est de 4,7 points noirs pour 100 km de réseau (source : <https://www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P252.2>).

- **Aubière** : rue des Sauzes, rue des Varennes, avenue de Cournon, secteur du ciné-dôme, rue de l'Industrie, avenue Ernest Cristal, Poste Cavagna;

- **Beaumont** : avenue du Mont Dore, rue de la Chataigneraie, rue Vercingétorix, rue Porte réelle, rue de Metz et rue d'Alsace ;
- **Cébazat** : des interventions fréquentes sont nécessaires sur l'ensemble du réseau ; en particulier, avenue de la République, rue de Chamerlat, rue de Chateaugay, rue de terre blanche, rue Jean Commandoire, rue de Gerzat, rue Jules Ferry ;
- **Ceyrat** : secteur Fontimbert (Montrognon) : inversions de branchements, rue du Matharet ;
- **Clermont-Ferrand** : secteurs de La Gauthière, de Champratel / Flamina, des Vergnes, de la Plaine, de Montferrand et du Brézet ;
- **Cournon-d'Auvergne** : impasse du Guéry, impasse des Chardonnerets ; rue des Pinsons, rue des Plaines, quartier rue des Boutons, impasse des mésanges ;
- **Gerzat** : des interventions fréquentes sont nécessaires sur l'ensemble du réseau ;
- **Le Cendre** : rue de la Soie, rue des Côteaux ;
- **Nohanent** : route de Sayat ;
- **Pérignat-lès-Sarliève** : chemin des Horts ;
- **Romagnat** : rue Maréchal Foch.

## TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX DE COLLECTE (P253.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé par la longueur totale du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Pour cet exercice 2024, **45,6 km ont été renouvelés sur 5 ans, soit un taux de renouvellement de 0,8 %** (contre 46 km sur les 5 années précédentes et un taux de 0,78 %). Le taux de renouvellement moyen en France s'établit au 1<sup>er</sup> janvier 2023 à 0,53 % (sur 5 ans) (source : <https://www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P253.2>).

Quelques exemples de travaux menés en 2024 sont cités dans le paragraphe « Principaux investissements 2024 ».

## INDICE DE CONNAISSANCE DES REJETS AU MILIEU NATUREL (P255.3)

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème suivant :

	Nombre de points attribuables
<b>PARTIE A : ÉLÉMENTS COMMUNS À TOUS LES TYPES DE RÉSEAUX</b>	<b>100 points</b>
Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejet potentiels aux milieux récepteurs	20 points
Évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel	10 points
Enquêtes de terrain pour situer les déversements, témoins de rejet pour en identifier le moment et l'importance	20 points
Mesures de débit et de pollution sur les rejets (cf. arrêté du 22/06/2007)	30 points
Rapport sur la surveillance des réseaux et stations d'épuration (cf. arrêté du 22/06/2007)	10 points
Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets	10 points
<b>PARTIE B : POUR LES SECTEURS ÉQUIPES EN RÉSEAUX SÉPARATIFS OU PARTIELLEMENT SÉPARATIFS</b> Les points des parties B et C ne sont comptabilisés que si la somme des indicateurs de la partie A atteint au moins 80 points.	<b>10 points</b>
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70% du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total	10 points
<b>PARTIE C : POUR LES SECTEURS ÉQUIPES EN RÉSEAUX UNITAIRES OU MIXTES</b> Les points des parties B et C ne sont comptabilisés que si la somme des indicateurs de la partie A atteint au moins 80 points.	<b>10 points</b>
Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du service d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage	10 points
<b>TOTAL (indicateur P255.3)</b>	<b>120 points</b>

L'indice de connaissance des rejets au milieu naturel du service est de **110 points sur 120 possibles**.

## DURÉE D'EXTINCTION DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITÉ (P256.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

Pour l'année 2024, la durée d'extinction de la dette est de **12,7 ans** contre 11,7 ans en 2023 (budget annexe assainissement).

## TAUX D'IMPAYÉS SUR LES FACTURES DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE (P257.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur l'assainissement collectif proprement dit. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation).

Toute facture 2023 impayée au 31/12/2024 est comptabilisée, quelque soit le motif du non-paiement.

**Le calcul de cet indicateur s'effectue comme suit :**

$$\frac{\text{Montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{Chiffre d'affaire TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} \times 100$$

Pour les communes gérées en régie, ces données relèvent du Trésor Public et font état d'un taux d'impayés au 31/12/2024 de 0,75 % sur le budget assainissement. La moyenne nationale au 1<sup>er</sup> janvier 2023 s'établit à 2,75 % (source : <https://www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P257.0>).

## TAUX DE RÉCLAMATIONS (P258.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'assainissement, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

**Le calcul de cet indicateur s'effectue comme suit :**

$$\frac{\text{Nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{Nombre total d'abonnés du service}} \times 1000$$

Pour cette année 2023, le taux de réclamations pour les communes en régie est de **0,26 pour 1 000 abonnés** (19 réclamations écrites), contre 0,17 pour 1 000 abonnés (11 réclamations écrites) en 2023. La moyenne nationale au 1<sup>er</sup> janvier 2023 est de 1,55 pour 1000 abonnés (source : <https://www.services.eaufrance.fr/indicateurs/P258.1>).

## FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

### PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS 2024

Les dépenses d'investissement 2024 s'élèvent à **38,6 millions d'€** et comprennent :

- le remboursement du capital des emprunts pour 7 049 325,51 € ainsi que le remboursement des avances de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour 200 257,31 €,
- les dépenses d'équipement pour **21 610 678,31 €**, avec notamment :
  - 3,54 M€ d'études, de travaux et d'acquisitions de matériels industriels réalisés pour la Station d'épuration des 3 rivières, principalement dans le cadre de l'opération de bio-méthanisation « Traitement primaire et valorisation énergétique », ainsi que 1,33 M€ consacrés au plan de renouvellement des infrastructures et du matériel de la station d'épuration,
  - 2,51 M€ d'études et de travaux sur les collecteurs et bassins de stockage-restitution, dont 1,64 M€ pour le

collecteur sud et le BSR des Sauzes, 0,13 M€ pour le collecteur et BSR Herbet et enfin 0,74 M€ pour le BSR des Vergnes et le collecteur nord,

- 13,07 M€ de travaux sur les réseaux d'assainissement eaux usées ou unitaires pour une grande partie en coordination avec les travaux de voirie ou sur des opérations d'urgence pour renouveler le réseau, dont :

- 9,27 M€ consacrés au renouvellement et dévoiement des réseaux lié au projet INSPIRE,
  - 0,93 M€ à Orcines (rue des écoles, D68 Vallée de la Tiretaine Haut),
  - 0,83 M€ à Gerzat (rues des martyrs, de Taillat, Salengro et Louis Bourrat),
  - 0,51 M€ à Clermont-Ferrand (boulevard Lafayette, place de Regensburg, Thevenot Thibaud, schéma cyclable itinéraire 2 Pompidou / Chartoire, Rue Maupassant à Saint-Jacques, etc),
  - 0,51 M€ à Saint-Genès Champanelle (INRAE Fontfreyde Theix),
  - 0,39 M€ à Aubière (rue E. Chabrier),
  - 0,3 M€ à Nohanent (route de Clermont),
  - 0,12 M€ à Beaumont (route de Romagnat),
  - 0,06 M€ à Pérignat-lès-Sarliève (Cime du Marais),
  - 0,03 M€ d'inspection, curage essais et réception des réseaux,
- etc.

- 0,23 M€ d'acquisitions de véhicules, matériel industriel, informatique, logiciel et mobilier

- 0,28 M€ de travaux de réhabilitation de poste de relèvement des eaux usées au quartier « Les Toulait » à Cournon d'Auvergne et travaux de remplacement des armoires électriques de poste de relèvement « PR La Pointe »

- 0,57 M€ consacrés aux petites extensions du réseau, à la sécurisation des sites et à la mise en conformité de branchements neufs,

- 0,03 M€ de travaux de conservation du patrimoine bâti et de réduction des consommations énergétiques

- 0,017 M€ d'attribution d'aide aux particuliers pour la réalisation de travaux de raccordement (contrepartie de la recette perçue de l'Agence de l'Eau donc opération neutre pour la Métropole).

• les dépenses d'ordre qui s'établissent à 9 741 665,37 € et correspondent :

- aux écritures patrimoniales liées au remboursement anticipé temporaire des emprunts prévoyant cette faculté (5 000 000 €) et au refinancement d'un emprunt en 2024 (2 649 792,27 €),
- à l'amortissement des subventions d'équipement reçues pour 1 201 409,97 €,
- aux intégrations d'études et annonces pour 604 151,24 €, aux résorptions d'avances forfaitaires versées dans le cadre des marchés publics pour 255 639,89 € et aux résorptions d'avances de trésorerie versées à la SPL Clermont Auvergne dans le cadre de la convention de mandat pour la construction d'une centrale photovoltaïque sur le site de la STEP pour 30 672 €,

L'ensemble des dépenses d'investissement sont présentées en annexe.

## RECETTES D'INVESTISSEMENTS 2024

Les recettes d'investissement 2024 s'élèvent à **38,9 millions d'€** et sont constituées principalement par :

- l'emprunt encaissé sur l'exercice pour 14 600 000 €,
- l'excédent de fonctionnement capitalisé issu de l'affectation des résultats 2023 pour 5 853 782,24 €,
- le reversement par la Ville de Ceyrat de l'excédent d'investissement constaté fin 2016 (versement échelonné sur 5 ans à compter de 2022) pour 9 531,67 € (compte 1068),
- la mise en réserve réglementée de 25 947,33 € correspondant aux plus-values sur cessions d'immobilisations comptabilisées en 2023 (compte 1064),
- des subventions d'équipement pour 1 443 824,85 € avec :
  - 773 824,85 € de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne :
    - 0,42 M€ pour la restructuration du collecteur sud à Beaumont et à Ceyrat,
    - 0,28 M€ pour la restructuration du collecteur nord sur Blanzat,
    - 0,07 M€ pour divers soldes de travaux sur les réseaux.
  - 630 000 € de la Région pour les travaux de biométhanisation sur la Station d'épuration des 3 rivières « Traitement primaire et valorisation énergétique »,
  - 40 000 € du Département pour les travaux de restructuration du réseau de collecte des eaux usées réalisés rue Chabrier à Aulnat et les travaux de déconnexion de la station d'épuration de Solagnat à Orcines.
- la régularisation d'un trop versé dans le cadre d'un marché de travaux pour 28 379,09 €,
- le remboursement de 17 092,06 € de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne dans le cadre de la convention de mandat pour l'attribution d'aides à des particuliers pour la réalisation de travaux de raccordement (opération sous mandat comptabilisée en dépenses et en recettes - compte 458201).
- les recettes d'ordre qui s'élèvent à 16 902 773,77 € et correspondent à :
  - l'amortissement des biens (7 697 515,53 €),
  - des écritures liées au réaménagement de la dette (626 881,21 €),
  - la constatation de la valeur nette comptable des matériels cédés (38 121,63 €),
  - des écritures patrimoniales liées au remboursement anticipé temporaire des emprunts prévoyant cette faculté (5 000 000 €) et au refinancement d'un emprunt en 2024 (2 649 792,27 €)
  - des intégrations d'études et annonces (604 151,24 €), des résorptions d'avances forfaitaires versées dans le cadre des marchés publics (255 639,89 €) et des résorptions d'avances de trésorerie versées à la SPL Clermont Auvergne dans le cadre de la convention de mandat pour la construction d'une centrale photovoltaïque sur le site de la STEP (30 672 €),

L'ensemble des recettes d'investissement sont présentées en annexe.

## ÉTAT DE LA DETTE DU SERVICE

L'état de la dette au 31 décembre 2024 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2024
Encours de la dette au 31 décembre N <small>(montant restant dû en euros)</small>		134 823 212 €
montant remboursé durant l'exercice <small>(en euros)</small>	en capital	7 249 583 € <small>(remboursement avances de l'Agence de l'Eau comprises)</small>
	en intérêts	3 303 160 €

## AMORTISSEMENTS

Pour l'année 2024, la dotation aux amortissements a été de **8 898 926 €** (dont amortissement des biens de 7 697 516 € et amortissement des subventions de 1 201 4010 €)

## PROJETS ET TRAVAUX 2025

Les dépenses réelles d'investissement inscrites au budget 2025 s'élèvent à **47,2 millions d'euros** et se répartissent de la façon suivante :

- le résultat antérieur reporté pour 2 622 161,50 €,
- le remboursement du capital des emprunts pour 7 310 000 € et des avances de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour 195 000 €,
- la contrepartie des crédits prévus en recettes d'investissement pour les opérations de remboursements anticipés temporaires d'emprunts à hauteur de 4 619 900 €,
- les dépenses nouvelles d'équipement évaluées à 30 871 500 € avec :
  - 834 000 € de frais d'études et insertions, dont 315 000 € sur les bassins de stockage-restitution Herbet et ZAC des Sauzes, auxquels s'ajoutent 45 000 € pour le pilotage des bassins et la réalisation de mesures, 300 000 € pour le projet de biométhanisation sur la Station d'épuration des 3 rivières, ainsi que 77 000 € pour des études d'amélioration de la station (étude étanchéité toiture et bardages, étude thermique et architecturale), 45 000 € d'audit contradictoire et d'audit cybersécurité sur le réseau industriel, 10 000 € pour le solde de l'étude de zonage d'assainissement, 25 000 € de diagnostic d'inversions de branchement,
  - 556 000 € de logiciels et licences, avec pour l'essentiel la mise en place et le paramétrage du logiciel de facturation (535,5 K€),
  - 610 000 € d'acquisitions foncières, dont 600 000 € affectés au projet de photovoltaïque à proximité de la station d'épuration des 3 rivières,

- 659 500 € de matériels divers nécessaires au fonctionnement de la régie (dont 370 000 € pour la Station d'épuration, 100 000 € de matériel de transport, 90 000 € pour les équipements d'analyse et de maintenance des systèmes industriels, 94 500 € pour l'amélioration des installations informatiques et industrielles),
- 2 500 000 € représentant 55 % du montant dû pour l'acquisition en VEFA du nouveau bâtiment pour les services de la direction au titre de l'assainissement (avec un montant équivalent sur le budget annexe eau – répartition 50/50 entre les deux budgets),
- 50 000 € dans le cadre de la convention de mandat avec l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour l'attribution d'aides à des particuliers à la suite de la réalisation de travaux de raccordements (opération sous mandat comptabilisée en dépenses et en recettes),
- 25 662 000 € de travaux, dont :
  - sur la Station d'épuration des 3 rivières, 6 230 000 € dans le cadre du projet de bio-méthanisation «Traitement primaire et valorisation énergétique », 2 100 000 € dédiés au plan de renouvellement (avec notamment le renouvellement des surpresseurs d'air et de la centrale de détection de gaz, l'amélioration thermique du bâtiment 15 et architecturale du bâtiment administratif, la mise en place de ventelle motorisée, etc) et 200 000 € de travaux d'amélioration des consommations énergétiques avec le remplacement de 2 centrales de traitement d'air dans les ateliers et des ventilo convecteurs,
  - 6 330 000 € sur les grands collecteurs et bassins de stockage-restitution (Collecteur Herbet STEP – BSR, collecteur Nord – antenne Nohant et collecteur Sud),
  - 1 695 000 € pour la rénovation de postes de relèvement des eaux usées,
  - 300 000 € en prévision d'extension de réseaux potentielles,
  - 155 000 € pour la sécurisation des sites,
  - 8 652 000 € de travaux de réseaux d'assainissement eaux usées ou unitaires en accompagnement des travaux de voirie ou sur des opérations d'urgence de renouvellement (avec notamment 750 000 € consacrés au renouvellement et au dévoiement des réseaux liés au projet BHNS/INSPIRE, ainsi que des travaux de réseaux sur Cébazat – Avenue de la République, Ceyrat – Avenue de Beaulieu, Clermont-Ferrand – 2<sup>ème</sup> tranche Place des Carmes, Bd Georges Pompidou/Rue Louis Chartoire, Rue Louis Blériot/ Route de Gerzat, Cournon – Rue Blaise Pascal, Châteaugay – Rue de Chavaroche/rue Lannes, Gerzat – Rue Louis Bourrat et Rue Roger Salengro, Romagnat – Rue de Laubize, Royat – Avenue Pasteur, Orcines – D68 Vallée de la Tiretaine Haute, Rue des Ecoles, Saint-Genès-Champanelle – 2<sup>ème</sup> tranche dans le secteur de l'INRAE),

- Les reports de crédits pour 1 556 049,76 €, dont 1,18 M€ sur la Station d'épuration (projet de bio-méthanisation, plan de renouvellement, travaux de conservation et réduction des consommations énergétique, 0,21 M€ sur les grands collecteurs et bassins stockages restitution, 0,08 M€ pour l'acquisition de véhicules et 0,03 M€ de dépense d'amélioration du matériel.

Les **opérations d'ordre** sont composées des amortissements des subventions pour 1 251 828 € et des opérations patrimoniales de résorption des avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles pour un montant de 745 070 € et de remboursements anticipés temporaires d'emprunt pour 9 239 800 € (opérations équilibrées en dépenses et recettes).

Remarque : Les travaux ou études portant uniquement sur les réseaux pluviaux et bassins d'orage, qui relèvent du budget général de la Métropole, ne sont pas mentionnés ici.

## ACTIONS DE SOLIDARITÉ ET DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE DANS LE DOMAINE DE L'EAU

### ABANDONS DE CRÉANCE OU VERSEMENTS À UN FONDS DE SOLIDARITÉ (P207.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service. Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social liées aux factures d'eau votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité.

En 2024, cet indicateur se chiffre à 29 191 € répartis comme suit :

- 26 869 € au titre des abandons de créances,
- 2 322 € au titre du FSL.

### OPÉRATIONS DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Les opérations de coopération décentralisée, autorisées par la loi "Oudin-Santini" du 9 février 2005, ont été réalisées sur le budget Eau : voir chapitre « service public de l'eau potable » / paragraphe « opérations de coopération décentralisée ».

## 6/ SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

### CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SERVICE

#### PRÉSENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI ET MODE DE GESTION DU SERVICE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, Clermont Auvergne Métropole dispose de la compétence « assainissement non collectif ».

En 2024, la compétence assainissement non collectif est donc gérée selon les communes :

- Soit par la Métropole, en régie (14 communes) : Aubière, Beaumont, Ceyrat, Chamalières, Châteaugay, Clermont-Ferrand, Cournon-d'Auvergne, Durtol, Le Cendre, Orcines, Pérignat-les-Sarliève, Romagnat, Royat, Saint-Genès-Champanelle
- Soit par des syndicats dédiés, auxquelles les communes ont délégué cette compétence :
  - Les communes de Cébazat, Nohanent, Blanzat, Gerzat, Aulnat ont délégué la compétence au Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable (SIAEP) de Basse Limagne ;
  - Les communes de Lempdes et Pont-du-Château ont délégué la compétence au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand (SIAREC).

Clermont Auvergne Métropole dispose d'un marché à bons de commandes pour réaliser les contrôles d'assainissement autonome d'une durée de 2 ans reconductible 1 fois (pour 2 ans). Suite à la consultation réalisée par la Métropole, le marché a été confié à l'entreprise Suez.

Le recensement des installations est affiné au fur et à mesure des contrôles et des créations. Pour 2024, on dénombre sur l'ensemble du territoire **1 132 installations** d'Assainissement Non Collectif (ANC), leur répartition est présentée sur la carte page 31. A noter que l'inventaire de ces installations est affiné d'année en année suite aux différents contrôles, mises en conformité...

#### ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE (D301.0)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – qui n'est pas desservie par un réseau d'assainissement collectif.

Le nombre d'habitants effectivement desservis par les installations d'assainissement non collectif n'est pas connu. Toutefois, un ratio national indique qu'une installation dessert en moyenne 2,3 habitants. Ainsi, il est possible d'estimer à **2 604** le nombre d'habitants desservis par une installation d'assainissement non collectif.

### LE SPANC, SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de l'article L2224-8 du Code général des collectivités territoriales, les communes doivent assurer la gestion du service public d'assainissement non collectif (SPANC), appelé également assainissement autonome ou individuel.

Ce service a pour vocation de pourvoir au contrôle de tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés à un réseau public d'assainissement. Les eaux usées comprennent les eaux ménagères ou grises (lessive, cuisine, salle de bains....) et les eaux vannes (WC).

Ce contrôle technique, qui fait l'objet de redevance, comprend :

- Pour les installations neuves ou réhabilitées : la validation de la conception de l'ouvrage, le contrôle de sa bonne réalisation et sa conformité,
- Dans le cadre d'une vente ou du contrôle réglementaire (périodicité tous les 10 ans) pour les installations existantes : un diagnostic technique sur l'installation.

Outre le fait que les missions de contrôles du SPANC sont réglementaires et obligatoires, l'assainissement a pour objectif de protéger la santé des individus et de sauvegarder la qualité du milieu naturel, grâce à une épuration des eaux usées avant leur retour au milieu naturel.

A cette mission de contrôle des installations, compétence obligatoire des SPANC, peuvent s'ajouter des compétences facultatives : réalisation d'installations nouvelles, réhabilitation d'installations existantes, entretien d'installations existantes, traitement des matières de vidanges.

#### Assainissement non collectif, le rôle des usagers :

- Le propriétaire a la responsabilité du financement, de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution de l'ouvrage.
- L'occupant doit s'assurer du bon entretien des installations : vidange, entretien des installations électromécaniques le cas échéant... La fréquence habituelle de vidange est de 4 ans pour une fosse toutes eaux, mais cette fréquence doit être adaptée en fonction des caractéristiques de l'installation, du nombre d'occupants... Il convient de s'adresser à une entreprise de vidange qui fournira un bordereau précisant le lieu de dépôtage des matières de vidange.
- Une installation fonctionne grâce à l'activité de bactéries, les produits et les effluents déversés doivent donc être biodégradables. Les déversements de produits toxiques tels que la peinture, les solvants, les huiles, l'éther, les médicaments sont interdits ; les rejets de produits d'entretien de la maison (javel, détergents...) correspondant à une utilisation habituelle ne perturbent en principe pas le fonctionnement des installations, mais sont à limiter.

Une installation bien entretenue garantit un bon fonctionnement et l'absence de pollutions du milieu naturel.

## INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (D302.0)

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous.

	Nombre de points attribuables
<b>A - ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES POUR L'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU SERVICE</b>	<b>100 points</b>
Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	20 points
Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	20 points
Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 10 ans	30 points
Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	30 points
<b>B - ÉLÉMENTS FACULTATIFS POUR L'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU SERVICE</b> Le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100.	<b>40 points</b>
Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	10 points
Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	20 points
Le service assure le traitement des matières de vidange	10 points
<b>TOTAL (indicateur D302.0)</b>	<b>140 points</b>

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif du service pour l'année 2024 est de **80 points sur 140 possibles**, comme en 2023.

Le règlement de service assainissement non collectif est applicable depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2021.

Concernant la délimitation des zones d'assainissement non collectif, certaines communes en avaient défini (Saint-Genès-Champanelle, Pérignat-lès-Sarliève, Orcines...), cependant le nombre de points ne peut être attribué à l'échelle de Clermont Auvergne Métropole, même si les Plans Locaux d'Urbanisme communaux et documents d'urbanisme en tenant lieu continuent de s'appliquer jusqu'à approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, et que le zonage d'assainissement (collectif et non collectif) sur l'ensemble de la Métropole est en cours de mise à jour pour mise à l'enquête publique concomitamment à celle du PLUi et être annexé à ce dernier.

## TARIFICATION ET RECETTES DU SERVICE

### MODALITÉS DE TARIFICATION

Comme pour l'assainissement collectif, le service public de l'assainissement non collectif (SPANC) fait l'objet de redevances qui en assurent ainsi l'équilibre financier.

Les propriétaires disposant d'une installation d'Assainissement Non Collectif ne sont pas soumis aux redevances pour l'assainissement collectif perçues auprès des usagers raccordés aux réseaux de collecte.

Ils contribuent au financement du SPANC pour service rendu par une redevance assainissement non collectif pour le contrôle et/ou la vérification de la conception et de l'exécution des installations. Ces prestations sont facturées au propriétaire.

Les tarifs applicables approuvés par le Conseil Métropolitain le 30 mars 2018 sont les suivants :

Mission	Descriptif de la mission	Prix unitaire (en € TTC)
1	Contrôle réglementaire (tous les 10 ans)	100
2	Contrôle de conception des ouvrages d'assainissement autonomes neufs et réhabilités	200
	Contrôle de bonne exécution des ouvrages d'assainissement autonomes neufs / réhabilités	100
3	Contrôle des assainissements autonomes dans le cadre d'une vente	120
4	Contre-visite en cas de non conformité	50

## RECETTES

En 2024, le montant des redevances perçues pour le contrôle de l'assainissement non collectif s'élève à **5841,70 €**.

## INDICATEURS DE PERFORMANCE

### TAUX DE CONFORMITÉ DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (P301.3)

Cet indicateur a pour vocation d'évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre :

- d'une part le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service depuis la création du service jusqu'au 31/12/2024 et le nombre d'installations existantes ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement ;
- d'autre part le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service jusqu'au 31/12/2024.

Cet indice ne doit être calculé que si l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est au moins égal à 100. Clermont Auvergne Métropole ne totalise que 80 points. Il est toutefois possible de calculer le taux de conformité 2024 : **38,9 %** (contre 42,6 % en 2023).

# 7/ TARIFICATION DE L'EAU ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

## LA FACTURE D'EAU

### QUE CONTIENT LA FACTURE D'EAU?

En matière d'eau et d'assainissement, le Code général des collectivités territoriales dispose que les budgets des services publics à caractère industriel et commercial doivent être équilibrés en recettes et en dépenses. Il est interdit aux collectivités de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre de ces services. Par conséquent, seules les recettes provenant de l'exploitation du service permettent de financer les dépenses d'exploitation.

Ainsi, lorsque l'on paie une facture d'eau, ce n'est pas l'eau prélevée dans la ressource que l'on paie, mais le coût de l'ensemble des services rendus pour bénéficier d'une eau potable, à domicile, toute l'année et sans interruption et, dans la majorité des cas, de la dépollution des eaux usées. Il est donc plus juste de parler du « prix des services de l'eau et de l'assainissement ».

La facture d'eau comporte trois rubriques avec pour chacune une ligne par destinataire des sommes perçues (part métropolitaine, part de l'opérateur, part syndicale, Agence de l'eau) :

TEST DCE - BD BERTHELOT 63000 CLERMONT-FERRAND

Réf. facture : 2025-EA-00-113999000003

COMPTEUR	ANCIEN INDEX	NOUVEL INDEX	CONSUMMATION	COMMENTAIRE		
111111	120 (manuelle le 31/12/2024)	0 (manuelle le 01/01/2025)	0 m³			
111111	0 (manuelle le 01/01/2025)	120 (manuelle le 31/12/2025)	120 m³			
				Total conso : 120 m³		

FACTURE DÉTAILLÉE

	Période facturée	Quantité	Prix unitaire HT	Montant HT	Taux TVA	Montant TTC
Distribution de l'eau 1				212,31 €		223,99 €
Abonnement	01/01/2025-31/12/2025	365 J	26,00 €	26,00 €	5,50 %	27,43 €
Consommation d'eau	01/01/2025-31/12/2025	120 m3	1,5526 €	186,31 €	5,50 %	196,56 €
Collecte et Traitement des eaux usées 2				212,98 €		234,28 €
Collecte et Traitement des eaux usées	01/01/2025-31/12/2025	120 m3	1,7748 €	212,98 €	10,00 %	234,28 €
Organismes Publics 3				56,99 €		60,58 €
Redevance sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	01/01/2025-31/12/2025	120 m3	0,0409 €	4,91 €	5,50 %	5,18 €
Redevance sur consommation d'eau potable (Agence de l'Eau)	01/01/2025-31/12/2025	120 M3	0,3300 €	39,60 €	5,50 %	41,78 €
Redevance Performance réseau eau potable (Agence de l'Eau)	01/01/2025-31/12/2025	120 M3	0,0200 €	2,40 €	5,50 %	2,53 €
Redevance Performance système assainissement (Agence de l'Eau)	01/01/2025-31/12/2025	120 M3	0,0840 €	10,08 €	10,00 %	11,09 €
				482,28 €		518,85 €

€ Prix du m³ TTC hors abonnement : 4,10 € (soit 0,00410 € / L)

Montant facturé482,28 €518,85 €

Accès aux données de Qualité de l'eau potable : https://www.clermontmetropole.eu/preserver-recycler/cycle-de-leau/informations-generales/eau-potable/qualite-de-leau-potable/

Titre exécutoire :  
En application de l'article L.252 A du livre des procédures fiscales, pris, émis et rendu exécutoire par l'ordonnateur de la collectivité ou de l'établissement public désigné dans le présent acte conformément à l'article R.2342-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Montant TTCDATE LIMITE DE PAIEMENT AU03/02/2025518,85 €

Vole de recours amiable :  
En cas de litige, vous avez la possibilité de saisir la Médiation de l'Eau : www.mediation-eau.fr  
Autre voie de recours : dans le délai de deux mois suivant la notification du présent acte (article L1617-5 du code général des collectivités territoriales) vous pouvez contester la somme mentionnée au recto en saisissant directement le tribunal judiciaire ou le tribunal administratif compétent selon la nature de la créance. Si vous souhaitez être assisté d'un avocat et si vous remplissez les conditions fixées par la loi n°01 - 047 du 10 juillet 1991, vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle. Vous devez en formuler la demande auprès du tribunal de grande instance.  
N° SIRET: 24630070100298  
TVA EAU : FR B3 246 300 701 - TVA ASST : FR 56 246 300 701 (TVA acquittée sur les débits)

Détail de la TVA

	HT	TVA	TTC
TVA 5,5%	259,22	14,26	
TVA 10,0%	223,06	22,31	
Total	482,28	36,57	518,85

## 1/ LA DISTRIBUTION DE L'EAU

Ce poste correspond à toutes les opérations nécessaires pour obtenir de l'eau au robinet : prélever l'eau dans la ressource, la traiter pour la rendre potable, la stocker, la contrôler tout au long de son parcours et l'acheminer jusqu'au domicile. Cette rubrique comprend généralement :

- **L'abonnement** : couvre les charges fixes (charges de construction, d'amortissement et d'entretien du réseau de distribution d'eau potable, location et entretien du compteur) ;
- **La consommation** : une part variable calculée en fonction du volume d'eau réellement consommé pendant la période de facturation. Le cas échéant, la facture précise s'il s'agit d'une estimation.

## 2/ COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES (LORSQUE L'ABONNÉ EST RELIÉ À UN RÉSEAU DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES COLLECTIF)

Après avoir été utilisée, l'eau est évacuée hors des habitations. Elle est ensuite collectée et traitée en station d'épuration avant son retour dans le milieu naturel. Le coût correspond donc aux services pour collecter, transporter et nettoyer les eaux usées et entretenir le réseau d'assainissement des eaux usées.

Cette rubrique comprend :

- **L'abonnement** : couvre les charges fixes (charges de construction, d'amortissement et d'entretien du réseau d'évacuation des eaux usées) ; il n'y a pas toujours d'abonnement en assainissement ;
- **Une part variable** calculée en fonction du nombre de m<sup>3</sup> d'eaux usées évacuées du domicile de l'abonné (équivalent au volume d'eau potable consommé).

## 3/ ORGANISMES PUBLICS

Cette rubrique regroupe les sommes perçues par des organismes publics ayant en charge de gérer l'eau et notamment les Agences de l'eau. Les montants sont calculés en fonction du volume d'eau consommé.

Ces redevances sont perçues par les Agences de l'Eau, l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour ce qui concerne la Métropole. Elles permettent les actions de l'Agence de l'Eau en vue de restaurer la qualité de l'eau sous forme d'aides pour mettre aux normes les stations d'épuration, fiabiliser les réseaux d'assainissement, protéger les captages d'eau potable, améliorer le fonctionnement naturel des rivières... L'annexe 8 du présent rapport précise le fonctionnement de ces redevances et les actions de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne. La Métropole perçoit ainsi des subventions dans divers domaines, notamment pour la mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement (travaux sur les collecteurs, construction des bassins de stockage-restitution...), mais aussi pour les études pour la mise en place des périmètres de protection des captages et la réalisation du schéma directeur eau potable.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, une réforme est entrée en vigueur :

- suppression des redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte
- création de la redevance pour consommation d'eau potable
- création des deux redevances pour la performance des réseaux d'eau potable d'une part et des systèmes d'assainissement collectif d'autre part.

Ainsi, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, cette rubrique comporte les redevances suivantes :

- **La redevance « prélèvement » (préservation des ressources en eau),**
- **La redevance « consommation eau potable »,**
- **La redevance « performance des réseaux d'eau potable »,**
- **La redevance « performance des réseaux d'assainissement ».**

Remarque concernant la redevance « Prélèvement » :

- Cette redevance doit figurer réglementairement dans le paragraphe « Distribution de l'eau ». Par souci de simplification et de lisibilité pour l'abonné, certains services d'eau, dont la Direction du Cycle de l'Eau de la Métropole, ont fait le choix de l'inscrire dans la rubrique « Organismes Publics ».
- **TVA** : elle est fixée à 5,5 % sur la partie « eau potable » (considérée produit de 1<sup>ère</sup> nécessité) et à 10 % sur la partie « eaux usées ».

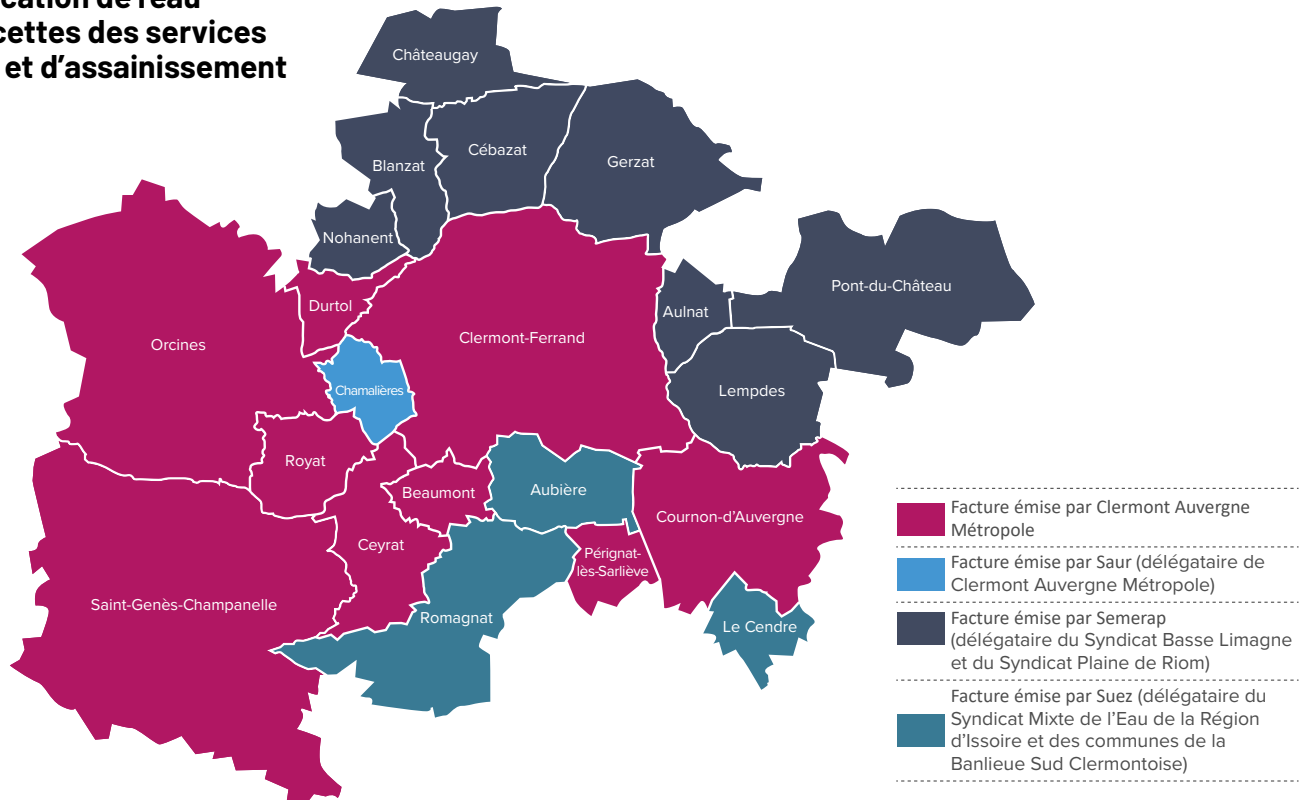
**Un exemple de facture et une explication sur les redevances vous sont présentés en annexe 6.**

## MODALITÉS DE FACTURATION

En 2024, Clermont Auvergne Métropole a assuré la facturation de l'eau sur 9 communes pour lesquelles elle exerce la compétence eau potable en régie. La facturation a lieu selon les cas 1 ou 2 fois par an.

Des conventions ont été passées avec les délégataires des syndicats dédiés pour la facturation des autres communes (voir carte ci-dessous).

### Tarification de l'eau et recettes des services d'eau et d'assainissement



## LES TARIFS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Le Conseil métropolitain vote les tarifs applicables, pour les seuls tarifs eau et / ou assainissement relevant de sa compétence. Sur les communes pour lesquelles les compétences eau et / ou assainissement sont gérées par des syndicats dédiés, ces derniers décident des tarifs leur revenant.

Si ces compétences sont gérées en délégation de service public (pour le compte de la Métropole ou d'un syndicat dédié), s'ajoute une part pour le délégataire.

**Par délibération du Conseil Métropolitain du 13 décembre 2024, de nouvelles redevances eau et assainissement applicables au 1er janvier 2025, en cours d'harmonisation depuis 2023, ont été votées, avec un triple objectif :**

- faire évoluer les services publics d'eau et d'assainissement, avec de nombreux investissements,
- faire face aux augmentations de l'inflation de ces dernières années,
- respecter le principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public.

Ces éléments sont détaillés dans la délibération présentée en annexe 5.

Les tableaux et les cartes ci-après présentent le prix de l'eau pour chaque commune, avec d'une part les tarifs applicables (à l'année pour les parts fixes ou au m<sup>3</sup> pour les parts variables), et d'autre part le prix total de la facture et le prix moyen au m<sup>3</sup> pour une facture de 120 m<sup>3</sup> / an (« consommation de référence » définie par l'INSEE). Conformément à la réglementation, ces tarifs sont présentés au 1<sup>er</sup> janvier 2024 et au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

	AUBIÈRE		AULNAT		BEAUMONT		BLANZAT		CÉBAZAT		CETRAI		CHAMPAIGNÈRES	
DISTRIBUTION DE L'EAU	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025
ABONNEMENT MÉTROPOLITAIN (EN € HT / AN)					22,900	25,000					19,600	23,000		
ABONNEMENT SYNDICAL (EN € HT / AN)	11,680	23,680	17,500	17,500			17,500	17,500	17,500	17,500				
ABONNEMENT DÉLÉGATAIRE (EN € HT / AN)	47,550	44,680	33,000	33,000			33,000	33,000	33,000	33,000			29,570	28,420
PART EAU MÉTROPOLITAINE (EN € HT / M³)					1,500	1,553					1,500	1,553	0,641	0,635
PART EAU SYNDICALE (EN € HT / M³)	0,450	0,464	0,830	0,827			0,830	0,827	0,830	0,827				
PART EAU DÉLÉGATAIRE (EN € HT / M³)	0,999	1,041	0,750	0,750			0,750	0,750	0,750	0,750			0,918	0,882
DIVERS (EN € HT / M³)														
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025
ABONNEMENT MÉTROPOLITAIN (EN € HT / AN)														
ABONNEMENT DÉLÉGATAIRE (EN € HT / AN)													9,890	9,930
ABONNEMENT DU SYNDICAT (EN € HT / AN)														
COLLECTE EAUX USÉES MÉTROPOLITAINE (EN € HT / M³)	1,625	1,759	1,621	1,757	1,679	1,786	1,703	1,798	1,638	1,765	1,673	1,783	1,208	1,393
COLLECTE EAUX USÉES DÉLÉGATAIRE (EN € HT / M³)													0,314	0,315
CONSUMMATION PART SYNDICALE (EN € HT / M³)														
TAXES D'ENVIRONNEMENT (REDEVANCES)	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025
PRÉSERVATION RESSOURCES EN EAU (EN € HT / M³)	0,054	0,052	0,051	0,052	0,042	0,041	0,051	0,052	0,051	0,052	0,042	0,041	0,038	0,038
REDEVANCE CONSOMMATION EAU POTABLE (EN € HT / M³)		0,330		0,330		0,330		0,330		0,330		0,330		0,330
POLLUTION DOMESTIQUE (EN € HT / M³)	0,230		0,230		0,230		0,230		0,230		0,230		0,230	
MODERNISATION RÉSEAUX DE COLLECTE (EN € HT / M³)	0,160		0,160		0,160		0,160		0,160		0,160		0,160	
REDEVANCE PERFORMANCE RÉSEAUX D'EAU POTABLE (EN € HT / M³)		0,020		0,020		0,020		0,020		0,020		0,020		0,020
REDEVANCE PERFORMANCE RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT (EN € HT / M³)		0,084		0,084		0,084		0,084		0,084		0,084		0,084
TOTAL EN € HT 120 M³ POUR 1 AN	481,390	518,144	487,540	508,845	456,220	482,584	497,380	513,813	489,580	509,865	452,200	480,212	460,492	482,074
MONTANT TVA À 5,5 %	14,695	16,336	15,060	15,839	12,955	14,202	15,060	15,839	15,060	15,839	12,773	14,092	13,682	14,136
MONTANT TVA À 10 %	21,420	22,112	21,372	22,087	22,068	22,436	22,356	22,584	21,576	22,189	21,996	22,399	21,173	22,505
TOTAL € TTC (POUR UNE FACTURE DE 120 M³ POUR 1 AN)	517,51	556,59	523,97	546,77	491,24	519,22	534,80	552,24	526,22	547,89	486,97	516,70	495,35	518,72
PRIX TTC / M³ (POUR UNE FACTURE DE 120 M³ POUR 1 AN)	4,31	4,64	4,37	4,56	4,09	4,33	4,46	4,60	4,39	4,57	4,06	4,31	4,13	4,32

1,537

Les chiffres surlignés en rose indiquent les tarifs relevant de Clermont Auvergne Métropole

	CHÂTEAUGAY		CLERMONT-FERRAND		COURNON-D'AUVERGNE		DURTOL		GERZAT		LE CENDRE		LEMPDES	
DISTRIBUTION DE L'EAU	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025
ABONNEMENT MÉTROPOLITAIN (EN € HT / AN)			25,200	26,000	23,400	25,000	19,600	23,000						
ABONNEMENT SYNDICAL (EN € HT / AN)	40,000	40,000							17,500	17,500	11,680	23,680	17,500	17,500
ABONNEMENT DÉLÉGATAIRE (EN € HT / AN)	34,550	34,550							33,000	33,000	47,550	44,680	33,000	33,000
PART EAU MÉTROPOLITAINE (EN € HT / M³)			1,500	1,553	1,500	1,553	1,500	1,553						
PART EAU SYNDICALE (EN € HT / M³)	0,863	0,863							0,830	0,827	0,450	0,464	0,830	0,827
PART EAU DÉLÉGATAIRE (EN € HT / M³)	0,866	0,866							0,750	0,750	1,000	1,041	0,750	0,750
DIVERS (EN € HT / M³)														
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025
ABONNEMENT MÉTROPOLITAIN (EN € HT / AN)														
ABONNEMENT DÉLÉGATAIRE (EN € HT / AN)													25,190	25,190
ABONNEMENT DU SYNDICAT (EN € HT / AN)													12,000	14,000
COLLECTE EAUX USÉES MÉTROPOLITAINE (EN € HT / M³)	1,704	1,798	1,658	1,775	1,704	1,798	1,653	1,773	1,647	1,770	1,692	1,759		
COLLECTE EAUX USÉES DÉLÉGATAIRE (EN € HT / M³)													0,811	0,828
CONSUMMATION PART SYNDICALE (EN € HT / M³)													0,700	0,750
TAXES D'ENVIRONNEMENT (REDEVANCES)	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025
PRÉSERVATION RESSOURCES EN EAU (EN € HT / M³)	0,052	0,052	0,042	0,041	0,042	0,041	0,042	0,041	0,052	0,052	0,059	0,052	0,052	0,052
REDEVANCE CONSOMMATION EAU POTABLE (EN € HT / M³)		0,330		0,330		0,330		0,330		0,330		0,330		0,330
POLLUTION DOMESTIQUE (EN € HT / M³)	0,230		0,230		0,230		0,230		0,230		0,230		0,230	
MODERNISATION RÉSEAUX DE COLLECTE (EN € HT / M³)	0,160		0,160		0,160		0,160		0,160		0,160		0,160	
REDEVANCE PERFORMANCE RÉSEAUX D'EAU POTABLE (EN € HT / M³)		0,020		0,020		0,020		0,020		0,020		0,020		0,020
REDEVANCE PERFORMANCE RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT (EN € HT / M³)		0,084		0,084		0,084		0,084		0,084		0,084		0,084
TOTAL EN € HT 120 M³ POUR 1 AN	539,478	556,086	455,952	482,276	459,756	484,084	449,848	479,024	490,749	510,393	490,198	518,144	511,618	526,579
MONTANT TVA À 5,5 %	17,372	18,164	13,082	14,257	12,983	14,202	12,774	14,092	15,066	15,839	14,735	16,336	15,066	15,839
MONTANT TVA À 10 %	22,363	22,584	21,810	22,306	22,370	22,586	21,760	22,280	21,682	22,242	22,229	22,112	23,768	23,861
TOTAL € TTC (POUR UNE FACTURE DE 120 M³ POUR 1 AN)	579,21	596,83	490,84	518,84	495,11	520,87	484,38	515,40	527,50	548,47	527,16	556,59	550,45	566,28
PRIX TTC / M³ (POUR UNE FACTURE DE 120 M³ POUR 1 AN)	4,83	4,97	4,09	4,32	4,13	4,34	4,04	4,29	4,40	4,57	4,39	4,64	4,59	4,72

1,537

Les chiffres surlignés en rose indiquent les tarifs relevant de Clermont Auvergne Métropole

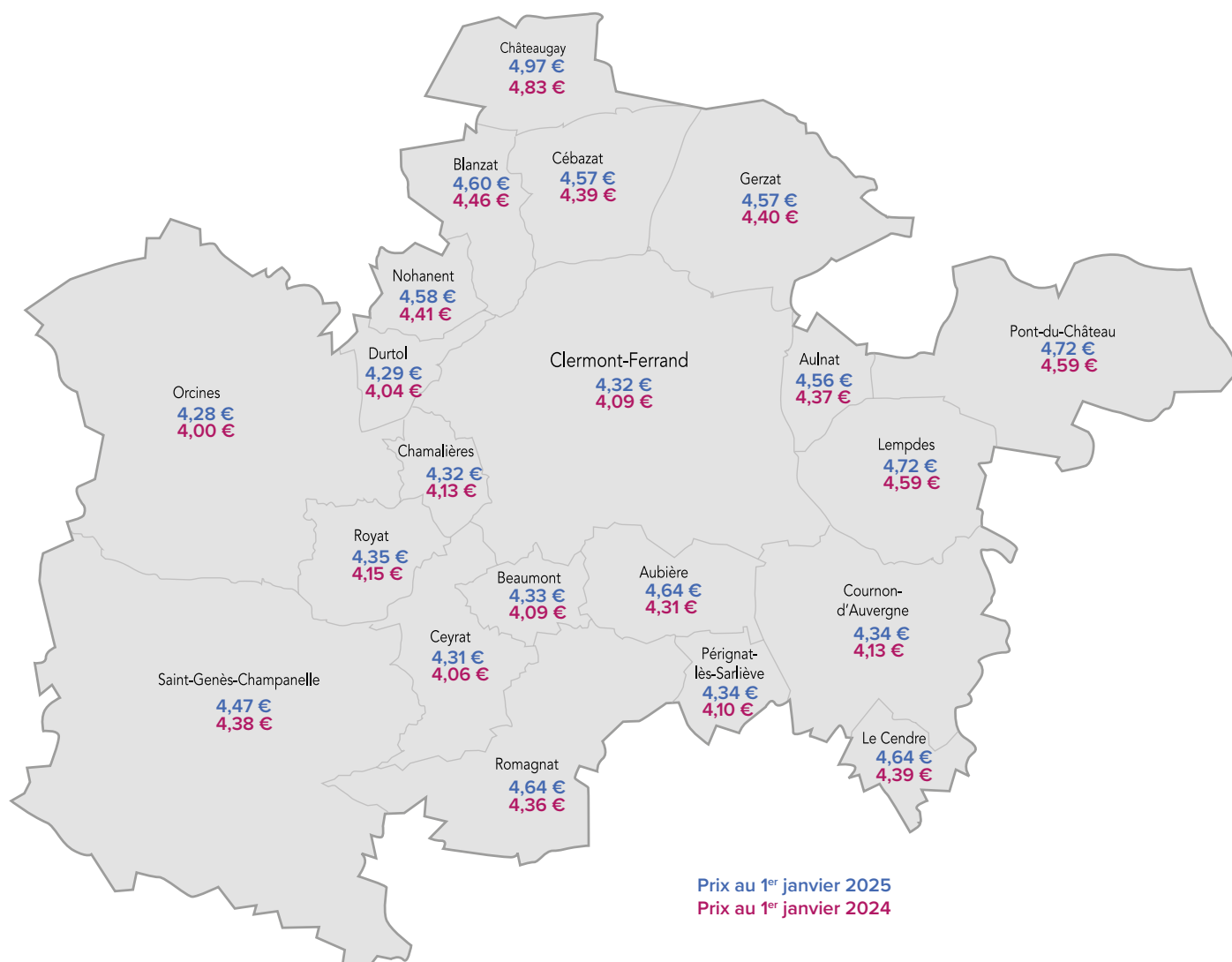
	NOHANENT		ORCINES		PÉRIGNAT-LÈS-SARLIÈVE		PONT-DU-CHÂTEAU		ROMAGNAT		RUTAT		SAINT-GENÈS-CHAMPAGNELLE	
DISTRIBUTION DE L'EAU	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025
ABONNEMENT MÉTROPOLITAIN (EN € HT / AN)			16,400	22,000	24,100	26,000					32,700	30,000	24,500	26,000
ABONNEMENT SYNDICAL (EN € HT / AN)	17,500	17,500					17,500	17,500	11,680	23,680				
ABONNEMENT DÉLÉGATAIRE (EN € HT / AN)	33,000	33,000					33,000	33,000	47,550	44,680				
PART EAU MÉTROPOLITAINE (EN € HT / M³)			1,500	1,553	1,500	1,553					1,500	1,553	1,500	1,553
PART EAU SYNDICALE (EN € HT / M³)	0,830	0,827					0,830	0,827	0,450	0,464				
PART EAU DÉLÉGATAIRE (EN € HT / M³)	0,750	0,750					0,750	0,750	1,000	1,041				
DIVERS (EN € HT / M³)														
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025
ABONNEMENT MÉTROPOLITAIN (EN € HT / AN)													26,000	13,000
ABONNEMENT DÉLÉGATAIRE (EN € HT / AN)							25,190	25,190						
ABONNEMENT DU SYNDICAT (EN € HT / AN)							12,000	14,000						
COLLECTE EAUX USÉES MÉTROPOLITAINE (EN € HT / M³)	1,657	1,775	1,646	1,769	1,683	1,788			1,663	1,759	1,650	1,771	1,709	1,800
COLLECTE EAUX USÉES DÉLÉGATAIRE (EN € HT / M³)							0,811	0,828						
CONSUMMATION PART SYNDICALE (EN € HT / M³)							0,700	0,750						
TAXES D'ENVIRONNEMENT (REDEVANCES)	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025	Tarifs 2024	Tarifs 2025
PRÉSERVATION RESSOURCES EN EAU (EN € HT / M³)	0,052	0,052	0,042	0,041	0,042	0,041	0,052	0,052	0,593	0,052	0,042	0,041	0,042	0,041
REDEVANCE CONSOMMATION EAU POTABLE (EN € HT / M³)		0,330		0,330		0,330		0,330		0,330		0,330		0,330
POLLUTION DOMESTIQUE (EN € HT / M³)	0,230		0,230		0,230		0,230		0,230		0,230		0,230	
MODERNISATION RÉSEAUX DE COLLECTE (EN € HT / M³)	0,160		0,160		0,150		0,160		0,160		0,160		0,160	
REDEVANCE PERFORMANCE RÉSEAUX D'EAU POTABLE (EN € HT / M³)		0,020		0,020		0,020		0,020		0,020		0,020		0,020
REDEVANCE PERFORMANCE RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT (EN € HT / M³)		0,084		0,084		0,084		0,084		0,084		0,084		0,084
TOTAL EN € HT 120 M³ POUR 1 AN	492,021	511,029	445,772	477,592	456,700	483,800	511,618	526,579	486,706	518,144	462,564	485,844	487,384	498,348
MONTANT TVA À 5,5 %	15,066	15,839	12,598	14,037	13,021	14,257	15,066	15,839	14,735	16,336	13,494	14,477	13,043	14,257
MONTANT TVA À 10 %	21,809	22,306	21,672	22,237	21,995	22,458	23,768	23,861	21,880	22,112	21,722	22,262	25,024	23,913
TOTAL € TTC (POUR UNE FACTURE DE 120 M³ POUR 1 AN)	528,90	549,17	480,04	513,87	491,72	520,52	550,45	566,28	523,32	556,59	497,78	522,58	525,45	536,52
PRIX TTC / M³ (POUR UNE FACTURE DE 120 M³ POUR 1 AN)	4,41	4,58	4,00	4,28	4,10	4,34	4,59	4,72	4,36	4,64	4,15	4,35	4,38	4,47

1,537

Les chiffres surlignés en rose indiquent les tarifs relevant de Clermont Auvergne Métropole

## PRIX DE L'EAU SUR LA MÉTROPOLE

Prix moyen en € / m<sup>3</sup> TTC calculé sur la base d'une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup> (eau et assainissement)



### Remarques :

- Le Laboratoire de contrôle des eaux de la Direction du Cycle de l'eau (DCE) réalise pour le compte de la Métropole l'autosurveillance de la qualité de l'eau potable produite et distribuée en régie (prélèvements et analyses) et l'analyse de la qualité des rivières. Par ailleurs, il réalise pour le compte de services intercommunaux, communaux, de particuliers ou de privés des analyses particulières sur les légionelles, la bactériologie ou la potabilité. La grille de tarifs afférents a été actualisée au 1<sup>er</sup> août 2021 et adoptée en Conseil Métropolitain le 2 juillet 2021. Les tarifs sont disponibles sur simple demande et sur le site Internet [www.clermontmetropole.eu](http://www.clermontmetropole.eu).

- L'Assainissement Non Collectif fait l'objet de tarifs spécifiques : voir chapitre Service Public de l'Assainissement Non Collectif / tarification et recettes.

**4,17 € / m<sup>3</sup> c'est le prix moyen de l'eau sur la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2024**  
(secteurs régie + DSP)

**4,52 €/m<sup>3</sup> : c'est le prix moyen de l'eau en France au 1<sup>er</sup> janvier 2021**  
(source : <https://www.eaufrance.fr/le-prix-de-leau>).

## RECETTES

### BUDGET ANNEXE EAU

Les recettes réelles de fonctionnement 2024 se chiffrent à **28,4 M €**.

Les produits des services (chapitre 70) constituent la quasi-intégralité des recettes réelles de fonctionnement avec un montant estimé à 25 198 300 €, dont :

- 16 000 000 € de ventes d'eau et 1 450 000 € de locations de compteurs, prenant en compte l'évolution de la redevance eau potable (redevance harmonisée sur les 9 communes gérées en régie) et de la grille des abonnements dont la convergence sera effective en 2026 ainsi que la diminution du volume assiette (- 2 %, moyenne des diminutions constatées sur les 5 dernières années)
- 4 550 000 € de redevances prélevées sur les abonnés et reversées à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne. Il s'agit de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau pour 0,5 M€, à laquelle s'ajoutent les nouvelles redevances sur la consommation d'eau potable et pour la performance des réseaux d'eau potable évaluées à respectivement 3,8 M€ et 0,25 M€.
- 630 000 € de refacturation des frais de construction de branchements aux particuliers ou entreprises (qui s'équilibre par une dépense de fonctionnement équivalente)
- 46 200 € de prestations de services autres, notamment les analyses réalisées par le laboratoire accrédité COFRAC pour le compte de collectivités, particuliers ou entreprises,

- 2 456 600 € de mise à disposition de personnel correspondant au remboursement par le budget annexe Régie autonome de l'assainissement d'une partie du salaire des agents payés intégralement par le budget annexe Régie autonome de l'eau potable mais à temps partagé entre les deux activités,
- 15 000 € refacturés au budget principal au titre des analyses effectuées en rivière,
- 11 500 € au titre de la mutualisation descendante sur l'entretien des fontaines de la Ville de Clermont-Ferrand, et 34 000 € au titre de la mise à disposition du laboratoire d'analyses à la Ville et au CCAS de Clermont-Ferrand.

S'agissant des autres postes de recettes, sont prévus :

- 12 300 € au chapitre 013 « Atténuations de charges » au titre des remboursements sur rémunération de personnel,
- 30 100 € au chapitre 75 « Autres produits de gestion courante », correspondant à la redevance pour frais de contrôle de la DSP pour la commune de Chamalières (5 000 €) et aux redevances d'occupation de l'antenne relais (25 000 €),
- 5 105 € au chapitre 77 « Produits exceptionnels » correspondant au produit de cession de véhicule.

Le résultat de fonctionnement reporté repris par anticipation s'élève à la somme de 3 111 241,68 € (compte 002), après affectation à la section d'investissement de 1 533 548,77 € pour couvrir le besoin de financement de cette section (compte 1068) et de 4 345,01 € pour comptabiliser les plus-values sur cessions d'immobilisations constatées en 2022 et 2023 (compte 1064).

**L'ensemble des recettes et dépenses de fonctionnement sont présentées en annexe.**

## BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Les recettes réelles de fonctionnement 2024 se chiffrent à **29,5 M€**.

Les produits des services (chapitre 70) constituent la quasi-intégralité des recettes réelles de fonctionnement avec un montant estimé à 27 010 000 € dont :

- 21 900 000 € de redevance d'assainissement collectif prenant en compte l'évolution des redevances assainissement dont la convergence sera effective en 2026 et la diminution du volume assiette (- 1,3 %, moyenne des diminutions constatées sur les 5 dernières années),
- 960 000 € au titre de la nouvelle redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif, prélevée sur les abonnés pour être reversée à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et basée sur une hypothèse de 11,5 millions de m<sup>3</sup> à 0,084 € (soit + 960 K€ par rapport à l'exercice 2024),
- 550 000 € de refacturation de frais de construction de branchements, en remboursement des travaux de branchements réalisés pour le compte de particuliers, d'entreprises ou d'aménageurs,
- 700 000 € de participations pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC - participation de financement harmonisée sur l'ensemble des communes pour lesquelles la Métropole a compétence en direct et liée aux nouvelles constructions ou rénovations),
- 2 040 000 € de contribution du Budget principal au titre des eaux pluviales,
- 440 000 € de prestations de services autres, avec notamment :
  - la refacturation de la redevance transport et traitement des eaux usées à la Commune de Sayat et au Biopôle dont les abonnés sont raccordés à la station des 3 rivières (220 000 €),

- la facturation des contrôles de conformité du raccordement à l'assainissement collectif obligatoires en cas de vente (200 000 €),
- la refacturation des contrôles de conformité de l'assainissement non collectif (20 000 €).

- 420 000 € de produits d'activités annexes correspondant principalement à la facturation du traitement des produits de déversement, curage et vidange à la station d'épuration des 3 rivières.

S'agissant des autres postes de recettes, sont prévus :

- 3 450 € au chapitre 013 « Atténuations de charges » pour les remboursements sur rémunération de personnel,
- 5 200 € au chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » dont 5 000 € de redevance de frais de contrôle versée par la SAUR dans le cadre de la délégation de service public,
- 2 100 € au chapitre 77 « Produits spécifiques » », correspondant au produit de cession de véhicules réformés.

Un montant de 421 800 € est par ailleurs inscrit au compte 7681 au titre de l'annuité 2025 du fonds de soutien accordé à la Métropole à l'occasion de la renégociation de ses emprunts structurés. Pour mémoire, le versement de ce fonds de soutien est étalé sur la même durée que le versement des indemnités pour remboursement anticipé.

Enfin, le résultat antérieur de fonctionnement repris par anticipation s'élève à la somme de 2 038 334,96 € (compte 002).

**L'ensemble des recettes et dépenses de fonctionnement sont présentées en annexe.**

8/ ANNEXES

ANNEXE 1 : SYNTHÈSE DES INDICATEURS 2023 / 2024

Code indicateur	Indicateur	unité	2023	2023	2024	2024	Moyenne nationale 1 <sup>er</sup> janvier 2023 <sup>(3)</sup>	Commentaires
			Régie	Régie + DSP	Régie	Régie + DSP		
	Service public d'eau potable		9 communes	10 communes	9 communes	10 communes		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis <sup>(1)</sup>	hab	204 803	222 378	205 515	223 641		
VP.056	Nombre d'abonnés du réseau eau potable année N	nombre	44 946	48 309	45 945	49 315		
P101,1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées au titre du contrôle sanitaire (critères microbiologiques)	%	99,6 %	99,6 %	99,8 %	99,8 %	98,4 %	En 2024, seul un prélèvement sur 595 a été non conforme, mais l'analyse de contrôle était conforme, il s'agit donc probablement d'un problème lors du prélèvement
P102,1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées au titre du contrôle sanitaire (critères physico-chimiques)	%	100 %	100 %	99,8 %	99,8 %	98,5 %	En 2024, 2 prélèvements sur 1014 ont été non-conformes en raison respectivement d'un problème d'échantillon sur les nitrates et d'un dépassement du taux de nickel et plomb.
VP,077	Longueur du réseau de desserte (hors branchements)	km	955	1 051	955	1 051		Valeur de longueur de réseaux stable : les quelques mètres linéaires de réseaux neufs construits sont compensés des restructurations de réseaux lors des renouvellements.
P103,2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau	nombre de points	81 sur 120	83 sur 120	87 sur 120	89 sur 120	101 sur 120	
P104,3	Rendement du réseau de distribution	%	79,6 %	81,7 %	80,2 %	82,7 %	83,4 %	Globalement, stabilité du rendement. Objectif dans les années à venir, de mettre l'accent sur les recherches de fuites et le renouvellement des conduites (cf. Schéma directeur eau potable voté en juin 2024).
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)	m³/km/jour	9,4	9,3	9,1	9,1	3,6	
P106,3	Indice linéaire des pertes en réseau (m³/km/j)	m³/km/jour	8,5	8,7	8,7	8,1	3,2	Indicateur toujours dans la catégorie MAUVAIS (voir remarque supra)
P107,2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (sur 5 ans)	%	0,8 %	0,7 %	0,9 %	0,9 %	0,66 %	Taux de renouvellement calculé sur 5 ans glissants.
P108,3	Indice d'avancement de protection de la ressource	%	76 %	69 %	72 %	69 %	78,7 %	
P151,1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	nb/1000 abonnés	1,8	2,2	4,9	4,9	2,73	
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Nb jours ouvrables	1 j	1 à 2 j	1 j	1 à 2 j		
P152,1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	%	100,0 %	98,9 %	100 %	97 %	98,2 %	
P153,2	Durée d'extinction de la dette	an	5,7	-	6,97	-	3,1	
P154,0	Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente	%	1,24 %	2,91 %	0,92 %	0,79 %	2,54 %	Taux d'impayés qui retrouve son niveau habituel sur 2024.
P155,1	Taux de réclamations eau	nb/1000 abonnés	0,4	0,4	0,3	0,4	3,48	Niveau de réclamations stable.
P109.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité (ramené au m³ facturé)	€ / m³	0,002	0,002	0,003	0,002	0,008 %	

(1) Sources : DGCL, BANATIC / Insee, RP (population totale légale en vigueur)

(2) Idem, déduction faite du nombre d'habitants estimés desservis par un assainissement non collectif

(3) Source : Eaufrance, service public d'information sur l'eau - au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Code indicateur	Indicateur	unité	2023	2023	2024	2024		
			Régie	Régie + DSP	Régie	Régie + DSP		
	<b>Service public de l'assainissement collectif</b>		<b>18 communes</b>	<b>19 communes</b>	<b>18 communes</b>	<b>19 communes</b>		
D201,0	Estimation du nombre d'habitants desservis <sup>(2)</sup>	hab	258 852	276 829	259 561	277 538		
	Nombre d'abonnés	nombre	65 690	68 835	70 133	73 281		
	Longueur du réseau d'eaux usées (eaux usées strictes et unitaire)		1 151	1 198	1 147	1 194		
P201,1	Taux de desserte par des réseaux de collecte d'eaux usées	%	99 %	99 %	99 %	99 %	94,6%	
D202,0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	nombre	-	50	-	49		
P202,2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	nombre de points	66 sur 120	65 sur 120	-	49 sur 120	65 sur 120	Poursuite comme sur l'eau potable de la collecte des données et de leur saisie sur le SIG.
P203,3	Conformité de la collecte des effluents (directive ERU)	0 = non conforme 100 % = conforme	-	0 %	-	0 %	97 %	
P204,3	Conformité des équipements d'épuration (directive ERU)	0 = non conforme 100 % = conforme	-	100 %	-	100 %	98 %	
P205,3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (directive ERU)	0 = non conforme 100 % = conforme	-	100 %	-	100 %	96%	
P254,3	Conformité des équipements d'épuration au regard des prescriptions de la police des eaux ( % de bilans conformes)	%	-	100 %	-	100 %	97,5%	
D203,0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	tonnes de matières sèches (y compris réactifs)	-	6 871	-	6 534		
P206,3	Taux de boues évacuées de façon conforme	%	-	100 %	-	100 %	98,9 %	
P251,1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	nombre / 1000 hab	-	0.04	-	0,03	0,038	
P252,2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau ("points noirs")	nombre / 100 km	3	3	3	3	4,7	
P253,2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (sur 5 ans)	%	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8%	0,53 %	Taux de renouvellement calculé sur 5 ans glissants.
P255,3	Indice de connaissance des rejets en milieu naturel par les réseaux	nombre de points	-	110 points sur 120 (agglomération d'assainissement « Clermont-Ferrand »	-	110 points sur 120 (agglomération d'assainissement « Clermont-Ferrand »	78	
P256,2	Durée d'extinction de la dette	an		11,7		12,7	4,4	
P257,0	Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente	%	0,77%	0.93 %	0,75 %	0,73 %	2,75 %	Taux d'impayés stable.
P155,1	Taux de réclamations assainissement	nb/1000 abonnés	0.17	0.2	0,26	0,26		
P207,0	Montant des abandons de créances et versement fonds de solidarité (ramené au m³ facturé)	€ / m³	ND		ND		0,007	
	<b>Service public de l'assainissement non collectif</b>							
D301,0	Evaluation du nombre d'habitants desservis	nombre	2719	<b>14 communes</b>	2 604	<b>14 communes</b>		
DC.306	Evaluation du nombre d'installations ANC	nombre	1182		1132			Nombre affiné au fur et à mesure des contrôles terrain.
D302,0	Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	nombre de points	80 sur 140		80 sur 140		101 sur 140	
P301,3	Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif	%	42,6 %		38,9 %		64 %	Les contrôles 10 ans sont finalisés et les premiers contrôles vont être renouvelés (en 2026)

(1) Sources : DGCL, BANATIC / Insee, RP (population totale légale en vigueur)

(2) Idem, déduction faite du nombre d'habitants estimés desservis par un assainissement non collectif

(3) Source : Eaufrance, service public d'information sur l'eau - au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

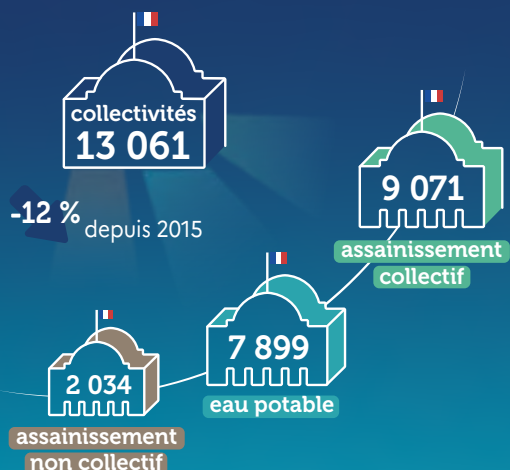
## ANNEXE 2 : OBSERVATOIRE NATIONAL DES SERVICES PUBLICS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT - PRINCIPAUX RÉSULTATS 2022

### Principaux résultats de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement en 2022



Consommation  
d'eau de référence  
**120 m<sup>3</sup>**  
par ménage

#### Collectivités organisatrices



Loi NOTRe : transfert de ces compétences



70 % des collectivités

#### Prix TTC de l'eau par m<sup>3</sup>

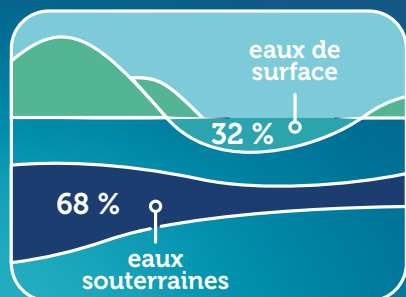


#### Facture totale annuelle

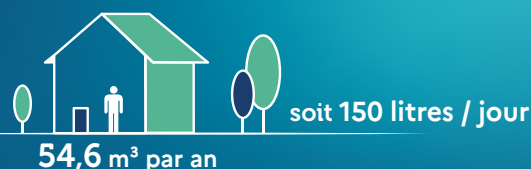


Source : Ademe, 2022

#### Origine de l'eau



#### Consommation domestique moyenne par habitant



#### Qualité de l'eau au robinet



#### Gestion patrimoniale



Réalisation : Olivier Debuf (OFB), 2024

## ANNEXE 3 : EXEMPLE DE FICHE D'INFORMATION DU PUBLIC « QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ? » - AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ AUVERGNE (ARS)



### QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ?



#### ZONE DE DISTRIBUTION : CLERMONT FERRAND RESEAU ALLIER

Conclusion sanitaire	Indicateur global de qualité
<b>2024</b> L'eau distribuée est de bonne qualité. Elle peut être consommée par tous.	<b>A</b> A : Eau de bonne qualité B : Eau de qualité convenable C : Eau de qualité insuffisante D : Eau de mauvaise qualité Indicateur 2023 : A

#### Origine et gestion de l'eau

Votre réseau est alimenté par : GALERIE DES COMBES, KUHN, LES EAUX FONTANAS et les puits de l'Allier. L'eau qui l'alimente est d'origine souterraine.

Elle fait l'objet d'un traitement.

Votre réseau alimente de façon permanente 100182 personnes sur 1 commune (CLERMONT-FERRAND). Le responsable des installations est : « CLERMONT AUVERGNE METROPOLE AEP ».

Pour plus de renseignements, veuillez contacter « CLERMONT AUVERGNE METROPOLE AEP » qui assure l'exploitation du réseau.

#### PARAMÈTRES D'INTÉRÊT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU

BACTÉRIOLOGIE	A	Très bonne qualité
Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.	Nombre de prélèvements : <b>174</b> Conformité : <b>100 %</b> Valeur maxi : <b>0 n/100 ml</b>	
NITRATES	A	Bonne qualité
Éléments provenant des pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels. Le maximum réglementaire est 50 mg/L.	Nombre de prélèvements : <b>29</b> Valeur moyenne : <b>8,82 mg/L</b> Valeur maxi : <b>14 mg/L</b>	
PESTICIDES ET MÉTABOLITES PERTINENTS	A	Très bonne qualité
Le terme "pesticides" regroupe plusieurs centaines de substances différentes. Le maximum réglementaire est 0,5 microgramme/L pour le total des pesticides analysés et 0,1 microgramme/L pour chaque substance. En-deçà de la valeur sanitaire propre à chaque pesticide, l'eau peut être consommée sans risque pour la santé.	Nombre de prélèvements : <b>7</b> Conformité : <b>100 %</b> Nombre de substances recherchées : <b>221</b> Valeur maxi : <b>0 microgramme/L</b>	
ARSENIC	A	Bonne qualité
Élément d'origine naturelle ou industrielle. Le maximum réglementaire est 10 microgramme/L.	Nombre de prélèvements : <b>7</b> Valeur moyenne : <b>3,15 microgramme/L</b> Valeur maxi : <b>5 microgramme/L</b>	

#### Quelques conseils



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire.



Signalez à votre distributeur d'eau (coordonnées sur la facture) les changements de saveur ou de couleur de l'eau distribuée.



Pour éliminer le goût de chlore, mettez l'eau dans un récipient ouvert quelques heures au frigo, sans excéder 24 heures.



En période de sécheresse, limitez autant que possible votre utilisation de l'eau du robinet pour les usages autres qu'alimentaires et d'hygiène corporelle.

#### INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

DURETÉ	Eau peu calcaire
Concentration en calcium et magnésium dans l'eau exprimée en degré français. Il n'y a pas de valeur de seuil réglementaire. Une eau douce (très peu calcaire) est susceptible de dissoudre les métaux des canalisations.	Nombre de prélèvements : <b>29</b> Valeur moyenne : <b>12,3 °f</b> Valeur maxi : <b>16,7 °f</b>

#### Pour aller plus loin



Retrouver les résultats des analyses de l'eau de votre commune sur le site Internet : [www.eaupotable.sante.gouv.fr](http://www.eaupotable.sante.gouv.fr)

Édité le 13/06/2025

UDI 063001438

L'indicateur global de qualité prend en compte les 30 paramètres / familles de paramètres faisant l'objet d'une limite de qualité. Il est égal à l'indicateur de qualité du paramètre le plus déclassant. Les résultats du contrôle des paramètres de qualité liés aux canalisations ne sont pas pris en compte, dans la mesure où ils ne sont pas représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sur la zone concernée.

## ANNEXE 4 : FICHE D'INFORMATION « NORMES RÉGLEMENTAIRES DE LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE »



# Normes réglementaires de la qualité de l'eau potable

Le Code de la Santé Publique retranscrit en droit français la directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. L'arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 précise les limites et références de qualité des eaux, dans un objectif de protection de la santé des consommateurs.

### Les limites de qualité

*Les eaux distribuées doivent impérativement être conforme aux limites de qualité microbiologiques et chimiques.*

Paramètres microbiologiques	
<i>Escherichia coli</i> (E. coli)	0/100 ml
Entérocoques intestinaux	0/100 ml

Paramètres chimiques	
Acides haloacétiques	60 µg/l
Acrylamide	0,10 µg/l
Antimoine	10 µg/l
Arsenic	10 µg/l
Benzène	1 µg/l
Benzo [a] pyrène	0,01 µg/l
Bisphénol A	2,5 mg/l
Bore	1,5 mg/l
Bromates	10 µg/l
Cadmium	5 µg/l
Chlorates	0,25 mg/l
Chlorites	0,25 mg/l
Chlorure de vinyle	0,5 µg/l
Chrome	50 µg/l (jusqu'au 31/12/2035 puis 25µg/l)
Chrome VI	6 µg/l
Cuivre	2 mg/l
Cyanures totaux	50 µg/l
1,2-dichloroéthane	3 µg/l
Epichlorhydrine	0,1 µg/l
Fluorures	1,5 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	0,1 µg/l



Qualité de l'eau du robinet

Mercure	1 µg/l
Total microcystines	1 µg/l
Nickel	20 µg/l
Nitrates	50 mg/l
Nitrites	0,5 mg/l (0,1 mg/l en sortie des installations de traitement)
Somme des substances alkylées per et polyfluorées	0,10 µg/l
Pesticides (par substance individuelle)	0,1 µg/l (Pour chaque pesticide sauf aldrine, dieldrine, heptachlore, heptachlorépoxyde : 0,03 µg/l)
Total des pesticides	0,5 µg/l
Plomb	10 µg/l (jusqu'au 31/12/2035 puis 5 µg/l)
Sélénium	20 µg/l
Tétrachloroéthylène et trichloroéthylène	10 µg/l
Total des trihalométhanes (THM)	100 µg/l
Uranium	30 µg/l

## Les références de qualité

**Les références de qualité regroupent des indicateurs de qualité témoins du fonctionnement des installations de production et de distribution d'eau et des indicateurs de radioactivité. Ces valeurs sont établies à des fins de suivi des installations et d'évaluation des risques pour la santé des personnes.**

Paramètres microbiologiques	
Bactéries coliformes	0/100 ml
Spores de micro organismes sulfito-réducteurs	0/100 ml
Germes aérobies revivifiables à 22°C et à 36°C	± 10 fois la valeur habituelle

Paramètres chimiques et organoleptiques	
Aluminium	200 µg/l
Ammonium	0,1 mg/l
Baryum	0,70 mg/l
Carbone organique total	2 mg/l
Chlore libre et total	Absence d'odeur ou de saveur désagréable
Chlorites	0,2 mg/l
Chlorures	250 mg/l
Couleur	≤ 15 mg/l de platine
Conductivité	200 ≤ x ≤ 1 100 µS/cm à 25°C
Cuivre	1 mg/l
Équilibre calcocarbonique	Les eaux doivent être à l'équilibre calcocarbonique ou légèrement incrustante
Fer	200 µg/l
Manganèse	50 µg/l
Indice permanganate	5 mg/l O <sub>2</sub>
Odeur	Acceptable
pH	6,5 ≤ x ≤ 9 unités pH
Saveur	Acceptable
Sodium	200 mg/l
Sulfates	250 mg/l
Température	25°C
Turbidité	2 NFU

Paramètres indicateurs de radioactivité	
Dose Indicative	0,1 mSv/an
Radon	100 Bq/l
Tritium	100 Bq/l



Arrivée de l'eau dans les réservoirs



Prélèvement au robinet



Analyse en laboratoire

### A noter :

De nouvelles substances vont faire l'objet d'un suivi suite à la décision de la commission européenne (classifiées comme valeurs indicatives de vigilance).

## ANNEXE 5 : DÉLIBÉRATION DU 13 DÉCEMBRE 2024 SUR LES TARIFS DES REDEVANCES EAU ET ASSAINISSEMENT



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

### CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE CONSEIL MÉTROPOLITAIN DU 13 DÉCEMBRE 2024 À 08 H15

Séance présidée par Olivier BIANCHI

Date de la convocation : 06/12/24

#### TARIFS DES REDEVANCES EAU ET ASSAINISSEMENT

##### DÉLIBÉRATION N°DEL20241213\_077

Commission principale : 5 Eau  
Rapporteur : -.

Le Conseil métropolitain de la Métropole clermontoise s'est réuni le 13 décembre 2024 à 08 H15  
avenue de l'Union Soviétique à Clermont-Ferrand.

Conseillers en  
exercice :  
84  
Conseillers  
présents :  
65  
Conseillers  
représentés :  
17  
Total votants :  
82

##### Conseiller(e)s présent(e)s :

Olivier BIANCHI, François RAGE, Louis GISCARD D'ESTAING, Christine MANDON, Henri GISSELBRECHT, Jean-Marc MORVAN, René DARTEYRE, Laurent BRUNMUROL, Christophe VIAL, Serge PICHOT, Sylvain CASILDAS, Aline FAYE, Jean-Marie VALLÉE, Christine DULAC-ROUGERIE, Odile VIGNAL, Isabelle LAVEST, Cyril CINEUX, Laurent GANET, François CARMIER, Eric GRENET, Richard BERT, Cécile AUDET, Grégory BERNARD, Marion CANALES, Blandine GALLIOT, Chantal LAVAL, Florent GUITTON, Alain FAGONT, Dominique ADENOT, Christophe BERTUCAT, Dominique BRIAT, Sondès EL HAFIDHI, Claudine KHATCHADOURIAN-TECER, Wendy LAFAYE, Pierre SABATIER, Cécile BIRARD, Bernard BARRASSON, Philippe MAITRIAS, Christine FAURE, Samir EL BAKKALI, Lucie MIZOULE, Sylvie DOMERGUE, Patrick NÉHÉMIE, Jean PICHON, Sylvie VIEIRA DI NALLO, Fabienne THOULY-VOUTE, Chantal LELIÈVRE, Hélène VEILHAN, Rémi CHABRILLAT, Vincent SOULIGNAC, Anne-Laure STANISLAS, Claire BRIEU, Jérôme AUSLENDER, Julien BONY, Cécile LAPORTE, Catherine PINET-TALLON, Maryse BOSTVIRONNOIS, Jocelyne CHALUS, Jacqueline BOLIS, Claude AUBERT, Marie DAVID, Alexis BLONDEAU, Fatima CHENNOUF-TERRASSE, Diego LANDIVAR, Marianne MAXIMI

##### Conseiller(e)s ayant donné pouvoir :

Hervé PRONONCE pouvoir à Jacqueline BOLIS  
Anne-Marie PICARD pouvoir à François CARMIER  
Flavien NEUVY pouvoir à Jocelyne CHALUS  
Nicolas BONNET pouvoir à Vincent SOULIGNAC  
Christine PEROL BEYSSI pouvoir à Claudine KHATCHADOURIAN-TECER  
Jean-Christophe CERVANTÈS pouvoir à Richard BERT  
Magali GALLAIS pouvoir à Christine FAURE  
Luc LEVI ALVARES pouvoir à Jean PICHON  
Marion BARRAUD pouvoir à Claire BRIEU  
Estelle BRUANT pouvoir à Rémi CHABRILLAT  
Thomas WEIBEL pouvoir à Anne-Laure STANISLAS  
Charles DUBREUIL pouvoir à Grégory BERNARD  
Jean-Pierre BRENAS pouvoir à Julien BONY  
Christine BIGOURET pouvoir à Cécile LAPORTE  
Julie DUVERT pouvoir à Sylvie DOMERGUE  
Fatima BISMIR pouvoir à Alexis BLONDEAU  
Stanislas RENIÉ pouvoir à Catherine PINET-TALLON

##### Conseiller(e)s excusé(e)s :

Marcel ALEDO, Nathalie CARDONA

**CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE****CONSEIL D'EXPLOITATION - EAU - ASSAINISSEMENT - GEMAPI du 27****novembre 2024****CONSEIL MÉTROPOLITAIN du 13 décembre 2024**

Direction Cycle de l'Eau / 9339

Muriel BURGUIERE

**TARIFS DES REDEVANCES EAU ET ASSAINISSEMENT**

Depuis le 1er janvier 2017, Clermont Auvergne Métropole dispose de l'ensemble des compétences liées au cycle de l'eau et notamment de l'eau potable et de l'assainissement collectif. Ces compétences sont gérées en régie pour l'eau potable sur les communes de Beaumont, Ceyrat, Clermont-Ferrand, Cournon d'Auvergne, Durtol, Orcines, Pérignat-les-Sarliève, Royat et Saint Genès Champanelle, et pour l'assainissement sur les communes d'Aubière, Aulnat, Beaumont, Blanzat, Cébazat, Ceyrat, Châteaugay, Clermont-Ferrand, Cournon d'Auvergne, Durtol, Gerzat, Le Cendre, Nohanent, Orcines, Pérignat-les-Sarliève, Romagnat, Royat et Saint Genès Champanelle.

En matière d'eau et d'assainissement, le Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les budgets des services publics à caractère industriel et commercial (SPIC) doivent être équilibrés en recettes et en dépenses. En vertu de l'article L2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est interdit aux collectivités de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre de ces services. Par conséquent, seules les recettes provenant de l'exploitation du service public permettent de financer les dépenses d'exploitation de ce service.

Ces recettes d'exploitation s'appuient sur les redevances eau et assainissement, en cours d'harmonisation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 dans un triple objectif :

- faire évoluer les services publics d'eau et d'assainissement sur les communes gérées en régie et construire un véritable service public. A ce titre, de nombreux investissements ont été engagés pour répondre aux enjeux du présent et du futur (rénovation du patrimoine – ouvrages et réseaux, réalisation du schéma directeur assainissement métropolitain, amélioration du rendement du réseau eau potable, atteinte du bon état écologique des rivières, adaptation au dérèglement climatique,...). Le programme d'investissement a été acté au conseil métropolitain du 28 juin 2024 avec la validation du schéma directeur eau potable;
- faire face aux augmentations de l'inflation de ces dernières années, du coût de l'énergie, des fournitures et des réactifs et équilibrer la section de fonctionnement des budgets annexes eau et assainissement tout en assurant un autofinancement suffisant ;
- respecter le principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public et donc parvenir à une redevance unique en eau et en assainissement pour tous les usagers des communes gérées en régie dans un délai de 4 ans maximum soit au 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;

Dans cette perspective, les parts abonnement eau et redevances eau et assainissement évolueront à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour l'ensemble des communes selon le tableau suivant :

Communes	EAU (tarifs comprenant les prestations réalisées en régie par la Métropole : production, transport, distribution et/ou investissement selon les communes)	ASSAINISSEMENT (tarifs comprenant les prestations réalisées en régie par la Métropole : traitement, transport et/ou collecte, et/ou investissement selon les communes)	
	Abonnement annuel € HT	Part consommation € HT/m <sup>3</sup>	Part consommation € HT/m <sup>3</sup>
Aubière	-	-	1,7587 € HT/m <sup>3</sup>
Aulnat	-	-	1,7566 € HT/m <sup>3</sup>
Beaumont	Abonnement diamètre 15 mm : 25 € HT Abonnement diamètre 20 mm : 34 € HT Abonnement diamètre 30 mm : 48 € HT Abonnement diamètre 40 mm : 61 € HT Abonnement diamètre 60 mm : 114 € HT Abonnement diamètre 80 mm : 182 € HT Abonnement diamètre 100 mm : 230 € HT Abonnement diamètre 150 mm : 241 € HT Abonnement diamètre 200 mm : 249 € HT Abonnement diamètre 250 mm : 390 € HT Abonnement diamètre 300 mm : 453 € HT Abonnement diamètre 400 mm : 799 € HT Abonnement diamètre 500 mm : 1058 € HT	1,5526 HT/m <sup>3</sup>	1,7857 € HT/m <sup>3</sup>
Blanzat	-	-	1,7980 € HT/m <sup>3</sup>
Cébazat	-	-	1,7651 € HT/m <sup>3</sup>
Ceyrat	Abonnement diamètre 15 mm : 23 € HT Abonnement diamètre 20 mm : 28 € HT Abonnement diamètre 30 mm : 37 € HT Abonnement diamètre 40 mm : 45 € HT Abonnement diamètre 60 mm : 102 € HT Abonnement diamètre 80 mm : 169 € HT Abonnement diamètre 100 mm : 216 € HT Abonnement diamètre 150 mm : 228 € HT Abonnement diamètre 200 mm : 236 € HT Abonnement diamètre 250 mm : 377 € HT Abonnement diamètre 300 mm : 440 € HT Abonnement diamètre 400 mm : 786 € HT Abonnement diamètre 500 mm : 1 045 € HT	1,5526 HT/m <sup>3</sup>	1,7826 € HT/m <sup>3</sup>
Chamalières	-	0,6351 € HT/m <sup>3</sup>	1,3934 € HT/m <sup>3</sup>
Chateaugay	-	-	1,7980 € HT/m <sup>3</sup>
Clermont-Ferrand	Abonnement diamètre 15 mm : 26 € HT Abonnement diamètre 20 mm : 36 € HT Abonnement diamètre 30 mm : 53 € HT Abonnement diamètre 40 mm : 69 € HT Abonnement diamètre 60 mm : 135 € HT Abonnement diamètre 80 mm : 223 € HT Abonnement diamètre 100 mm : 285 € HT Abonnement diamètre 150 mm : 301 € HT Abonnement diamètre 200 mm : 311 € HT Abonnement diamètre 250 mm : 497 € HT Abonnement diamètre 300 mm : 580 € HT Abonnement diamètre 400 mm : 1 036 € HT Abonnement diamètre 500 mm : 1 378 € HT	1,5526 HT/m <sup>3</sup>	1,7748 € HT/ m <sup>3</sup>

Cournon d'Auvergne	Abonnement diamètre 15 mm : 25 € HT Abonnement diamètre 20 mm : 38 € HT Abonnement diamètre 30 mm : 61 € HT Abonnement diamètre 40 mm : 88 € HT Abonnement diamètre 60 mm : 183 € HT Abonnement diamètre 80 mm : 311 € HT Abonnement diamètre 100 mm : 440 € HT Abonnement diamètre 150 mm : 736 € HT Abonnement diamètre 200 mm : 794 € HT Abonnement diamètre 250 mm : 935 € HT Abonnement diamètre 300 mm : 998 € HT Abonnement diamètre 400 mm : 1 344 € HT Abonnement diamètre 500 mm : 1 603 € HT	1,5526 HT/m <sup>3</sup>	1,7982 € HT/m <sup>3</sup>
Durtol	Abonnement diamètre 15 mm : 23 € HT Abonnement diamètre 20 mm : 28 € HT Abonnement diamètre 30 mm : 37 € HT Abonnement diamètre 40 mm : 45 € HT Abonnement diamètre 60 mm : 102 € HT Abonnement diamètre 80 mm : 169 € HT Abonnement diamètre 100 mm : 216 € HT Abonnement diamètre 150 mm : 228 € HT Abonnement diamètre 200 mm : 236 € HT Abonnement diamètre 250 mm : 377 € HT Abonnement diamètre 300 mm : 440 € HT Abonnement diamètre 400 mm : 786 € HT Abonnement diamètre 500 mm : 1 045 € HT	1,5526 HT/m <sup>3</sup>	1,7727 € HT/m <sup>3</sup>
Gerzat	-	-	1,7695 € HT/m <sup>3</sup>
Le Cendre	-	-	1,7923 € HT/m <sup>3</sup>
Lempdes	-	-	-
Nohanent	-	-	1,7748 € HT/m <sup>3</sup>
Orcines	Abonnement diamètre 15 mm : 22 € HT Abonnement diamètre 20 mm : 27 € HT Abonnement diamètre 30 mm : 36 € HT Abonnement diamètre 40 mm : 48 € HT Abonnement diamètre 60 mm : 102 € HT Abonnement diamètre 80 mm : 169 € HT Abonnement diamètre 100 mm : 216 € HT Abonnement diamètre 150 mm : 228 € HT Abonnement diamètre 200 mm : 236 € HT Abonnement diamètre 250 mm : 377 € HT Abonnement diamètre 300 mm : 440 € HT Abonnement diamètre 400 mm : 786 € HT Abonnement diamètre 500 mm : 1 045 € HT	1,5526 HT/m <sup>3</sup>	1,7691 € HT/m <sup>3</sup>
Pérignat	Abonnement diamètre 15 mm : 26 € HT Abonnement diamètre 20 mm : 31 € HT Abonnement diamètre 30 mm : 40 € HT Abonnement diamètre 40 mm : 48 € HT Abonnement diamètre 60 mm : 102 € HT Abonnement diamètre 80 mm : 169 € HT Abonnement diamètre 100 mm : 216 € HT Abonnement diamètre 150 mm : 228 € HT Abonnement diamètre 200 mm : 236 € HT Abonnement diamètre 250 mm : 377 € HT Abonnement diamètre 300 mm : 440 € HT Abonnement diamètre 400 mm : 786 € HT Abonnement diamètre 500 mm : 1 045 € HT	1,5526 HT/m <sup>3</sup>	1,7875 € HT/m <sup>3</sup>

Pont-du-Château	-	-	-
Romagnat	-	-	1,7777 € HT/m <sup>3</sup>
Royat	Abonnement diamètre 15 mm : 30 € HT Abonnement diamètre 20 mm : 42 € HT Abonnement diamètre 30 mm : 71 € HT Abonnement diamètre 40 mm : 98 € HT Abonnement diamètre 60 mm : 187 € HT Abonnement diamètre 80 mm : 275 € HT Abonnement diamètre 100 mm : 363 € HT Abonnement diamètre 150 mm : 374 € HT Abonnement diamètre 200 mm : 382 € HT Abonnement diamètre 250 mm : 523 € HT Abonnement diamètre 300 mm : 586 € HT Abonnement diamètre 400 mm : 932 € HT Abonnement diamètre 500 mm : 1 191 € HT	1,5526 HT/m <sup>3</sup>	1,7712 € HT/m <sup>3</sup>
Saint-Genès Champanelle	Abonnement diamètre 15 mm : 26 € HT Abonnement diamètre 20 mm : 31 € HT Abonnement diamètre 30 mm : 40 € HT Abonnement diamètre 40 mm : 48 € HT Abonnement diamètre 60 mm : 102 € HT Abonnement diamètre 80 mm : 169 € HT Abonnement diamètre 100 mm : 216 € HT Abonnement diamètre 150 mm : 228 € HT Abonnement diamètre 200 mm : 236 € HT Abonnement diamètre 250 mm : 377 € HT Abonnement diamètre 300 mm : 440 € HT Abonnement diamètre 400 mm : 786 € HT Abonnement diamètre 500 mm : 1 045 € HT	1,5526 HT/m <sup>3</sup>	Part fixe : 13 € HT / an Part consommation : 1,8004 € HT/m <sup>3</sup>

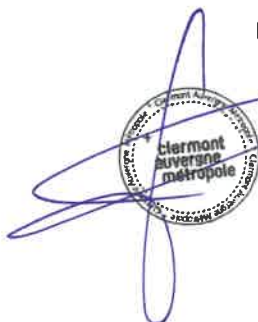
**Le Conseil métropolitain, après en avoir délibéré, décide à la majorité :**

- d'approuver les redevances eau et assainissement (abonnement et part consommation) et les tarifs ci-dessus présentés ;
- de fixer la date de leur application au 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour l'ensemble des redevances eau et assainissement métropolitaines ;
- d'autoriser le service de Gestion Comptable de la Direction Générale des Finances Publiques à percevoir pour le compte de la Métropole, les recettes correspondantes, et ce par les moyens de paiement suivants : numéraire dans la limite de 300 €, chèque, carte bancaire, TIP SEPA (titre interbancaire de paiement), paiement par internet, prélèvement automatique, mensualité.

TOTAL VOTANTS :	82	=	65 Conseillers Présents	+	17 Représentés	-	0 Non participation
TOTAL DES VOIX EXPRIMÉES :	82	=	Pour : 79	+	Contre : 3		
Abstention :	0						

Pour ampliation certifiée conforme,  
 Le Président,

Pour le Président et par délégation  
 Le Vice-Président  
 Christophe VIAL



## ANNEXE 6 : EXEMPLE DE FACTURE 2025 POUR UN ABONNE DOMESTIQUE POUR UNE CONSOMMATION ANNUELLE DE 120 M<sup>3</sup> ET REDEVANCES AGENCE DE L'EAU



CLIENT TITULAIRE DU CONTRAT \ ADRESSE DESSERVIE  
TEST DCE  
BD BERTHELOT  
63000 CLERMONT-FERRAND

Expéditeur SGC CLERMONT METROPOLE ET AMENDES  
3 PLACE CHARLES DE GAULLE  
63401 CHAMALIERES CEDEX

Destinataire M TEST DCE  
BD BERTHELOT  
63000 CLERMONT FERRAND

### Direction du Cycle de l'Eau

58 Boulevard Berthelot  
63000 CLERMONT-FERRAND  
Du lundi au vendredi :  
de 8h15 à 17h30 sans interruption.

04.43.76.28.28

contact-cycledeleau@clermontmetropole.eu

04.43.76.28.28

### GESTION DES PAIEMENTS

SGC CLERMONT METROPOLE ET  
AMENDES  
3 place Charles de Gaulle  
63401 CHAMALIERES CEDEX  
Du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h30

04 73 29 74 80

sgc.clermontmetropole.amendes@dgfip.finance.gouv.fr

### PAIEMENT EN LIGNE

Connectez-vous 7j/7 et 24h/24 sur  
<https://www.clermontmetropole.eu/fr/preserver-recycler/cycle-de-leau/mes-demarches/je-regle-ma-facture/>  
Référence : 2025-EA-00-1139999000003

### MESSAGE(S)



### VOTRE FACTURE DE RELEVÉ DU 03/02/2025

Réf. facture : 2025-EA-00-1139999000003

Détails au verso

Consommation du 01/01/2025 au 31/12/2025

120 m<sup>3</sup>

- Distribution de l'eau 223,99 €
- Collecte et Traitement des eaux usées 234,28 €
- Organismes Publics 60,58 €

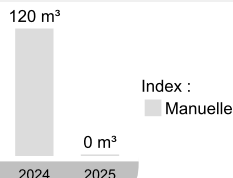
Total facture TTC

518,85 €

Montant TTC DATE LIMITE DE PAIEMENT AU 03/02/2025

518,85 €

### Evolution de votre consommation



Les moyens de paiement mis à votre disposition pour votre règlement sont :

- Par **chèque** libellé à l'ordre du TRESOR PUBLIC. Joindre le TIP SEPA, sans l'agrafer ni le coller. Utiliser l'enveloppe jointe (à affranchir).
- Par **TIP SEPA** : Dater, signer et envoyer le TIP SEPA. Si mention "Joindre un RIB" est indiquée ou si vos coordonnées bancaires ont changé, joindre un RIB, sans l'agrafer, ni le coller. Utiliser l'enveloppe jointe (à affranchir) Ne pas établir de chèque, ne joindre aucun courrier.
- Par **virement** : code IBAN : FR88 3000 1003 01 C6 3000 0000 038 - code BIC : BDFEFRPPCCT
- Par **internet** : <https://www.clermontmetropole.eu/fr/preserver-recycler/cycle-de-leau/mes-demarches/je-regle-ma-facture/>
- En **espèces** dans la limite de 300€ ou par carte bancaire, muni de cet avis auprès d'un buraliste ou partenaire agréé ( [www.impots.gouv.fr/portail/paiement-de-proximite](http://www.impots.gouv.fr/portail/paiement-de-proximite) )
- Par **prélèvement** automatique à échéance ou mensualisation.

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : en signant ce formulaire de mandat, vous autorisez le créancier à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions du créancier. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.  
Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.

DATE et LIEU

SIGNATURE

TEST DCE  
BD BERTHELOT  
63000 CLERMONT FERRAND

\*

### TIP SEPA

Référence Unique de Mandat : TIPSEPA0630110310000113999900000325

ICS : FR15ZZZ481927

Référence : 2025-EA-00-1139999000003

Montant : 518,85 €

Créancier : SERVICE EAU ET ASSAINISSEMENT

CENTRE D ENCAISSEMENT  
DES FINANCES PUBLIQUES  
TSA 61110  
78924 YVELINES CEDEX 9

Joindre un relevé d'identité bancaire

031110500255 TEST DCE

941133000175 20180011399990000030630114905706

51885

COMPTEUR	ANCIEN INDEX	NOUVEL INDEX	CONSOMMATION
111111	120 (manuelle le 31/12/2024)	0 (manuelle le 01/01/2025)	0 m³
111111	0 (manuelle le 01/01/2025)	120 (manuelle le 31/12/2025)	120 m³

Total conso : 120 m³

FACTURE DÉTAILLÉE

	Période facturée	Quantité	Prix unitaire HT	Montant HT	Taux TVA	Montant TTC
Distribution de l'eau				212,31 €		223,99 €
Abonnement	01/01/2025-31/12/2025	365 J	26,00 €	26,00 €	5,50 %	27,43 €
Consommation d'eau	01/01/2025-31/12/2025	120 m3	1,5526 €	186,31 €	5,50 %	196,56 €
Collecte et Traitement des eaux usées				212,98 €		234,28 €
Collecte et Traitement des eaux usées	01/01/2025-31/12/2025	120 m3	1,7748 €	212,98 €	10,00 %	234,28 €
Organismes Publics				56,99 €		60,58 €
Redevance sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	01/01/2025-31/12/2025	120 m3	0,0409 €	4,91 €	5,50 %	5,18 €
Redevance sur consommation d'eau potable (Agence de l'Eau)	01/01/2025-31/12/2025	120 M3	0,3300 €	39,60 €	5,50 %	41,78 €
Redevance Performance réseau eau potable (Agence de l'Eau)	01/01/2025-31/12/2025	120 M3	0,0200 €	2,40 €	5,50 %	2,53 €
Redevance Performance système assainissement (Agence de l'Eau)	01/01/2025-31/12/2025	120 M3	0,0840 €	10,08 €	10,00 %	11,09 €

€ Prix du m³ TTC hors abonnement : 4,10 € (soit 0,00410 € / L)

Montant facturé	482,28 €	518,85 €
-----------------	----------	----------

accès aux données de Qualité de l'eau potable : <https://www.clermontmetropole.eu/preserver-cycle/cycle-de-leau/informations-generales/eau-potable/qualite-de-leau-potable/>

**re exécutoire :**  
l'application de l'article L.252 A du livre des procédures fiscales, pris, émis et rendu exécutoire par le donneur de la collectivité ou de l'établissement public désigné dans le présent acte conformément à l'article R.2342-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**voie de recours amiable :**  
En cas de litige, vous avez la possibilité de saisir la Médiation de l'Eau : [www.mediation-eau.fr](http://www.mediation-eau.fr)  
Voie de recours : dans le délai de deux mois suivant la notification du présent acte (article L1617-1 du code général des collectivités territoriales) vous pouvez contester la somme mentionnée au recto en saisissant directement le tribunal judiciaire ou le tribunal administratif compétent selon la nature de la réclamation. Si vous souhaitez être assisté d'un avocat et si vous remplissez les conditions fixées par la loi n° 91-1047 du 10 juillet 1991, vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle. Vous devez en formuler la demande auprès du tribunal de grande instance.  
SIRET: 24630070100298  
N° A EAU : FR B3 246 300 701 - TVA ASST : FR 56 246 300 701 (TVA acquittée sur les débits)

Montant TTC	DATE LIMITE DE PAIEMENT AU 03/02/2025	518,85 €
-------------	---------------------------------------	----------

Détail de la TVA		HT	TVA	TTC
TVA	5,5%	259,22	14,26	
TVA	10,0%	223,06	22,31	
Total		482,28	36,57	518,85

## ANNEXE 6-1 : REDEVANCE CONSOMMATION D'EAU POTABLE



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



### Redevance

## Consommation d'eau potable



La loi de finances 2024 du 30 décembre 2023 a réformé le système des redevances sur l'eau. Le nouveau dispositif est applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025.  
La redevance consommation d'eau potable se substitue à la redevance pollution domestique.



### Qui est concerné ?

Tous les abonnés raccordés au réseau public d'eau potable.



### Les tarifs

Tarif unique voté sur le bassin.  
2025 : 0,33 €/m<sup>3</sup> ;  
2026 : 0,294 €/ m<sup>3</sup> ;  
2027 à 2030 : 0,30 €/ m<sup>3</sup>.  
Les tarifs sont susceptibles d'être révisés.



### Calcul

Redevance = **volume d'eau facturé à l'abonné sur l'année x tarif**

La nouvelle redevance s'applique sur les factures émises à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, quelle que soit la période de consommation.

Lien vers : <https://cdi.eau-rhin-meuse.fr>  
Fiche technique consommation eau potable (PDF 696 ko)



### À partir de quel seuil suis-je concerné ?

Aucun seuil. Tout volume facturé est soumis à la redevance.



### Exonération

La seule exonération est l'abreuvement des animaux dans le cas d'une activité d'élevage et à condition de disposer d'un compteur spécifique.



### Déclarations obligatoires

L'exploitant du service de distribution de l'eau potable déclare à l'agence de l'eau avant le 31/03 de chaque année au titre de l'année précédente.



### Majoration

En cas de retard ou de défaut de déclaration : 10 % ou 20 % ou 40 % du montant de la redevance.



### Contrôle

L'agence de l'eau peut mandater un prestataire pour effectuer des contrôles sur la déclaration ayant un impact sur les assiettes.



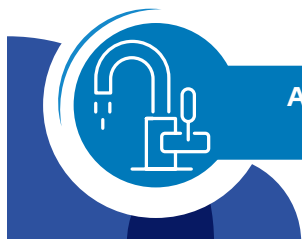
### Facturation

Un avis des sommes à payer est émis et envoyé par l'agence de l'eau directement auprès de l'exploitant du service de distribution de l'eau potable. Les redevances ou suppléments inférieurs à 100 € ne sont pas mis en recouvrement.



### Références réglementaires

Article L. 213-10-4 Code de l'environnement.



Agence de l'eau Loire-Bretagne - Direction des redevances  
contact : redevances@eau-loire-bretagne.fr

## ANNEXE 6-2 : REDEVANCE PERFORMANCE DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



## Redevance

# Performance des réseaux d'eau potable



La loi de finances 2024 du 30 décembre 2023 a réformé le système des redevances sur l'eau. Le nouveau dispositif est applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025. La redevance performance des réseaux d'eau potable est une nouvelle redevance.



### Qui est concerné ?

**Tout abonné raccordé au réseau public d'eau potable.**



### Les tarifs

Tarif unique voté sur le bassin.  
2025 à 2028 : 0,10 €/m<sup>3</sup> ;  
2029 à 2030 : 0,11 €/m<sup>3</sup>.

Les tarifs sont susceptibles d'être révisés.



### Les coefficients

Un coefficient de modulation global est appliqué selon la performance des réseaux d'eau potable. Les coefficients sont modulés selon 2 axes : taux de fuites (performance des réseaux) et connaissance des réseaux (gestion patrimoniale). La modulation varie de 0,2 à 1.



### Calcul

Redevance = **volume d'eau facturé à l'abonné x tarif x coefficient de modulation.**  
En 2025, année de transition, un coefficient de modulation forfaitaire de 0,2 est appliqué.

La nouvelle redevance s'applique sur les factures émises à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, quelle que soit la période de consommation.

Lien vers : <https://cdi.eau-rhin-meuse.fr>  
Fiche technique performance réseau eau potable (PDF 455 ko)

Axes modulation	Rubriques		Poids de la modulation
Performance du réseau	Modulation en fonction de l' <b>ILVNC</b> (plus favorable aux entités de gestion à l'habitat <b>dispersé</b> )	Modulation en fonction du <b>rendement</b> et de l' <b>ILC</b> (Plus favorable aux entités de gestion à l'habitat <b>regroupé</b> )	0 à 0,55
	Prise en compte des incendies exceptionnels (sous déclaration)		
Gestion patrimoniale	Prise en compte de la connaissance patrimoniale	Existence d'un plan de réseau mis à jour	0 à 0,25
		Linéaire de réseau connu en diamètre et matériaux	
		Linéaire de réseau connu en âge	
	Prise en compte de la gestion patrimoniale	Mise en œuvre d'un système d'information géographique bancarisant les fuites	
		Mise en œuvre d'un programme d'actions (avec prise en compte du taux de renouvellement si pondération performance = 1)	



### Déclarations obligatoires

Les collectivités ou établissements publics compétents en matière de distribution d'eau potable déclarent à l'agence de l'eau avant le 31/03 de chaque année au titre de l'année précédente.



### Majoration

En cas de retard ou de défaut de déclaration : 10 % ou 20 % ou 40 % du montant de la redevance.



### Contrôle

L'agence de l'eau peut mandater un prestataire pour effectuer des contrôles sur la déclaration, les installations ou activités ayant un impact sur le calcul de la redevance.



### Facturation

Un avis des sommes à payer est émis et envoyé par l'agence de l'eau directement auprès des collectivités ou établissements publics compétents en matière de distribution d'eau potable. Les redevances ou suppléments inférieurs à 100 € ne sont pas mis en recouvrement.



### Références réglementaires

Article L. 213-10-5 du Code de l'environnement.



# ANNEXE 6-3 : REDEVANCE PERFORMANCE DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



## Redevance

# Performance des systèmes d'assainissement collectif



La loi de finances 2024 du 30 décembre 2023 a réformé le système des redevances sur l'eau. Le nouveau dispositif est applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025.  
La redevance performance des systèmes d'assainissement collectif se substitue à la redevance modernisation des réseaux de collecte.



### Qui est concerné ?

**Toute personne qui paye l'assainissement collectif.**



### Les tarifs

Tarif unique voté sur le bassin.  
2025 à 2028 : 0,28 €/m<sup>3</sup>;  
2029 à 2030 : 0,29 €/m<sup>3</sup>.

*Les tarifs sont susceptibles d'être révisés.*



### Les coefficients

Un coefficient de modulation global est appliqué selon la performance des systèmes d'assainissement collectif. Les coefficients sont modulés selon 3 axes (autosurveillance, conformité réglementaire, performance du système d'assainissement) et la capacité de la station d'épuration. La modulation varie de 0,3 à 1.



### Calcul

**Redevance = volume d'eau facturé à l'abonné au titre de l'assainissement collectif x tarif x coefficient de modulation global.**

En 2025, année de transition, le coefficient de modulation forfaitaire de 0,3 est appliqué.

*La nouvelle redevance s'applique sur les factures émises à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, quelle que soit la période de consommation.*

Lien vers : <https://cdi.eau-rhin-meuse.fr>  
Fiche technique performance réseau assainissement

Axes modulation	STEU 20-200 EH	STEU 200-2000 EH	STEU ≥ 2000 EH
Validation de l'autosurveillance (AS). Coefficient 0,3		Bonne réalisation de l'AS	Validation de l'AS de la STEU
			Validation de l'AS du système de collecte
Conformité réglementaire. Coefficient 0,2	Conformité en équipement	Conformité en équipement	Conformité en équipement
	Conformité globale du système d'assainissement	Conformité globale du système d'assainissement	Conformité locale en performances de la STEU
			Conformité de la collecte temps sec
			Conformité de la collecte temps de pluie
			Limite des rejets directs en temps de pluie
Performance du système d'assainissement. Coefficient 0,2	Absence de constat de pollution	Production suffisante de boues ou évacuation de boues suffisante	Indicateur de rendement performant
		Bonne destination des boues d'épuration	Bonne destination des boues d'épuration

Station d'épuration des eaux usées (STEU) Equivalent habitant (EH)

## Déclarations obligatoires



Les collectivités ou établissements publics compétents en matière de traitement des eaux usées déclarent à l'agence de l'eau avant le 31/03 de chaque année au titre de l'année précédente.

## Majoration



En cas de retard ou de défaut de déclaration : 10 % ou 20 % ou 40 % du montant de la redevance.

## Contrôle



L'agence de l'eau peut mandater un prestataire pour effectuer des contrôles sur la déclaration, les installations ou activités ayant un impact sur les volumes facturés.

## Facturation



Un avis des sommes à payer est émis et envoyé par l'agence de l'eau directement auprès des collectivités ou établissements publics compétents en matière de traitement des eaux usées. Les redevances ou suppléments inférieurs à 100 € ne sont pas mis en recouvrement.

## Références réglementaires



Article L. 213-10-6 du Code de l'environnement.



# ANNEXE 6-4 : TAUX REDEVANCES 12<sup>E</sup> PROGRAMME SUR LE BASSIN LOIRE-BRETAGNE BRETAGNE DÉLIBÉRATION N°2024-97 DU COMITÉ DE BASSIN DU 15 OCTOBRE 2024



## Taux redevances 12<sup>e</sup> programme sur le bassin Loire-Bretagne Délibération n°2024-97 du comité de bassin du 15 octobre 2024

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050407822>

Redevances	Unité	Zone	Taux						Taux plancher	Taux plaf
			2025	2026	2027	2028	2029	2030		
Ilution de l'eau d'origine non domestique	Les taux 2024 de tous les éléments polluants sont reconduits de 2025 à 2030									
edevance industrie"										
Ilution élevages	en €/UGB		3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	-	3
nsommation en eau potable	en €/ m³		0,33	0,294	0,30	0,30	0,30	0,30	-	1,00
formance des réseaux d'eau potable (taux non modulé)	en €/ m³		0,10 *	0,10	0,10	0,10	0,11	0,11	-	1,00
* Coefficient de modulation 2025 = coefficient forfaitaire de 0,2			0,20	Coefficient estimé annuellement par chaque collectivité sur la base des données de performance N-2						
formance des systèmes d'assainissement collectif (taux non modulé)	en €/ m³		0,28 **	0,28	0,28	0,28	0,29	0,29	-	1,00
** Coefficient de modulation 2025 = coefficient forfaitaire de 0,3			0,30	Coefficient estimé annuellement par chaque collectivité sur la base des données de performance N-2						
Ilutions diffuses	en €/kg	Cf. le III de l'article L. 213-10-8 du code de l'environnement								
ièvement sur la ressource en eau										
Irrigation (sauf irrigation gravitaire)	en c€/m³	Cat. 1	1,75	1,84	1,93	2,02	2,02	2,02	0	5,04
	en c€/m³	Cat. 2	2,80	2,94	3,08	3,24	3,24	3,24	0	10,08
Irrigation gravitaire	en c€/m³	Cat. 1	0,239	0,251	0,263	0,276	0,276	0,276	0	0,70
	en c€/m³	Cat. 2	0,388	0,407	0,427	0,448	0,448	0,448	0	1,40
Alimentation en eau potable	en c€/m³	Cat. 1	3,31	3,31	3,31	3,31	3,31	3,31	2,82	10,08
	en c€/m³	Cat. 2	5,64	5,75	5,86	5,97	6,08	6,20	5,64	20,16
Alimentation d'un canal	en c€/m³	Cat. 1	0,0167	0,0167	0,0167	0,0167	0,0167	0,0167	0,012	0,042
	en c€/m³	Cat. 2	0,0322	0,0322	0,0322	0,0322	0,0322	0,0322	0,024	0,084
Refroidissement industriel 99%	en c€/m³	Cat. 1	0,53	0,54	0,55	0,56	0,57	0,58	0,53	0,95
	en c€/m³	Cat. 2	1,06	1,08	1,10	1,12	1,14	1,16	1,06	1,90
Autres usages économiques	en c€/m³	Cat. 1	3,11	3,11	3,11	3,11	3,11	3,11	1,97	7,56
	en c€/m³	Cat. 2	4,84	4,84	4,84	4,84	4,84	4,84	3,93	15,12
Installation hydroélectrique	en €/millions m³		0,804	0,804	0,804	0,804	0,804	0,804	0,71	2,52
ckage d'eau en période d'étiage	en €/m³		0,005	0,005	0,005	0,005	0,005	0,005	-	0,01
tection du milieu aquatique										
cartes année	en €/carte		8,80	8,80	8,80	8,80	8,80	8,80	-	10
	en €/carte		3,80	3,80	3,80	3,80	3,80	3,80	-	4
	en €/carte		1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	-	1
	en €/personne		20,00	20,00	20,00	20,00	20,00	20,00	-	20
négetique	Cf. article L. 213-10-11 du code de l'environnement									
ouvelles redevances à compter du 01/01/2025 fixées selon la trajectoire du 12e programme d'intervention 2025-2030										
Hausse résultant de l'introduction de taux planchers										
x 2024 reconduits à l'identique de 2025 à 2030										
Hausse résultant de la trajectoire votée par le bassin (plan eau										

pour centime(s) d'euros

# ANNEXE 7 : NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE 2024 ET RÉFORME DES REDEVANCES AGENCE DE L'EAU



Édition mars 2025  
CHIFFRES 2024

## Note d'information sur les redevances L'agence de l'eau vous informe



### LE SAVIEZ-VOUS ?

Vous pouvez retrouver le prix de l'eau de votre commune sur : [services.eaufrance.fr](https://services.eaufrance.fr)

#### Les composantes du prix de l'eau :

- le service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation)
- le service de collecte et de traitement des eaux usées
- les redevances de l'agence de l'eau
- les contributions aux organismes publics (OFB, VNF...) et l'éventuelle TVA

Le prix moyen de l'eau en Loire-Bretagne au 1<sup>er</sup> janvier 2024 varie de **4,66 euros TTC par m³** en Centre-Val-de-Loire à **5,39 euros** en Bretagne.

Données agrégées disponibles sur : [services.eaufrance.fr/agence/02/2025](https://services.eaufrance.fr/agence/02/2025)

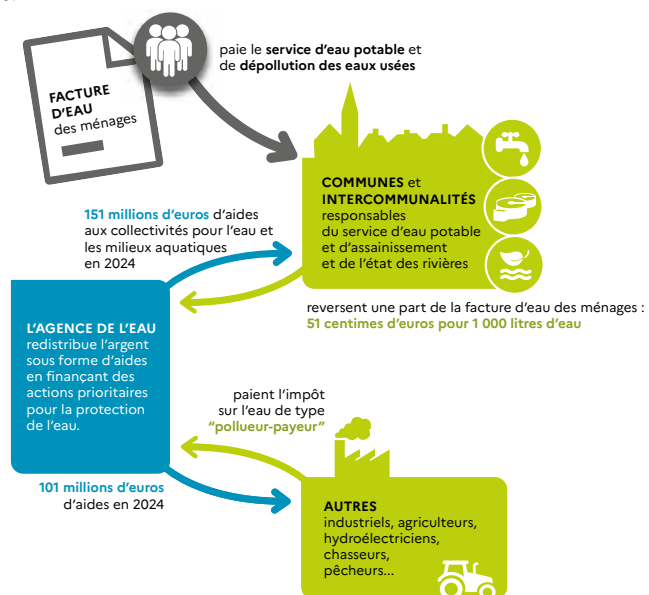
### POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès de ceux qui utilisent l'eau et qui en altèrent la qualité et la disponibilité (consommateurs, activités économiques).

Les agences de l'eau redistribuent cet argent collecté sous forme d'aides pour mettre aux normes les stations d'épuration, fiabiliser les réseaux d'eau potable, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions d'origine agricole, améliorer le fonctionnement naturel des rivières...

Au travers du prix de l'eau, chaque habitant contribue à ces actions au service de l'intérêt commun et de la préservation de l'environnement et du cadre de vie.

Dans le cadre de la loi de finances votée en décembre 2023, une nouvelle réforme des redevances a été appliquée depuis janvier 2025. Trois nouvelles redevances ont fait leur apparition sur la facture d'eau des abonnés, d'autres vont disparaître ou évoluer. Ceci pour renforcer le principe du pollueur payeur et équilibrer les contributions des redevables.



### NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU

Document à joindre au RPQS - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

L'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 - art.31, impose à la/au **maire ou à la/au président-e de l'établissement public de coopération intercommunale** l'obligation de présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public (RPQS) destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. La/le maire ou La/le président-e de l'établissement public de coopération intercommunale y joint la présente note d'information établie chaque année par l'agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.

RPQS > des réponses à vos questions : <https://www.services.eaufrance.fr/gestion/rpqs/vos-questions>

NOTE D'INFORMATION SUR LES REDEVANCES DE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE  
Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

1

Édition mars 2025

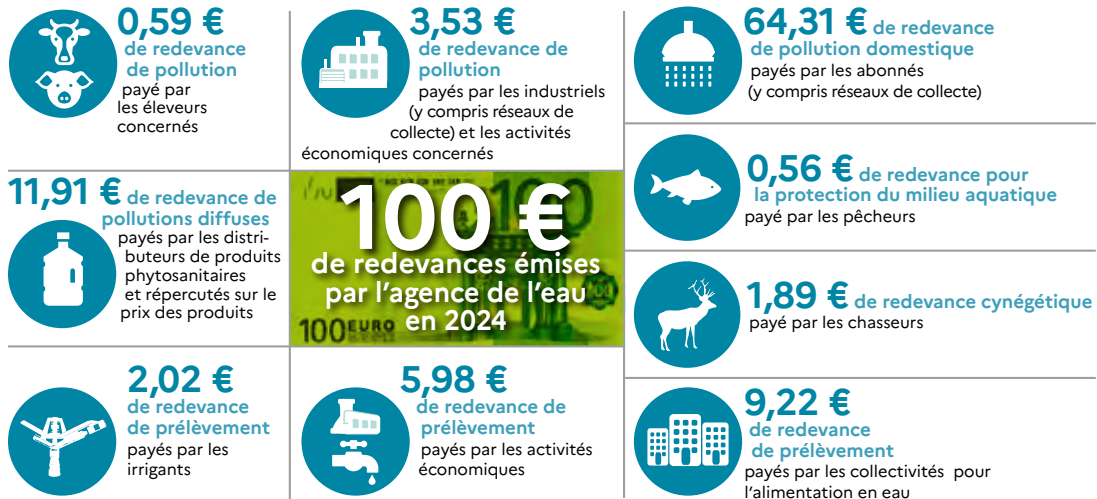
## D'OÙ PROVIENNENT LES REDEVANCES 2024 ?

En 2024, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) émises par l'agence de l'eau s'est élevé à plus de 375,9 millions d'euros, dont plus de 276,4 millions en provenance de la facture d'eau.

### recettes / redevances

#### Qui paie quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2024 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source agence de l'eau Loire-Bretagne



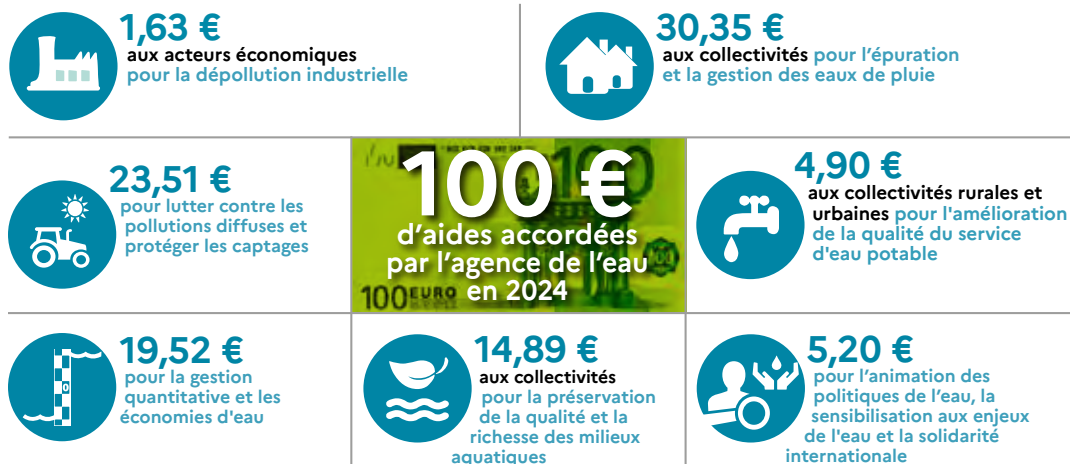
## À QUOI SERVENT LES REDEVANCES ?

Grâce à ces redevances, l'agence de l'eau apporte, dans le cadre de son programme d'intervention, des concours financiers (subventions) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau. Elles représentent 75 % du budget annuel moyen de l'agence de l'eau. Les 25 % restants financent : la surveillance, les contributions versées à l'office français de la biodiversité (OFB) et à l'établissement public du Marais Poitevin (EPMP), le fonctionnement de l'agence de l'eau...

### interventions / aides

#### Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2024 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 € d'aides en 2024) • source agence de l'eau Loire-Bretagne. 2024 est la sixième année du 11<sup>e</sup> programme d'intervention (2019-2024) de l'agence de l'eau.

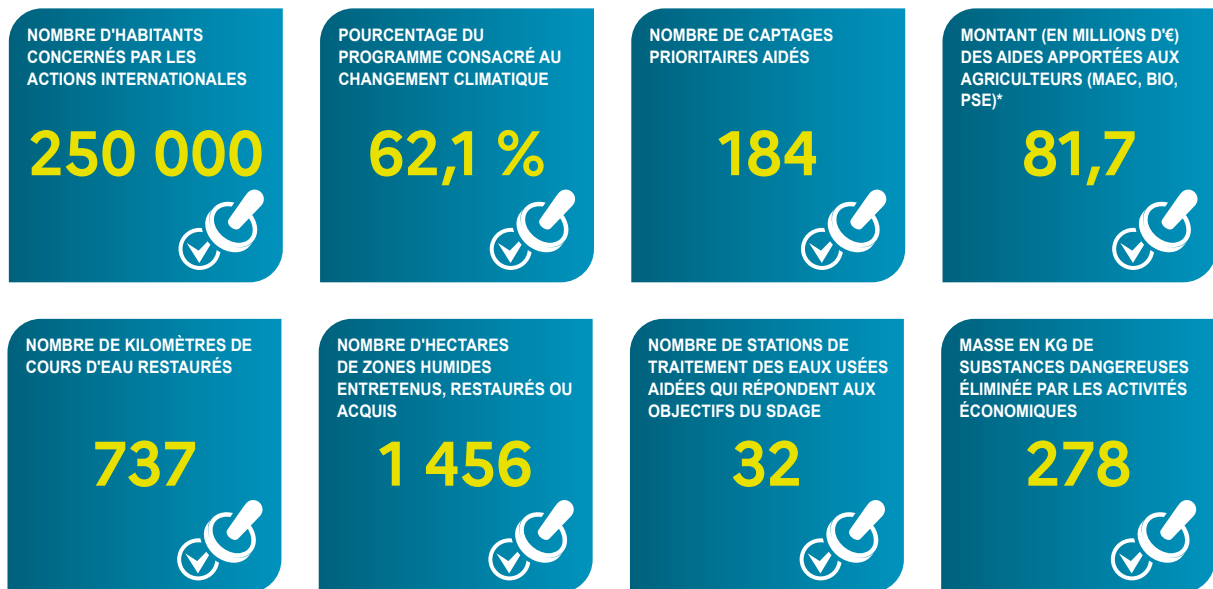


En 2024, plus de 287 millions d'euros d'aides, soit 62,1 % des aides de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, accompagnent des actions de lutte contre les effets du dérèglement climatique.

## ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE EN 2024

L'année 2024 marque la dernière année du 11<sup>e</sup> programme d'intervention de l'agence de l'eau Loire-Bretagne et de son contrat d'objectif et de performance 2019-2024 signé avec l'État. Des indicateurs annuels permettent de mesurer et suivre les efforts des maîtres d'ouvrage et de l'agence de l'eau en faveur des ressources en eau et des milieux aquatiques.

### EN 2024...



\* MAEC : mesures agroenvironnementales et climatiques, BIO : pour agriculture biologique, PSE : paiement pour services environnementaux

### DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

L'eau est un des marqueurs principaux du changement climatique.

Plus de **62 %** du programme d'intervention de l'agence de l'eau Loire-Bretagne est **consacré au changement climatique en 2024** :

- solutions fondées sur la nature ;
- gestion et partage de la ressource ;
- économies d'eau ;
- gestion durable des eaux de pluie ;
- étude ;
- sensibilisation ;
- communication...

**4 535 projets ont été financés** par l'agence de l'eau Loire-Bretagne pour un montant de plus de 469 millions d'euros d'aides. 398 projets ont bénéficié de fonds d'État pour un montant de plus de 34 millions d'euros d'aides.

Des projets portés par les collectivités, les acteurs économiques et les associations pour lutter contre les pollutions, restaurer les milieux aquatiques, améliorer la surveillance des milieux, sensibiliser aux enjeux de l'eau ou encore assurer la solidarité internationale.

### VOUS AIDEZ À AGIR

Pour agir plus efficacement face au dérèglement climatique, l'agence de l'eau Loire-Bretagne a mis en œuvre son **Plan de résilience eau 2023-2024**. Les 3 appels à projets, relancés en 2024 pour un total de 120 M€, ont rencontré un vif succès.



Retrouvez le Plan de résilience : [bit.ly/Plan-Resilience-Eau](https://bit.ly/Plan-Resilience-Eau)

### LE 12<sup>e</sup> PROGRAMME 2025-2030

Fruit de longs mois de préparation entre partenaires, ce plan d'actions ambitieux, pluriannuel et priorisé, est doté d'une enveloppe de 2,43 milliards d'euros.

Ce 12<sup>e</sup> programme d'intervention traduit l'ambition forte et l'engagement de l'agence pour une gestion de l'eau partagée et durable, concertée et volontariste, afin de relever les défis majeurs de la transition écologique. Au total, 7 enjeux structurent ce programme, chacun assorti d'objectifs spécifiques qui intègrent les priorités fléchées dans le «Plan Eau» gouvernemental.

En savoir plus sur le 12<sup>e</sup> programme : [lc.cx/12eProgramme](https://lc.cx/12eProgramme)

## LA CARTE D'IDENTITÉ DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE

Des sources de la Loire et de l'Allier jusqu'à la pointe du Finistère, le bassin Loire-Bretagne couvre 155 000 km<sup>2</sup>, soit 28 % du territoire métropolitain. Il comprend le bassin de la Loire et de ses affluents, de la Vaine, les bassins côtiers bretons, vendéens et le Marais poitevin.

Son littoral s'étend sur 6 654 km, de la baie du Mont-Saint-Michel à l'île de Ré, soit 36 % des côtes métropolitaines. Il concerne 336 communautés de communes, plus de 6 800 communes, 36 départements et 8 régions en tout ou partie et plus de 13 millions d'habitants.

### Siège

#### AGENCE DE L'EAU

9, avenue de Buffon • CS 36339  
45063 ORLÉANS CEDEX 2  
contact@eau-loire-bretagne.fr  
02 38 51 73 73

### Délégation

#### ARMORIQUE

Parc technologique du Zoopôle  
Espace d'entreprises Keraia - Bât. B  
18, rue de Sabot • 22440 PLOUFRAGAN  
armorique@eau-loire-bretagne.fr  
02 96 33 62 45

### Délégation

#### MAINE-LOIRE-OCÉAN

**NANTES** (dépt. 44 • 49 • 85)  
1, rue Eugène Varlin • CS 40521  
44105 NANTES CEDEX 4  
mlo-nantes@eau-loire-bretagne.fr  
02 40 73 06 00

**LE MANS** (dépt. 49 • 50 • 53 • 61 • 72)  
17, rue Jean Grémillon • CS 12104  
72021 LE MANS CEDEX 2  
mlo-lemans@eau-loire-bretagne.fr  
02 43 86 96 18

### Délégation

#### CENTRE-LOIRE

9, avenue de Buffon • CS 36339  
45063 ORLÉANS CEDEX 2  
centre-loire@eau-loire-bretagne.fr  
02 38 51 73 73

### Délégation

#### POITOU-LIMOUSIN

7, rue de la Goélette • CS 20040  
86282 SAINT-BENOIT CEDEX  
poitou-limousin@eau-loire-bretagne.fr  
05 49 38 09 82

### Délégation

#### ALLIER-LOIRE AMONT

Site de Marmilhat Sud  
19, allées des eaux et forêts • CS 40039  
63370 LEMPDES  
allier-loire-amont@eau-loire-bretagne.fr  
04 73 17 07 10



Suivez l'actualité de l'eau du bassin sur [agence.eau-loire-bretagne.fr](https://agence.eau-loire-bretagne.fr) et découvrez les aides de l'agence pour agir et accélérer sur [aides-redevances.eau-loire-bretagne.fr](https://aides-redevances.eau-loire-bretagne.fr)

## CONSULTATION SUR LES ENJEUX DE L'EAU ET LES RISQUES D'INONDATION : VOTRE AVIS COMPTE !



Jusqu'au 25 mai 2025, le comité de bassin Loire-Bretagne et l'État souhaitent recueillir votre avis sur l'avenir de l'eau. En effet, la qualité de l'eau, l'environnement, l'atténuation et l'adaptation au dérèglement climatique, la santé publique, les sécheresses, le risque d'inondation... sont des sujets d'actualité qui nous concernent tous. Les situations évoluent sans cesse. Grâce à l'action de politiques publiques, des défis trouvent leurs réponses. Depuis plusieurs

années, le public est régulièrement consulté à différentes étapes de la construction et de la mise en œuvre de ces politiques publiques.

Cette consultation porte sur les enjeux et les pistes d'action relatifs à la gestion de l'eau et aux risques d'inondation pour les années 2028 à 2033 : le plan de gestion des eaux (ou schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux – Sdage) et le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI). Alors, donnez votre avis pour mieux partager et identifier les leviers et les défis à relever.

En savoir plus : <https://lc.cx/Consultation>



Retrouvez toutes les ressources sur le site <https://lesagencesdeleau.fr>

# ANNEXE 8 : COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 - BUDGET EAU POTABLE : DÉPENSES ET RECETTES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

## CLERMONT AUVERGNE METROPOLE COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 - Budget annexe REGIE AUTONOME EAU

### FONCTIONNEMENT

DEPENSES		Budget primitif 2024	DM + Virements internes	Reports	Budget total 2024	Réalisé 2024
604	ACHATS D'ETUDES, PREST. DE SERVICES, EQUIP. ET TRA	600 000,00	2 781,00	0,00	602 781,00	592 669,00
605	ACHATS D'EAU	600 000,00	0,00	0,00	600 000,00	584 831,69
6061	FOURNITURES NON STOCKABLES (EAU, ENERGIE)	1 507 910,00	-21 977,00	0,00	1 485 933,00	1 321 053,14
6062	PRODUITS DE TRAITEMENT	180 000,00	-12 546,00	0,00	167 454,00	137 912,30
6063	FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT	295 000,00	-28 466,00	0,00	266 534,00	253 785,25
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	3 728,56
6066	CARBURANTS	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	38 857,79
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	108 200,00	-5 000,00	0,00	103 200,00	93 278,39
611	SOUS-TRAITANCE GENERALE	12 000,00	2 114,00	0,00	14 114,00	9 912,33
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	40 400,00	-1 057,00	0,00	39 343,00	29 980,33
6135	LOCATIONS MOBILIERES	92 000,00	8 765,00	0,00	100 765,00	83 851,65
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	9 500,00	350,00	0,00	9 850,00	6 626,40
61521	BATIMENTS PUBLICS	68 150,00	5 184,00	0,00	73 334,00	64 158,69
61523	RESEAUX	1 740 000,00	13 719,00	0,00	1 753 719,00	1 742 817,77
61528	AUTRES	38 000,00	16 876,00	0,00	54 876,00	54 672,77
61551	MATERIEL ROULANT	11 000,00	9 155,00	0,00	20 155,00	19 069,60
61558	AUTRES BIENS MOBILIERES	75 000,00	-8 440,00	0,00	66 560,00	56 362,12
6156	MAINTENANCE	403 605,00	16 470,00	0,00	420 075,00	351 609,97
6161	MULTIRISQUES	8 350,00	0,00	0,00	8 350,00	8 350,00
6168	AUTRES	54 500,00	0,00	0,00	54 500,00	51 960,64
617	ETUDES ET RECHERCHES	44 800,00	-11 000,00	0,00	33 800,00	28 004,20
618	DIVERS	140 700,00	22 249,00	0,00	162 949,00	151 258,53
6226	HONORAIRES	6 000,00	1 300,00	0,00	7 300,00	5 560,00
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6228	DIVERS	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	15 500,00	4 000,00	0,00	19 500,00	0,00
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	9 550,00	150,00	0,00	9 700,00	10 244,5
6238	DIVERS	25 000,00	-6 000,00	0,00	19 000,00	8 215,03
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	7 100,00	-2 320,00	0,00	4 780,00	6 080,43
6256	MISSIONS	1 000,00	-1 000,00	0,00	0,00	0,00
6257	RECEPTIONS	5 600,00	60,00	0,00	5 660,00	6 233,36
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	26 000,00	-1 278,00	0,00	24 722,00	17 826,87
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	34 600,00	-4 355,00	0,00	30 245,00	18 827,05
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	17 500,00	444,00	0,00	17 944,00	12 655,88
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	33 350,00	-15 000,00	0,00	18 350,00	17 579,18
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE	4 200,00	-713,00	0,00	3 487,00	726,67
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	28 510,00	41 455,00	0,00	69 965,00	40 207,06
62871	Remb de frais - A la collect de rattachement	67 000,00	0,00	0,00	67 000,00	61 020,20
62878	Remb de frais - A des tiers	132 600,00	-1 210,00	0,00	131 390,00	124 750,16
63512	TAXES FONCIERES	300,00	4 400,00	0,00	4 700,00	4 322,00
6371	REDEV. VERSEE AUX AGENCES DE L'EAU PRELEVEMENT EAU	600 000,00	0,00	0,00	600 000,00	523 613,67
6378	AUTRES TAXES ET REDEVANCES	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	6 735,70
<b>CHAPITRE 011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>		<b>7 110 925,00</b>	<b>31 110,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 142 035,00</b>	<b>6 537 018,83</b>
6215	PERSONNEL AFFECTE PAR LA COLLECTIVITE DE RATTACH.	547 000,00	39 943,00	0,00	586 943,00	586 221,43
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00
6331	Versement mobilité	72 122,00	0,00	0,00	72 122,00	75 238,00
6336	COTISATIONS CNFP ET CGFPT	47 960,00	0,00	0,00	47 960,00	39 963,35
6411	SALAIRES, APPOINTEMENTS, COMMISSIONS DE BASE	3 679 950,00	-18 973,00	0,00	3 660 977,00	3 592 731,93
6413	PRIMES ET GRATIFICATIONS	875 640,00	0,00	0,00	875 640,00	795 108,82
6414	INDÉMNITES ET AVANTAGES DIVERS	32 000,00	0,00	0,00	32 000,00	25 365,86
64148	Autres indemnités et avantages divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6415	SUPPLEMENT FAMILIAL	42 020,00	0,00	0,00	42 020,00	32 970,00
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	653 840,00	0,00	0,00	653 840,00	659 045,58
6452	COTISATIONS AUX MUTUELLES	110,00	4 588,00	0,00	4 698,00	4 437,00
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	810 150,00	0,00	0,00	810 150,00	808 737,89
6454	COTISATIONS AU Pôle Emploi	59 960,00	0,00	0,00	59 960,00	62 669,00
6458	COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	11 830,00	0,00	0,00	11 830,00	8 854,48
6475	MEDECINE DU TRAVAIL , PHARMACIE	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	579,83
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	6 900,00	0,00	0,00	6 900,00	0,00
648	AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	201 900,00	-4 588,00	0,00	197 312,00	178 488,00
<b>CHAPITRE 012 - CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>		<b>7 044 582,00</b>	<b>20 970,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 065 552,00</b>	<b>6 870 411,17</b>
701249	REVERS.AGENCE EAU REDEVANCE PR POLLUTION ORIGINE D	2 100 000,00	197 000,00	0,00	2 297 000,00	2 195 821,00
706129	REVERS.AGENCE EAU REDEV.PR MODERNISATION RESEAUX C	1 340 000,00	407 000,00	0,00	1 747 000,00	1 546 283,00
<b>CHAPITRE 014 - ATTENUATIONS DE PRODUITS</b>		<b>3 440 000,00</b>	<b>604 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 044 000,00</b>	<b>3 742 104,00</b>
6518	Autres	31 499,65	0,00	0,00	31 499,65	23 500,84
6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	10 000,00	-5 513,00	0,00	4 487,00	4 486,70
6542	CREANCES ETEINTES	3 250,00	15 983,00	0,00	19 233,00	19 226,59
6588	Autres charges diverses de gestion courante	325 100,00	0,00	0,00	325 100,00	255 605,85
<b>CHAPITRE 65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>		<b>369 849,65</b>	<b>10 470,00</b>	<b>0,00</b>	<b>380 319,65</b>	<b>302 819,98</b>
66111	INTERETS REGLES A L'ECHANCE	805 000,00	55 000,00	0,00	860 000,00	858 244,98
66112	INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNE	1 000,00	20 000,00	0,00	21 000,00	5 459,32
6615	INTERETS DES COMPTES COURANTS ET DE DEPOTS	150 000,00	50 000,00	0,00	200 000,00	169 848,44
<b>CHAPITRE 66 - CHARGES FINANCIERES</b>		<b>956 000,00</b>	<b>125 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 081 000,00</b>	<b>1 033 552,74</b>

DEPENSES		Budget primitif 2024	DM + Virements internes	Reports	Budget total 2024	Réalisé 2024
673	TITRES ANNULÉS (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	130 000,00	13 400,00	0,00	143 400,00	128 805,76
6743	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES DE FONCTIONNEMENT	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	120 150,00	-13 400,00	0,00	106 750,00	6 645,92
<b>CHAPITRE 67 - CHARGES SPÉCIFIQUES</b>		<b>251 650,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>251 650,00</b>	<b>135 451,68</b>
6817	DOTAT. AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS	0,00	71 060,00	0,00	71 060,00	71 059,71
<b>CHAPITRE 68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS</b>		<b>0,00</b>	<b>71 060,00</b>	<b>0,00</b>	<b>71 060,00</b>	<b>71 059,71</b>
<b>SOUS-TOTAL DEPENSES RÉELLES</b>		<b>19 173 006,65</b>	<b>862 610,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 035 616,65</b>	<b>18 692 418,11</b>
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	3 525 900,00	-683 557,00	0,00	2 842 343,00	0,00
<b>CHAPITRE 023 - VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>3 525 900,00</b>	<b>-683 557,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 842 343,00</b>	<b>0,00</b>
675	VALEURS COMPTABLES DES ELEMENTS D'ACTIFS CEDES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	DOTAT. AMORT. IMMO INCORPELLES ET CORPELLES	4 346 525,00	-106 000,00	0,00	4 240 525,00	4 209 576,06
<b>CHAPITRE 042 - OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>		<b>4 346 525,00</b>	<b>-106 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 240 525,00</b>	<b>4 209 576,06</b>
<b>SOUS-TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>7 872 425,00</b>	<b>-789 557,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 082 868,00</b>	<b>4 209 576,06</b>
<b>TOTAL DEPENSES</b>		<b>27 045 431,65</b>	<b>73 053,00</b>	<b>0,00</b>	<b>27 118 484,65</b>	<b>22 901 994,17</b>

RECETTES		Budget primitif 2024	DM + Virements internes	Reports	Budget total 2024	Réalisé 2024
002	EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE	2 518 851,65	0,00	0,00	2 518 851,65	0,00
<b>CHAPITRE 002 - RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ</b>		<b>2 518 851,65</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 518 851,65</b>	<b>0,00</b>
64198	AUTRES REMBOURSEMENTS	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	33 366,12
<b>CHAPITRE 013 - ATTENUATIONS DE CHARGES</b>		<b>12 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 000,00</b>	<b>33 366,12</b>
70111	VENTES D'EAU AUX ABONNES	15 600 000,00	0,00	0,00	15 600 000,00	16 952 811,39
70118	AUTRES VENTES D'EAU	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	3 871,56
701241	REDEVANCE POUR POLLUTION D'ORIGINE DOMESTIQUE	2 295 000,00	0,00	0,00	2 295 000,00	1 692 502,16
701251	Redevance prélèvement ressource en eau	428 000,00	0,00	0,00	428 000,00	340 590,62
704	TRAVAUX	600 000,00	0,00	0,00	600 000,00	536 312,74
706121	REDEVANCE POUR MODERNISATION DES RESEAUX DE COLLEC	1 595 000,00	0,00	0,00	1 595 000,00	1 177 484,81
7064	LOCATIONS DE COMPTEURS	1 120 000,00	0,00	0,00	1 120 000,00	1 288 032,11
7068	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	31 000,00	26 000,00	0,00	57 000,00	51 286,04
7084	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL FACTUREE	2 310 600,00	15 880,00	0,00	2 326 480,00	2 380 012,91
70871	Remb de frais - Par la collect de rattachement	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00	8 737,47
70878	Remb de frais - Par des tiers	8 160,00	4 200,00	0,00	12 360,00	12 355,04
7088	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES ANNEXES (CESS. D'APPRO	0,00	0,00	0,00	0,00	5,17
<b>CHAPITRE 70 - PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE &amp; VENTES DIVERSES</b>		<b>24 010 760,00</b>	<b>46 080,00</b>	<b>0,00</b>	<b>24 056 840,00</b>	<b>24 444 002,02</b>
757	REDEV. VERSEES PAR FERMIERS ET CONCESSIONAIRES	32 000,00	0,00	0,00	32 000,00	60 156,24
7588	AUTRES	100,00	0,00	0,00	100,00	1 512,56
<b>CHAPITRE 75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>		<b>32 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>32 100,00</b>	<b>61 668,80</b>
7714	RECouvreMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	0,00	0,00	0,00	0,00	99,92
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS/OPERATIONS DE GEST.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	MANDATS ANNULÉS SUR EXERCICES ANTERIEURS	0,00	0,00	0,00	0,00	104,40
775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	4 345,01
778	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>CHAPITRE 77 - PRODUITS SPÉCIFIQUES</b>		<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>4 549,33</b>
7817	REP./DEPREC. DES ACTIFS CIRCULANTS	0,00	26 973,00	0,00	26 973,00	26 972,71
<b>CHAPITRE 78 - REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</b>		<b>0,00</b>	<b>26 973,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 973,00</b>	<b>26 972,71</b>
<b>SOUS-TOTAL RECETTES RÉELLES</b>		<b>26 583 711,65</b>	<b>73 053,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 656 764,65</b>	<b>24 570 558,98</b>
777	QUOTE PART SUBV. D'INVEST.TRANSFEREES RESULTAT	461 720,00	0,00	0,00	461 720,00	461 719,00
<b>CHAPITRE 042 - OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>		<b>461 720,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>461 720,00</b>	<b>461 719,00</b>
<b>SOUS-TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		<b>461 720,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>461 720,00</b>	<b>461 719,00</b>
<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>27 045 431,65</b>	<b>73 053,00</b>	<b>0,00</b>	<b>27 118 484,65</b>	<b>25 032 277,98</b>

<b>RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT 2024</b>					<b>2 130 283,81</b>
<b>RÉSULTAT ANTÉRIEUR REPORTÉ</b>					<b>2 518 851,65</b>
<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE 2024</b>					<b>4 649 135,46</b>

INVESTISSEMENT						
DEPENSES	Budget primitif 2024	DM + Virements internes	Reports	Budget total 2024	Réalisé 2024	
001 EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE	2 149 124,76	0,00	0,00	2 149 124,76	0,00	
<b>CHAPITRE 001 - SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT R</b>	<b>2 149 124,76</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 149 124,76</b>	<b>0,00</b>	
1641 EMPRUNTS EN EURO	2 850 000,00	53 000,00	0,00	2 893 000,00	2 890 407,64	
16451 REMB. TEMPORAIRES SUR EMPRUNTS EN EUROS	2 160 500,00	0,00	0,00	2 160 500,00	0,00	
165 DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	6 000,00	6 000,00	0,00	12 000,00	6 445,00	
1678 AUTRES EMPRUNTS ET DETTES ASSORTIS DE COND. PARTIC.	157 000,00	0,00	0,00	157 000,00	156 860,69	
1681 AUTRES EMPRUNTS	23 400,00	0,00	0,00	23 400,00	23 305,63	
<b>CHAPITRE 16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES</b>	<b>5 186 900,00</b>	<b>59 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 245 900,00</b>	<b>5 077 118,96</b>	
2031 FRAIS D'ETUDES	553 000,00	-140 000,00	6 940,00	419 940,00	116 147,05	
2033 FRAIS D'INSERTION	5 000,00	4 000,00	0,00	9 000,00	3 143,06	
2051 Concessions, brevets, licences, marques, procédés, log.	70 000,00	0,00	17 600,00	87 600,00	37 742,94	
<b>CHAPITRE 20 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>628 000,00</b>	<b>-136 000,00</b>	<b>24 540,00</b>	<b>516 540,00</b>	<b>157 033,05</b>	
2111 TERRAINS NUS	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	
21115 BATIMENTS ADMINISTRATIFS	1 200 000,00	-1 200 000,00	198,00	198,00	0,00	
2151 INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES	150 000,00	34 000,00	13 563,74	197 563,74	155 645,40	
2154 MATERIEL INDUSTRIEL	20 000,00	17 250,00	9 445,72	46 695,72	14 427,55	
21561 SERVICE DE DISTRIBUTION D'EAU	400 000,00	-15 250,00	65 006,66	449 756,66	171 705,16	
2158 AUTRES	0,00	1 000,00	1 000,00	2 000,00	987,44	
2182 MATERIEL DE TRANSPORT	100 000,00	-8 105,00	67 893,33	159 788,33	100 771,36	
2183 MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	44 000,00	-20 000,00	0,00	24 000,00	23 086,92	
2184 MOBILIER	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	1 920,25	
2188 AUTRES	19 500,00	8 105,00	0,00	27 605,00	8 189,75	
<b>CHAPITRE 21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>4 133 500,00</b>	<b>-3 181 000,00</b>	<b>154 107,44</b>	<b>1 106 607,44</b>	<b>476 758,83</b>	
2313 CONSTRUCTIONS	20 000,00	0,00	85 929,99	105 929,99	84 374,74	
2315 INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	6 846 000,00	4 411 104,00	766 659,15	12 023 763,15	10 947 124,42	
238 AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMO. CORP.	0,00	8 896,00	0,00	8 896,00	2 895,78	
<b>CHAPITRE 23 - IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>6 866 000,00</b>	<b>4 420 000,00</b>	<b>852 589,14</b>	<b>12 138 589,14</b>	<b>11 040 394,94</b>	
<b>SOUS-TOTAL DEPENSES REELLES</b>	<b>18 963 524,76</b>	<b>1 162 000,00</b>	<b>1 031 245,38</b>	<b>21 156 770,14</b>	<b>14 751 285,78</b>	
139111 AGENCE DE L'EAU	328 636,00	0,00	0,00	328 636,00	328 635,78	
139118 AUTRES	43 537,00	0,00	0,00	43 537,00	43 537,00	
13912 REGIONES	959,00	0,00	0,00	959,00	959,00	
13913 DEPARTEMENTS	32 757,00	0,00	0,00	32 757,00	32 757,00	
13916 AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	1 047,00	0,00	0,00	1 047,00	1 047,00	
13918 AUTRES	54 784,00	0,00	0,00	54 784,00	54 783,22	
<b>CHAPITRE 040 - OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>	<b>461 720,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>461 720,00</b>	<b>461 719,00</b>	
1641 EMPRUNTS EN EURO	2 160 500,00	0,00	0,00	2 160 500,00	50 000,00	
16451 REMB. TEMPORAIRES SUR EMPRUNTS EN EUROS	2 160 500,00	0,00	0,00	2 160 500,00	50 000,00	
2315 INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	50 000,00	144 340,00	0,00	194 340,00	143 822,28	
<b>CHAPITRE 041 - OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>4 371 000,00</b>	<b>144 340,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 515 340,00</b>	<b>243 822,28</b>	
<b>SOUS-TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>4 832 720,00</b>	<b>144 340,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 977 060,00</b>	<b>705 541,28</b>	
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>23 796 244,76</b>	<b>1 306 340,00</b>	<b>1 031 245,38</b>	<b>26 133 830,14</b>	<b>15 456 827,06</b>	

RECETTES	Budget primitif 2024	DM + Virements internes	Reports	Budget total 2024	Réalisé 2024	
1064 RESERVES REGLEMENTEES	6 191,88	0,00	0,00	6 191,88	6 191,88	
1068 AUTRES RESERVES	3 290 131,18	0,00	0,00	3 290 131,18	3 290 131,18	
<b>CHAPITRE 10 - DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES</b>	<b>3 296 323,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 296 323,06</b>	<b>3 296 323,06</b>	
13118 AUTRES	67 490,00	0,00	0,00	67 490,00	66 699,00	
1318 AUTRES	0,00	0,00	0,00	0,00	87 280,22	
<b>CHAPITRE 13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>	<b>67 490,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>67 490,00</b>	<b>133 979,22</b>	
1641 EMPRUNTS EN EURO	7 053 752,28	1 945 557,00	0,00	8 999 309,28	8 600 000,00	
16451 REMB. TEMPORAIRES SUR EMPRUNTS EN EUROS	2 160 500,00	0,00	0,00	2 160 500,00	0,00	
165 DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	6 000,00	6 000,00	0,00	12 000,00	9 875,00	
<b>CHAPITRE 16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES</b>	<b>9 220 252,28</b>	<b>1 951 557,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 171 809,28</b>	<b>8 609 875,00</b>	
<b>SOUS-TOTAL RECETTES REELLES</b>	<b>12 584 065,34</b>	<b>1 951 557,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 535 622,34</b>	<b>12 099 827,28</b>	
021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	3 525 900,00	-483 557,00	0,00	2 842 343,00	0,00	
<b>CHAPITRE 021 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 525 900,00</b>	<b>-483 557,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 842 343,00</b>	<b>0,00</b>	
2182 MATERIEL DE TRANSPORT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
28031 FRAIS D'ETUDES	13 752,00	0,00	0,00	13 752,00	16 004,00	
2805 Concessions, brevets, licences, marques, procédés, log.	77 865,00	-35 300,00	0,00	42 565,00	33 668,99	
28121 TERRAINS NUS	347,00	0,00	0,00	347,00	347,00	
28125 TERRAINS BATIS	1 027,00	0,00	0,00	1 027,00	1 026,50	
28128 AUTRES TERRAINS	43 000,00	0,00	0,00	43 000,00	43 000,00	
28131 BATIMENTS	541 017,00	-106 000,00	0,00	435 017,00	434 448,55	
28135 INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS	199 451,00	350,00	0,00	199 801,00	199 798,90	
28131 INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES	62 899,00	6 650,00	0,00	69 549,00	68 606,31	
28133 INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE	2 925 401,00	8 950,00	0,00	2 934 351,00	2 934 347,66	
28134 MATERIEL INDUSTRIEL	75 830,00	2 100,00	0,00	77 930,00	77 184,80	
28135 OUTILLAGE INDUSTRIEL	33,00	0,00	0,00	33,00	32,85	
28136 MATERIEL SPECIFIQUE D'EXPLOITATION	194 907,00	0,00	0,00	194 907,00	178 656,55	
28137 AGENC. ET AMENAG. DU MATERIEL ET OUTILLAGE INDUST.	104 705,00	0,00	0,00	104 705,00	104 704,96	
28138 AUTRES	10,00	185,00	0,00	195,00	190,67	
28178 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 443,00	0,00	0,00	1 443,00	1 442,63	
28181 INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS	13 888,00	0,00	0,00	13 888,00	13 087,70	
28182 MATERIEL DE TRANSPORT	19 465,00	10 435,00	0,00	29 900,00	28 212,80	
28183 MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	44 126,00	0,00	0,00	44 126,00	40 946,93	
28184 MOBILIER	2 609,00	160,00	0,00	2 769,00	2 766,52	
28188 AUTRES	24 750,00	6 470,00	0,00	31 220,00	30 321,73	
<b>CHAPITRE 040 - OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>	<b>4 346 525,00</b>	<b>-106 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 240 525,00</b>	<b>4 209 576,06</b>	
1641 EMPRUNTS EN EURO	2 160 500,00	0,00	0,00	2 160 500,00	50 000,00	
16451 REMB. TEMPORAIRES SUR EMPRUNTS EN EUROS	2 160 500,00	0,00	0,00	2 160 500,00	50 000,00	
2031 FRAIS D'ETUDES	0,00	85 340,00	0,00	85 340,00	85 329,78	
2033 FRAIS D'INSERTION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
238 AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMO. CORP.	50 000,00	59 000,00	0,00	109 000,00	58 492,50	
<b>CHAPITRE 041 - OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>4 371 000,00</b>	<b>144 340,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 515 340,00</b>	<b>243 822,28</b>	
<b>SOUS-TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>	<b>12 243 425,00</b>	<b>-445 217,00</b>	<b>0,00</b>	<b>11 798 208,00</b>	<b>4 978 398,34</b>	
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>24 827 490,34</b>	<b>1 306 340,00</b>	<b>0,00</b>	<b>26 133 830,34</b>	<b>16 531 025,63</b>	

N°DEL20250627\_137

Direction Stratégie Financière

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT 2024

1 056 198,56

RÉSULTAT ANTERIEUR REPORTE

-2 149 124,76

RÉSULTAT DE CLÔTURE 2024

-1 092 926,20

# ANNEXE 9 : COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 - BUDGET ASSAINISSEMENT : DÉPENSES ET RECETTES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE						
COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 - Budget annexe REGIE AUTONOME ASSAINISSEMENT						
FONCTIONNEMENT						
DEPENSES	Budget primitif 2024	DM + Virements Internes	Reports	Budget total 2024	Réalisé 2024	
604 ACHATS D'ETUDES, PREST. DE SERVICES, EQUIP. ET TRA	850 000,00	0,00	0,00	850 000,00	804 995,15	
6061 FOURNITURES NON STOCKABLES (EAU, ENERGIE)	2 473 095,00	28 789,00	0,00	2 501 884,00	2 479 410,99	
6062 PRODUITS DE TRAITEMENT	800 000,00	-165 000,00	0,00	635 000,00	592 080,88	
6063 FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT	103 500,00	3 000,00	0,00	106 500,00	80 087,40	
6064 FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 700,00	0,00	0,00	1 700,00	378,16	
6066 CARBURANTS	73 000,00	-32 050,00	0,00	40 950,00	41 564,32	
6068 AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	156 000,00	-50 088,00	0,00	105 912,00	102 935,74	
611 SOUS-TRAITANCE GENERALE	48 500,00	-7 332,00	0,00	41 168,00	36 802,92	
6132 LOCATIONS IMMOBILIERES	28 000,00	0,00	0,00	28 000,00	20 812,51	
6135 LOCATIONS MOBILIERES	65 000,00	-11 600,00	0,00	73 400,00	46 580,78	
614 CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	1 734,38	
61521 BATIMENTS PUBLICS	74 290,00	9 275,00	0,00	83 565,00	25 176,65	
61523 RESEAUX	1 040 000,00	110 535,00	0,00	1 150 535,00	1 118 782,45	
61528 AUTRES	52 000,00	0,00	0,00	52 000,00	48 314,61	
61553 MATERIEL ROULANT	9 000,00	11 600,00	0,00	20 600,00	19 356,34	
61558 AUTRES BIENS MOBILIERES	190 000,00	-52 000,00	0,00	138 000,00	97 923,78	
6156 MAINTENANCE	258 887,00	-42 813,00	0,00	216 074,00	137 888,09	
6161 MULTIRISQUES	2 250,00	0,00	0,00	2 250,00	2 250,00	
6168 AUTRES	33 000,00	0,00	0,00	33 000,00	31 424,00	
617 ETUDES ET RECHERCHES	24 800,00	500,00	0,00	24 300,00	14 260,00	
618 DIVERS	2 406 500,00	238 117,00	0,00	2 644 617,00	2 586 201,84	
6226 HONORAIRES	14 000,00	806,00	0,00	14 806,00	6 635,92	
6227 FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	15 000,00	-2 200,00	0,00	12 800,00	7 782,41	
6231 ANNONCES ET INSERTIONS	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	536,67	
6236 CATALOGUES ET IMPRIMES	5 650,00	0,00	0,00	5 650,00	381,57	
6238 DIVERS	21 150,00	0,00	0,00	21 150,00	7 582,00	
6251 VOYAGES ET DEPLACEMENTS	4 000,00	-1 000,00	0,00	3 000,00	126,62	
6256 MISSIONS	500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	
6257 RECEPTIONS	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	356,68	
6261 FRAIS D'AFFRANCHEMENT	18 500,00	0,00	0,00	18 500,00	12 785,94	
6262 FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	16 160,00	0,00	0,00	16 160,00	15 242,21	
627 SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	40 020,00	0,00	0,00	40 020,00	19 397,84	
6281 CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	17 600,00	-668,00	0,00	16 932,00	8 854,67	
6283 FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	76 905,00	-42 151,00	0,00	34 754,00	28 820,28	
62871 Remb de frais - A la collect de rattachement	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	18 294,38	
62878 Remb de frais - A des tiers	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00	27 993,16	
6370 AUTRES TAXES ET REDEVANCES	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	4 486,59	
<b>CHAPITRE 011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	<b>9 031 507,00</b>	<b>-5 280,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 026 227,00</b>	<b>8 373 086,88</b>	
6215 PERSONNEL AFFECTE PAR LA COLLECTIVITE DE RATTACH.	2 716 000,00	53 540,00	0,00	2 769 540,00	2 747 016,89	
6218 AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	2 600,00	0,00	0,00	2 600,00	0,00	
6331 Versement mobilité	17 680,00	0,00	0,00	17 680,00	19 594,00	
6336 COTISATIONS CNFPT ET CGFPT	6 600,00	0,00	0,00	6 600,00	6 106,73	
6411 SALAIRES, APPONTEMENTS, COMMISSIONS DE BASE	855 490,00	0,00	0,00	855 490,00	852 663,57	
6413 PRIMES ET GRATIFICATIONS	245 250,00	0,00	0,00	245 250,00	226 166,16	
6414 INDEMNITES ET AVANTAGES DIVERS	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	4 942,89	
64148 Autres indemnités et avantages divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6451 COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	251 000,00	-53 340,00	0,00	197 660,00	187 824,65	
6452 COTISATIONS AUX MUTUELLES	23 210,00	0,00	0,00	23 210,00	1 572,50	
6453 COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	141 580,00	0,00	0,00	141 580,00	143 422,93	
6454 COTISATIONS AU Pôle Emploi	21 540,00	0,00	0,00	21 540,00	25 928,00	
6458 COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	1 400,00	0,00	0,00	1 400,00	1 391,82	
6475 MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	1 700,00	18,00	0,00	1 718,00	1 217,73	
648 AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	112 000,00	-18,00	0,00	111 982,00	102 544,00	
<b>CHAPITRE 012 - CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	<b>4 396 550,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 396 550,00</b>	<b>4 320 391,47</b>	
6518 Autres	17 600,00	5 280,00	0,00	22 880,00	10 094,40	
6541 CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	5 000,00	15 453,00	0,00	20 453,00	4 225,29	
6542 CREANCES ETENUES	2 500,00	7,00	0,00	2 507,00	14 322,32	
6588 Autres charges diverses de gestion courante	1 470 200,00	0,00	0,00	1 470 200,00	1 326 669,96	
<b>CHAPITRE 65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>1 495 300,00</b>	<b>20 740,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 516 040,00</b>	<b>1 355 311,97</b>	
66111 INTERETS REGIES A L'ECHANCE	3 331 000,00	-26 619,00	0,00	3 304 381,00	3 303 159,71	
66112 INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNE	4 000,00	80 000,00	0,00	84 000,00	6 645,76	
6615 INTERETS DES COMPTES COURANTS ET DE DEPOTS	200 000,00	195 850,00	0,00	395 850,00	243 645,55	
6688 AUTRE	0,00	30 769,00	0,00	30 769,00	30 760,93	
<b>CHAPITRE 66 - CHARGES FINANCIERES</b>	<b>3 535 000,00</b>	<b>280 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 815 000,00</b>	<b>3 584 219,95</b>	
673 TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	120 000,00	17 980,00	0,00	137 980,00	137 951,07	
6743 SURVENTIONS EXCEPTIONNELLES DE FONCTIONNEMENT	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	
678 AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	120 000,00	-17 980,00	0,00	102 020,00	16 488,64	
<b>CHAPITRE 67 - CHARGES SPECIFIQUES</b>	<b>241 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>241 000,00</b>	<b>154 439,71</b>	
6817 DOTAT. AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS	0,00	29 917,00	0,00	29 917,00	29 916,61	
<b>CHAPITRE 68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS</b>	<b>0,00</b>	<b>29 917,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 917,00</b>	<b>29 916,61</b>	
<b>SOUS-TOTAL DEPENSES REELLES</b>	<b>18 699 357,00</b>	<b>325 327,00</b>	<b>0,00</b>	<b>19 024 734,00</b>	<b>17 817 568,59</b>	
023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	916 525,00	155 859,00	0,00	1 072 384,00	0,00	
<b>CHAPITRE 023 - VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>916 525,00</b>	<b>155 859,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 072 384,00</b>	<b>0,00</b>	
675 VALEURS COMPTABLES DES ELEMENTS D'ACTIFS CEDES	0,00	38 122,00	0,00	38 122,00	38 121,63	
6811 DOTAT. AMORT. INMO INCORPELLES ET CORPELLES	7 846 236,00	-120 000,00	0,00	7 726 236,00	7 697 515,53	
6862 DOTAT. AMORT. CHARGES FINANCIERES A REPARTIR	627 000,00	0,00	0,00	627 000,00	626 881,21	
<b>CHAPITRE 642 - OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>	<b>8 473 236,00</b>	<b>-81 878,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 391 358,00</b>	<b>8 362 518,37</b>	
<b>SOUS-TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>9 389 761,00</b>	<b>73 981,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 463 742,00</b>	<b>8 362 518,37</b>	
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>28 089 118,00</b>	<b>399 308,00</b>	<b>0,00</b>	<b>28 488 476,00</b>	<b>26 179 886,96</b>	

N°DEL20250627\_136

Direction Stratégie Financière / 9782

RECETTES		Budget primitif 2024	DM + Virements Internes	Report	Budget total 2024	Résumé 2024
002	EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE	1 249 344,41	0,00	0,00	1 249 344,41	0,00
<b>CHAPITRE 002 - RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE</b>		<b>1 249 344,41</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 249 344,41</b>	<b>0,00</b>
64198	AUTRES REMBOURSEMENTS	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00
6459	REMBOURSEMENTS / CHARGES DE S.S ET PREVOYANCE	450,00	0,00	0,00	450,00	0,00
<b>CHAPITRE 013 - ATTENUATIONS DE CHARGES</b>		<b>3 450,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 450,00</b>	<b>0,00</b>
704	TRAVAUX	650 000,00	0,00	0,00	650 000,00	660 892,74
70611	REDEVANCES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	21 000 000,00	0,00	0,00	21 000 000,00	23 109 865,41
70613	PARTICIPATIONS POUR ASSAINISSEMENT COLLECTIF	550 000,00	364 000,00	0,00	914 000,00	1 464 591,89
7062	REDEVANCES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	0,00	0,00	0,00	0,00	5 841,70
7063	Contrib. des communes ou l'EP de coop.intér(eaux pl)	2 060 000,00	0,00	0,00	2 060 000,00	2 051 653,00
7068	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	410 000,00	0,00	0,00	410 000,00	354 719,21
7084	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL FACTUREE	0,00	110,00	0,00	110,00	110,44
7088	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES ANNEXES (CESS. D'APPRO	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00	306 522,67
<b>CHAPITRE 70 - PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE &amp; VENTES DIVERSES</b>		<b>25 070 000,00</b>	<b>364 110,00</b>	<b>0,00</b>	<b>25 434 110,00</b>	<b>27 954 197,06</b>
748	AUTRES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>CHAPITRE 74 - DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
757	REDEV. VERSEES PAR FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	5 000,59	0,00	0,00	5 000,59	4 944,24
7588	AUTRES	200,00	0,00	0,00	200,00	35,08
<b>CHAPITRE 75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>		<b>5 200,59</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 200,59</b>	<b>4 979,32</b>
7681	FONDS DE SOUTIEN - SORTIE DES EMPRUNTS A RISQUE	421 800,00	0,00	0,00	421 800,00	421 765,99
<b>CHAPITRE 76 - PRODUITS FINANCIERS</b>		<b>421 800,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>421 800,00</b>	<b>421 765,99</b>
7714	RECouvreMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	0,00	0,00	0,00	0,00	63,39
773	MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0,00	0,00	0,00	0,00	18 313,33
775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	30 000,00	21 100,00	0,00	51 100,00	43 108,23
778	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>CHAPITRE 77 - PRODUITS SPECIFIQUES</b>		<b>30 000,00</b>	<b>21 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>51 100,00</b>	<b>61 484,95</b>
7817	REP /DEPREC. DES ACTIFS CIRCULANTS	0,00	14 148,00	0,00	14 148,00	14 147,08
<b>CHAPITRE 78 - REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</b>		<b>0,00</b>	<b>14 148,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 148,00</b>	<b>14 147,08</b>
<b>SOUS-TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>26 779 795,00</b>	<b>399 358,00</b>	<b>0,00</b>	<b>27 179 153,00</b>	<b>28 456 574,40</b>
777	QUOTE PART SUBV. D'INVEST.TRANSFEREES RESULTAT	1 309 323,00	0,00	0,00	1 309 323,00	1 201 409,97
<b>CHAPITRE 042 - OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>		<b>1 309 323,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 309 323,00</b>	<b>1 201 409,97</b>
<b>SOUS-TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		<b>1 309 323,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 309 323,00</b>	<b>1 201 409,97</b>
<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>28 089 118,00</b>	<b>399 358,00</b>	<b>0,00</b>	<b>28 488 476,00</b>	<b>29 657 984,37</b>
<b>RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT 2024</b>						<b>3 478 097,41</b>
<b>RÉSULTAT ANTERIEUR REPORTE</b>						<b>1 249 344,41</b>
<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE 2024</b>						<b>4 727 441,82</b>

INVESTISSEMENT						
DEPENSES		Budget primitif 2024	DM + Virements internes	Reports	Budget total 2024	Réalisé 2024
001	EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE	2 907 913,93	0,00	0,00	2 907 913,93	0,00
<b>CHAPITRE 001 - SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT R</b>		<b>2 907 913,93</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 907 913,93</b>	<b>0,00</b>
1641	EMPRUNTS EN EURO	7 100 000,00	-29 700,00	0,00	7 070 300,00	7 049 325,51
16451	REMB. TEMPORAIRES SUR EMPRUNTS EN EUROS	5 922 000,00	0,00	0,00	5 922 000,00	0,00
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1687	AUTRES DETTES	202 500,00	0,00	0,00	202 500,00	200 257,31
<b>CHAPITRE 16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES</b>		<b>13 224 500,00</b>	<b>-29 700,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 194 800,00</b>	<b>7 249 582,82</b>
2031	FRAIS D'ETUDES	753 000,00	-45 000,00	26 295,44	734 295,44	347 733,81
2033	FRAIS D'INSERTION	5 000,00	0,00	1 990,77	6 990,77	3 160,00
2051	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, log	45 000,00	0,00	26 135,02	71 135,02	36 067,07
<b>CHAPITRE 20 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		<b>803 000,00</b>	<b>-45 000,00</b>	<b>54 421,23</b>	<b>812 421,23</b>	<b>386 960,88</b>
2111	TERRAINS NUS	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	955,21
21315	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	3 200 000,00	-2 803 000,00	0,00	397 000,00	0,00
2151	INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES	380 000,00	-37 285,00	10 452,15	333 167,15	206 162,65
2154	MATERIEL INDUSTRIEL	79 000,00	-28 724,00	891,40	51 167,40	36 059,26
2182	MATERIEL DE TRANSPORT	110 000,00	-19 676,00	84 177,92	174 501,92	92 652,12
2183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	20 000,00	0,00	4 764,89	24 764,89	11 309,90
2184	MOBILIER	0,00	10 259,00	0,00	10 259,00	8 641,70
2188	AUTRES	0,00	19 878,00	0,00	19 878,00	7 371,00
<b>CHAPITRE 21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>3 779 000,00</b>	<b>-2 858 750,00</b>	<b>100 286,16</b>	<b>1 020 536,16</b>	<b>364 171,84</b>
2313	CONSTRUCTIONS	1 592 000,00	-741 805,00	196 726,15	1 046 921,15	492 353,14
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	24 130 000,00	-4 930 849,00	2 544 434,77	21 793 585,77	19 524 244,88
237	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMO. INCORP.	55 000,00	-26 000,00	0,00	29 000,00	19 997,00
238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMO. CORP.	1 250 000,00	-436 346,00	0,00	813 654,00	808 858,51
<b>CHAPITRE 23 - IMMOBILISATIONS EN COURS</b>		<b>27 027 000,00</b>	<b>-6 135 000,00</b>	<b>2 791 160,92</b>	<b>23 683 160,92</b>	<b>20 842 453,53</b>
458101	OP COMPTE DE TIERS - TRX RACCORDEMENT PARTICULIER	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	17 092,06
<b>CHAPITRE 458101 - OP COMPTE DE TIERS - TRX RACCORDEMENT PARTICULIER</b>		<b>100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>17 092,06</b>
<b>SOUS-TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>47 841 413,93</b>	<b>-9 068 450,00</b>	<b>2 945 866,31</b>	<b>41 718 832,24</b>	<b>28 860 261,13</b>
139111	AGENCE DE L'EAU	785 741,00	-8 370,00	0,00	779 371,00	671 477,18
139118	AUTRES	25 136,00	0,00	0,00	25 136,00	25 136,00
13912	REGIONS	4 239,00	0,00	0,00	4 239,00	4 239,00
13913	DEPARTEMENTS	17 630,00	-420,00	0,00	18 050,00	18 041,02
13915	GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	580,00	0,00	0,00	580,00	580,00
13916	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	5 660,00	0,00	0,00	5 660,00	5 660,00
13918	AUTRES	469 705,00	5 950,00	0,00	475 655,00	475 645,01
13933	PAE (PLAN D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE)	632,00	0,00	0,00	632,00	631,76
<b>CHAPITRE 040 - OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>		<b>1 309 323,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 309 323,00</b>	<b>1 201 409,97</b>
1641	EMPRUNTS EN EURO	5 922 000,00	0,00	0,00	5 922 000,00	2 500 000,00
16451	REMB. TEMPORAIRES SUR EMPRUNTS EN EUROS	5 922 000,00	0,00	0,00	5 922 000,00	2 500 000,00
166	REFINANCEMENT DE DETTE	0,00	2 650 000,00	0,00	2 650 000,00	2 649 792,27
2031	FRAIS D'ETUDES	259 000,00	0,00	0,00	259 000,00	116 846,78
21532	RESEAUX D'ASSAINISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	CONSTRUCTIONS	0,00	9 100,00	0,00	9 100,00	9 100,00
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	200 000,00	1 292 070,00	0,00	1 492 070,00	764 516,35
<b>CHAPITRE 041 - OPERATIONS PATRIMONIALES</b>		<b>12 303 000,00</b>	<b>3 951 170,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 254 170,00</b>	<b>8 540 255,40</b>
<b>SOUS-TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>13 612 323,00</b>	<b>3 951 170,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 563 493,00</b>	<b>9 741 665,37</b>
<b>TOTAL DEPENSES</b>		<b>61 453 736,93</b>	<b>-5 117 280,00</b>	<b>2 945 866,31</b>	<b>59 282 323,24</b>	<b>38 601 926,50</b>

RECETTES		Budget primitif 2024	DM + Virements internes	Report	2024	révisé 2024
001	EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>CHAPITRE 001 - SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT R</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1064	RESERVES REGLEMENTEES	25 947,33	0,00	0,00	25 947,33	25 947,33
1068	AUTRES RESERVES	5 883 313,91	0,00	0,00	5 883 313,91	5 883 313,91
<b>CHAPITRE 10 - DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES</b>		<b>5 889 261,24</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 889 261,24</b>	<b>5 889 261,24</b>
13111	AGENCE DE L'EAU	4 972 000,00	-4 014 500,00	0,00	957 500,00	773 824,85
13118	AUTRES	113 000,00	-113 000,00	0,00	0,00	0,00
1312	REGIONS	700 000,00	-70 000,00	0,00	630 000,00	630 000,00
1313	DEPARTEMENTS	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00	40 000,00
1318	AUTRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>CHAPITRE 13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES</b>		<b>5 785 000,00</b>	<b>-4 167 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 617 500,00</b>	<b>1 443 824,85</b>
1641	EMPRUNTS EN EURO	25 010 583,00	-5 003 311,00	0,00	20 007 272,00	14 600 000,00
16451	REMB. TEMPORAIRES SUR EMPRUNTS EN EUROS	5 922 000,00	0,00	0,00	5 922 000,00	0,00
<b>CHAPITRE 16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES</b>		<b>30 932 583,00</b>	<b>-5 003 311,00</b>	<b>0,00</b>	<b>25 929 272,00</b>	<b>14 600 000,00</b>
2111	TERRAINS NUS	0,00	0,00	0,00	0,00	213,52
<b>CHAPITRE 21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>213,52</b>
2315	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	0,00	28 380,00	0,00	28 380,00	28 379,09
237	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMO. INCORP.	0,00	0,00	0,00	0,00	6 134,40
<b>CHAPITRE 23 - IMMOBILISATIONS EN COURS</b>		<b>0,00</b>	<b>28 380,00</b>	<b>0,00</b>	<b>28 380,00</b>	<b>34 513,49</b>
458201	OP COMPTE DE TIERS - TRX RACCORDEMENT PARTICULIER	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	17 092,06
<b>CHAPITRE 458201 - OP COMPTE DE TIERS - TRX RACCORDEMENT PARTICULIER</b>		<b>100 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>17 092,06</b>
<b>SOUS-TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>42 706 844,24</b>	<b>-9 142 431,00</b>	<b>0,00</b>	<b>33 564 413,24</b>	<b>21 984 905,16</b>
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	916 525,00	155 859,00	0,00	1 072 384,00	0,00
<b>CHAPITRE 021 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>916 525,00</b>	<b>155 859,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 072 384,00</b>	<b>0,00</b>
21311	BATIMENTS D'EXPLOITATION	0,00	11 113,00	0,00	11 113,00	11 112,63
2182	MATERIEL DE TRANSPORT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	0,00	27 009,00	0,00	27 009,00	27 009,00
2801	FRAIS D'ETABLISSEMENT	12 417,00	0,00	0,00	12 417,00	12 416,33
28031	FRAIS D'ETUDES	8 251,00	0,00	0,00	8 251,00	11 802,22
28033	FRAIS D'INSERTION	42,00	0,00	0,00	42,00	41,75
2805	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, log.	99 345,00	-52 170,00	0,00	47 175,00	40 832,28
28128	AUTRES TERRAINS	2 524,00	0,00	0,00	2 524,00	2 524,00
28131	BATIMENTS	15 35 362,00	-100 000,00	0,00	1 435 362,00	1 424 445,35
28135	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS	424,00	0,00	0,00	424,00	424,00
28138	AUTRES CONSTRUCTIONS	66 706,00	0,00	0,00	66 706,00	66 705,41
28151	INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES	154 103,00	9 900,00	0,00	164 003,00	162 082,00
28153	INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE	5 660 836,00	9 900,00	0,00	5 670 736,00	5 670 731,55
28154	MATERIEL INDUSTRIEL	48 994,00	0,00	0,00	48 994,00	44 332,06
28156	MATERIEL SPECIFIQUE D'EXPLOITATION	58 686,00	0,00	0,00	58 686,00	58 685,60
28181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS	101 733,00	0,00	0,00	101 733,00	101 732,56
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	43 053,00	11 200,00	0,00	54 253,00	51 554,00
28183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	48 942,00	0,00	0,00	48 942,00	43 280,12
28184	MOBILIER	1 583,00	480,00	0,00	2 063,00	2 054,00
28188	AUTRES	3 235,00	690,00	0,00	3 925,00	3 872,30
4817	PENALITES DE REAMENAGEMENT DE LA DETTE	627 000,00	0,00	0,00	627 000,00	626 881,21
<b>CHAPITRE 040 - OPE D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS</b>		<b>8 473 236,00</b>	<b>-81 878,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 391 358,00</b>	<b>8 362 518,37</b>
1641	EMPRUNTS EN EURO	5 922 000,00	0,00	0,00	5 922 000,00	2 500 000,00
16451	REMB. TEMPORAIRES SUR EMPRUNTS EN EUROS	5 922 000,00	0,00	0,00	5 922 000,00	2 500 000,00
166	REFINANCEMENT DE DETTE	0,00	2 650 000,00	0,00	2 650 000,00	2 649 792,27
2031	FRAIS D'ETUDES	0,00	603 750,00	0,00	603 750,00	603 745,34
2033	FRAIS D'INSERTION	0,00	420,00	0,00	420,00	415,80
237	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMO. INCORP.	259 000,00	0,00	0,00	259 000,00	116 846,78
238	AVANCES VERSEES SUR COMMANDES IMMO. CORP.	200 000,00	897 000,00	0,00	897 000,00	169 465,11
<b>CHAPITRE 041 - OPERATIONS PATRIMONIALES</b>		<b>12 303 000,00</b>	<b>3 951 170,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 254 170,00</b>	<b>8 540 255,40</b>
<b>SOUS-TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		<b>21 692 761,00</b>	<b>4 025 151,00</b>	<b>0,00</b>	<b>25 717 912,00</b>	<b>16 902 775,77</b>
<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>64 399 605,24</b>	<b>-5 117 280,00</b>	<b>0,00</b>	<b>59 282 325,24</b>	<b>38 887 678,08</b>
<b>RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT 2024</b>						<b>285 752,43</b>
<b>RÉSULTAT ANTÉRIEUR REPORTE</b>						<b>-2 907 913,93</b>
<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE 2024</b>						<b>-2 622 161,50</b>

## ANNEXE 10 : BILAN AGRONOMIQUE DES BOUES 2024 (EXTRAIT)



### BILAN AGRONOMIQUE 2024

## Recyclage agricole des boues de la station d'épuration des Trois Rivières



# SYNTHÈSE ANNUELLE DES REGISTRES

## ANNÉE 2024

- Nom de la station de traitement et n° de département :**

Station des Trois Rivières - Clermont Auvergne Métropole – (63)

- Quantité de boues produites dans l'année :**

- Quantité brute : 25 967,10 t chaulées ;
- Quantité de matières sèches en tonnes : 5 967,70 t de MS chaulées et 4 575,40 t MS hors chaux. Siccité calculée avec les données de la station: 22,98% (production). Siccité mesurée: 25,29% (épandages).

- Méthodes de traitement des produits avant épandage :**

- Déshydratation par centrifugation et chaulage à la chaux vive à environ 23 % de la MS<sup>1</sup>

- Surface épandue en hectares :** 1 148,06 ha

- Nombre d'agriculteurs concernés :** 35

- Quantités épandues :** 14 699,56 t brutes chaulées (stock 2023 + partie production 2024)

- en tonnes de matière sèche : 3 718 t de MS chaulées
- en tonnes de matière sèche par hectare (moyenne) : 3,24 t de MS/ha

- Périodes d'épandage :** janvier à avril, juillet à septembre et novembre

- Identité des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage :**

VEOLIA Agriculture (SEDE) – agence Auvergne Rhône-Alpes

- Identité des personnes physiques ou morales chargées des analyses :**

Laboratoires AUREA (La Rochelle - 17) pour les boues et AUREA (Ardon - 45) pour les sols

- Analyses réalisées sur les sols :** 43 analyses sur les valeurs agronomiques et 2 sur les ETM (cf. chapitre « suivi des sols ») ;

- Analyses réalisées sur les boues :** cf. chapitre « caractéristiques des boues »

	Nombre d'analyses réalisées en 2024
Valeurs agronomiques	26
Éléments-Traces Métalliques	26
Composés-Traces Organiques	26

<sup>1</sup> Calcul données STEP

Les 4 575,40 t de MS hors chaux représentent **5 967,70 t de MS chaulées** soit 1 392,30 tonnes de chaux ajoutées.<sup>2</sup> Siccité calculée de 22,98%.

La production brute est de 25 967,10 tonnes.

### 3. DESTINATION DES BOUES EN 2024

En 2024, les boues ont été dirigées sur deux filières de valorisation des boues :

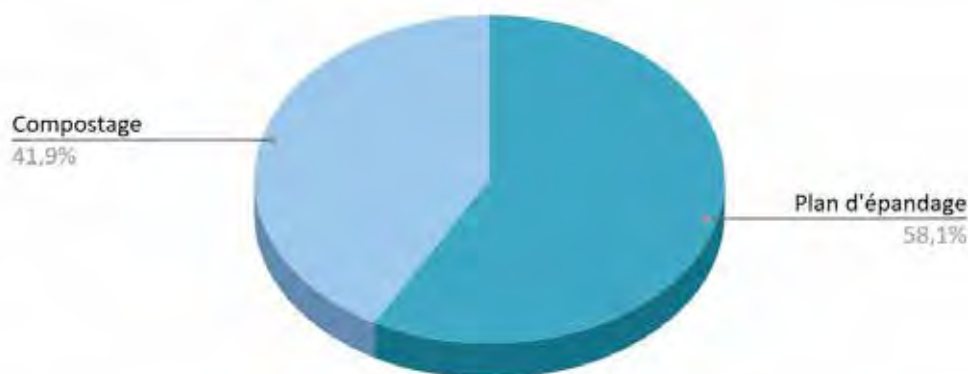


- **Epandage agricole** : **15 094,42 tonnes** ont été dirigées en agriculture, soit **3 468,70 t de MS chaulées**. Ceci correspond à **2 660 t de MS non chaulées** (d'après les données de la station).

Ce tonnage fait l'objet du présent rapport.



- **Compostage** : **10 872,68 tonnes de boues chaulées** ont été compostées (2 498,54 t MS chaulées ou 1 916 t MS hors chaux).



### 4. COMPOSITION DES BOUES

Les analyses présentées en **annexe 1** ont été réalisées par VEOLIA AGRICULTURE FRANCE (SEDE) et confiées au laboratoire AUREA de la Rochelle (17).

<sup>2</sup> Données STEP

Envoyé en préfecture le 29/09/2025

Reçu en préfecture le 29/09/2025

Publié le

ID : 063-246300701-20250929-DEL20250926\_031-DE



## Retrouvez toute notre actualité sur :



**ClrmntMetropole**



**clermontmetropole**



**clermontmetropole.eu**



**Clermont Auvergne Métropole**

## Contactez-nous :



**Direction du cycle de l'eau  
de Clermont Auvergne Métropole**

**contact-cycledeleau@clermontmetropole.eu**



**04 43 76 28 28**

**Toutes les démarches en ligne :  
[ici.clermontmetropole.eu](https://ici.clermontmetropole.eu)**



**Préparer demain**

**CLERMONTMETROPOLE.EU**

## Contrat de délégation de service public d'eau potable sur la commune de Chamalières

### Rapport annuel 2024 du délégataire

#### Synthèse

#### 1. Présentation du contrat

- Délégataire : SAUR
- Périmètre : Commune de Chamalières
- Nature du contrat : Affermage
- Date de début du contrat : 01/09/2016
- Date de fin du contrat : 31/08/2026
- Chiffres clés :
  - ✓ 5 ouvrages de prélèvement
  - ✓ 5 stations de production
  - ✓ 2 stations de surpression
  - ✓ 8 ouvrages de stockage, d'un volume total de 16 850 m<sup>3</sup>
  - ✓ 96,4 km de conduites
- Les volumes mis en distribution proviennent de :
  - ✓ Captage Chez Pierre (Ceyssat)
  - ✓ Galerie Le Colombier (Chamalières)
  - ✓ Source Fontanas (Orcines)
  - ✓ Station de pompage de Mazayes
  - ✓ Station de pompage de Veyssières (Ceyssat)

#### 2. Résumé de l'année 2024

- 01/01/2017 : Transfert du contrat de la commune de Chamalières à Clermont Auvergne Métropole ;
- Travaux réalisés : 97 branchements en plomb, 10 fuites réparées, 6 fuites sur branchements réparées

#### 3. Rapport technique

Principaux chiffres de l'année 2024 :

- 3 370 abonnés (+ 3,3 %)
- Volume produit : 2 190 490 m<sup>3</sup> (- 3,3 %)
- Volume exporté : 1 310 566 m<sup>3</sup> (+ 0,8 %) (Clermont Auvergne Métropole, Saint-Ours-Les-Roches, Chanat la Mouteyre, ASA Banières - Saint Pierre le Chastel, Tournebise – SIAEP du Sioulet, Mazayes)
- Volume consommé : 879 924 m<sup>3</sup> (- 8,8 %)
- Rendement de réseau : 99,01 %
- Qualité de l'eau : les taux de conformité microbiologique et physico-chimique sont de 100%

#### 4. Rapport financier

- Prix de l'eau 2024 : 2,26 € TTC/m<sup>3</sup> pour une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup> (dont part Métropole de 0,6351 € HT/m<sup>3</sup>)
- Compte annuel de résultat d'exploitation :

LIBELLE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	Ecart %
Produits	1 515 048 €	1 522 112 €	1 619 495 €	1 643 889 €	1 617 400 €	1 548 400 €	2 121 497 €	2 057 462 €	- 3 %
Charges	1 528 591 €	1 562 133 €	1 605 243 €	1 625 177 €	1 608 800 €	1 568 000 €	2 064 315 €	1 999 729 €	- 3,1 %
Résultat avant impôt	- 13 543 €	- 40 020 €	14 252 €	18 712 €	8 600 €	- 19 600 €	38 312 €	38 681 €	+ 0,9 %

\*Le CARE a été revu dans sa méthodologie de calcul : la contribution des services centraux et de recherche a été calculée selon la même méthode utilisée pour établir le CEP (compte d'exploitation prévisionnel) base du contrat. Ce calcul amène à une contribution de 102 364 € au lieu de 192 800 € précédemment.

## Contrat de délégation de service public d'assainissement sur la commune de Chamalières

### Rapport annuel 2024 du délégataire

#### Synthèse

#### 1. Présentation du contrat

- Délégataire : SAUR
- Périmètre : Commune de Chamalières
- Nature du contrat : Affermage
- Date de début du contrat : 01/09/2016
- Date de fin du contrat : 31/08/2026
- Chiffres clés :
  - ✓ 96 km de réseau dont :
    - 53 km de réseau eaux usées
    - 43 km de réseau eaux pluviales
  - ✓ 19 déversoirs d'orage

#### 2. Résumé de l'année

- 01/01/2017 : Transfert du contrat de la commune de Chamalières à Clermont Auvergne Métropole ;
- Travaux réalisés :
  - Hydrocurage/nettoyage :
    - 6 200 ml de réseau (39 132 ml de réseau curés sur un objectif de 42 900 sur la période 2016-2024)
    - 1 466 ml réalisés en ITV (inspection télévisée) – (8 297 ml d'ITV réalisées sur un objectif de 8 580 sur la période 2016-2024)
    - 35 branchements contrôlés (57 contrôlés sur un objectif de 248 sur la période 2016-2024)

#### 3. Rapport technique

Principaux chiffres :

- 3 127 abonnés
- Volume assujettis à la redevance assainissement : 814 582 m<sup>3</sup>

#### 4. Rapport financier

- Prix de l'assainissement collectif 2024 : 2,06 € TTC/m<sup>3</sup> pour une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup> (dont part Métropole de 1,3934 € HT/m<sup>3</sup>)
- Compte annuel de résultat d'exploitation :

LIBELLE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	Ecart %
Produits	650 136 €	1 292 610 €	1 330 101 €	1 300 918 €	1 372 800 €	1 302 470 €	1 439 573 €	1 467 572 €	+ 1,9 %
Charges	621 954 €	1 273 592 €	1 292 630 €	1 259 818 €	1 318 000 €	1 251 828 €	1 374 767 €	1 396 987 €	+ 1,6 %
Résultat avant impôt	28 181 €	19 017 €	37 470 €	41 099 €	54 800 €	50 641 €	43 420 €	47 292 €	+ 8,9 %

\*Le CARE a été revu dans sa méthodologie de calcul : la contribution des services centraux et de recherche a été calculée selon la même méthode utilisée pour établir le CEP (compte d'exploitation prévisionnel) base du contrat. Ce calcul amène à une contribution de 25 710 € au lieu de 40 024 € précédemment.